Dossier cas par cas – Notice explicative

Opération d'aménagement, avenue de la Libération à Longuyon (54)



Janvier 2026

SAS AGLAE

SOCOTEC | URBYCOM

Table des matières

1 PREAMBULE 5
1.1 Présentation du demandeur et des intervenants 5
2 OBJET DU DOCUMENT 6
3 PRESENTATION DE L'AMENAGEMENT 7
3.1 Localisation générale 7
3.2 Localisation du projet 8
3.3 Historique et occupation actuelle du site 9
3.3.1 Historique du site 9
3.4 Description du projet 10
3.4.1 Généralités 10
3.4.2 Implantation et matériaux 10
3.4.3 Dimensions du bâtiment 11
3.4.4 Caractéristiques urbanistiques 11
3.4.4.1 Occupations et utilisations du sol interdites 11
3.4.4.2 Occupations et utilisations du sol admises sous conditions 11
3.4.4.3 Accès et voiries 11
3.4.4.4 Desserte par les réseaux 11
3.4.4.5 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques 12
3.4.4.6 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives 12
3.4.4.7 Emprise au sol des constructions 12
3.4.4.8 Hauteur maximum des constructions 12
3.4.4.9 Aspects extérieurs 12
3.4.4.10 Stationnement 13
3.4.4.11 Espaces verts et plantations 13
4 ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DU SITE 26
4.1 Milieu physique 26
4.1.1 Topographie 26
4.1.2 Géologie 27
4.1.3 Diagnostic géotechnique 28
4.1.4 Pédologie 29
4.1.5 Le climat 31
4.1.5.1 Températures 31
4.1.5.2 Précipitations 31
4.1.5.3 Vents 31
4.1.6 Qualité de l'air 32
4.1.6.1 Outils réglementaires 32
4.1.6.2 Seuils d'exposition 32
4.1.6.3 Polluants atmosphériques 33
4.1.6.4 Station de mesure 34
4.1.7 Ressource en eau 36
4.1.7.1 Contexte hydrogéologique 36
4.1.7.2 Contexte hydrographique – réseau d'assainissement 42
4.1.8 Risques naturels 46
4.1.8.1 Arrêtés de catastrophes naturelles 46
4.1.8.2 Inondations 46
4.1.8.3 Mouvement de terrain 48
4.1.8.4 Retrait et gonflement des argiles 49
4.1.8.5 Risques sismiques 49
4.1.8.6 Radon 50
4.2 Milieu naturel 51
4.2.1 ZNIEFF 51
4.2.2 Zones NATURA 2000 52
4.2.3 Réserves Naturelles Régionales 53
4.2.4 Réserves Naturelles Nationales 53
4.2.5 Les Parcs Naturels Régionaux (PNR) 53
4.2.6 Arrêtés de Protection de Biotope 53
4.2.7 Site RAMSAR 53
4.2.8 Schéma Régional de Cohérence Ecologique 53
4.2.9 Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires 55
4.3 Milieu humain 56
4.3.1 Evolution démographique 56
4.3.1.1 La structure par âge 56
4.3.1.2 Naissances et décès 56
4.3.1.3 Naissances et décès 56
4.3.2 Les équipements et services 57
4.3.3 Santé, risques et pollutions 58
4.3.3.1 Installations classées pour la Protection de l'Environnement 58

4.3.3.2 SEVESO 59
4.3.3.3 Etablissements polluants 59
4.3.3.4 Sites et sols pollués 59
4.3.3.5 Canalisations de matières dangereuses 61
4.3.4 Bruit 62
4.3.5 Servitudes 64
4.3.6 Assainissement 64
4.3.6.1 Eaux usées 64
4.3.6.2 Eaux pluviales 65
4.3.7 Eau potable 65
4.3.7.1 Gestion des déchets 65
4.3.8 Transport et déplacement 65
4.3.8.1 Accessibilité et positionnement 65
4.4 Patrimoine et paysage 65
4.4.1 Contexte paysager élargi 65
4.4.2 Paysage autour du site 66
4.4.3 Patrimoine 66
4.4.3.1 Monuments historiques 66
4.4.3.2 Sites inscrits et sites classés 66
4.4.3.3 Biens inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO 66
4.4.3.4 Sites patrimoniaux remarquables 67
4.4.4 Archéologie préventive 67
5 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET AUTRES DOCUMENTS REGLEMENTAIRES 68
5.1 SCOT 68
5.2 Plan Local d'Urbanisme 69
5.3 SDAGE Rhin-Meuse 73
5.4 SAGE Bassin Ferrifère 87
6 IMPACTS ET MESURES 92

Liste des tableaux

Tableau 1 : Sociétés ayant produits les études techniques et réglementaires 5
Tableau 2 : Arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles sur la commune 46
Tableau 3 : ZNIEFF présente dans l'aire d'étude éloignée (10 km) 51
Tableau 4 : Zones Natura 2000 présentes dans un rayon de 15 km 52
Tableau 5 : Commerces recensés sur la commune de Longuyon en 2024 57
Tableau 6 : Professionnels de santé recensés sur la commune de Longuyon en 2024 57
Tableau 7 : Etablissements scolaires et culturels recensés sur la commune de Longuyon en 2024 57
Tableau 8 : ICPE de la commune de Longuyon – Source : Géorisques 58
Tableau 9 : Etablissements polluants sur la commune de Longuyon – Source : Géorisques 59
Tableau 10 : Basisas non fermés et indéterminés sur la commune de Longuyon – Source : Géorisques 60
Tableau 11 : tableau de compatibilité avec le SDAGE Rhin-Meuse 74
Tableau 12 : Synthèse des enjeux, impacts et mesures 92

Liste des cartes

Carte 1 : Localisation du site 7
Carte 2 : Localisation de la zone d'étude sur la commune 8
Carte 3 : Localisation cadastrale de la ZIP sur photographie aérienne 9
Carte 4 : Carte géologique 27
Carte 5 : Pédopaysage 29
Carte 6 : Masses d'eau souterraines 37
Carte 7 : Carte des captages AEP dans le secteur 40
Carte 8 : Aires d'alimentation de captage 40
Carte 9 : Hydrographie 43
Carte 10 : Zones Humides du SDAGE Rhin-Meuse 44
Carte 11 : Zones Humides du SAGE du Bassin ferrière 45
Carte 12 : Localisation des sondages pédologiques 45
Carte 13 : Localisation des ZNIEFF dans l'aire d'étude éloignée 51
Carte 14 : Localisation des zones Natura 2000 52
Carte 15 : Schéma Régional de Cohérence Ecologique 54
Carte 16 : SRADDET région Grand Est 55
Carte 17 : Localisation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement 58
Carte 18 : Localisation des sites BASIAS 60
Carte 19 : Canalisation de transport de gaz naturel 62

Liste des figures

Figure 1 : Plan masse du projet – Source : AADE srl 14

Figure 2 : Plan masse du projet – Source : AADE srl 15
Figure 3 : Plan masse du projet – Source : AADE srl 16
Figure 4 : Coupes profils – Source : AADE srl 18
Figure 5 : Plans toiture – Source : AADE srl 19
Figure 6 : Plans RDC – Source : AADE srl 20
Figure 7 : Plan d'accessibilité – Source : AADE srl 21
Figure 8 : Coupe et élévation – Source : AADE srl 22
Figure 9 : Elévations – Source : AADE srl 23
Figure 1011: Photomontages du projet – Source : AADE srl 24
Figure 12 13: Photomontages du projet – Source : AADE srl 25
Figure 14 : Plan d'implantation des sondages géotechniques – projet modifié 28
Figure 15 : Représentation des différents types de sols dominants en France métropolitaine. 30
Figure 16 : Température moyenne nationale et à Longuyon – Source : l'internaute Météo France 31
Figure 17 : Précipitation moyenne nationale et à Longuyon – Source : Météo France 31
Figure 18 : Tableau des valeurs réglementaires des polluants atmosphériques – Source : Atmo Grand-Est 34
Figure 19 : Valeurs moyennes mensuelles de PM10 à la station de mesure de la Vallée de la Fensch - Source : ATMO Grand-Est 35
Figure 20 : Valeurs moyennes mensuelles de NO2 à la station de mesure de Thionville – Source : ATMO Grand-Est 35
Figure 21 : Valeurs moyennes mensuelles de O3 à la station de mesure de Thionville-Nord - Source : ATMO Grand-Est 35
Figure 22 : Carte des masses d'eau souterraine captive du SDAGE Rhin Meuse District Meuse 36
Figure 23 : Carte des masses d'eau souterraine libres du SDAGE Rhin Meuse District Meuse . 37
Figure 24 : Carte de l'état chimique des eaux souterraines – Source : SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027 38
Figure 25 : Carte de l'état quantitatif des eaux souterraines – Source : SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027 38
Figure 26 : Objectif d'état chimique des masses d'eau souterraines (SDAGE Rhin Meuse) 38
Figure 27 : Objectif d'état quantitatif des masses d'eaux souterraines (Sources : SDAGE Rhin-Meuse) 39
Figure 28 : Piézométrie moyenne de la masse d'eau Dogger (Source : SDAGE Rhin-Meuse) ... 39
Figure 29 : Ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable 2022-2027 41
Figure 30 : Carte de la vulnérabilité de la nappe 42
Figure 31 : PPRi de la Chiers 47
Figure 32 : Localisation des zones soumises à des risques de remontée de nappes 48
Figure 33 : Localisation des cavités anthropiques les plus proches de la zone d'étude 48
Figure 34 : Exposition au retrait-gonflement des argiles 49
Figure 35 : Population de Longuyon – Source : INSEE 56
Figure 36 : Population par grandes tranches d'âges à Longuyon – Source : INSEE 56
Figure 37 : Naissances et décès domiciliés à Longuyon – Source : INSEE 2025 56
Figure 38 : Population de 15 à 64 ans par type d'activité à Longuyon – Source : INSEE 56
Figure 39 : Voies bruyantes infrastructures routières 63
Figure 40 : Voies bruyantes infrastructures ferroviaires 64
Figure 41 : Zonage des servitudes– Source : PLU Longuyon 64
Figure 42 : Grandes familles de paysages– Source : SRADDET 65
Figure 43 : Photographies du site de projet Avenue de la Libération – source : Google map ... 66
Figure 44 : Périmètre du SCOT – Source : SCOT nord Meurthe-et-Mosellan 68
Figure 45 : Zonage du PLU 69
Figure 46 : Périmètre du SDAGE 73
Figure 47 : Périmètre du SAGE du Bassin ferrifère 87

1 PREAMBULE

1.1 Présentation du demandeur et des intervenants

La réalisation de cette étude est à l'initiative de la SAS AGLAE.

La présente étude vise à présenter les enjeux environnementaux sur la zone d'implantation du projet qui est actuellement occupée par une parcelle agricole exploitée.

Le tableau suivant liste les sociétés ayant contribué à la réalisation des études techniques et réglementaires :

Tableau 1 : Sociétés ayant produits les études techniques et réglementaires

MAITRE D'OUVRAGE	**SAS AGLAE**	**SAS AGLAE** 36 rue Georges Charlet 59660 Merville Philippe Dubus Mail : pdubus@triad.pro
DOSSIER CAS PAR CAS	SOCOTEC | URBYCOM	**URBYCOM** Rue de la Calypso, 85 Espace Neptune 62110 Hénin-Beaumont Tél : 03 62 07 80 00 Réalisation de l'étude au cas par cas – Chef de projets en Environnement et Ecologie : Alexandre Quenneson Relecture – Chargée d'études en Environnement et Ecologie : Audrey Vasseur Mail : a.vasseur@urbycom.fr

2 OBJET DU DOCUMENT

Les articles L 122-1 et R122-1 du Code de l'Environnement portent la réforme de l'étude d'impact et fixent les critères, mais également les seuils permettant de définir les projets soumis à l'étude d'impact et ce soumis à la procédure « cas par cas ».

Le projet de construction d'un magasin Action sur la commune de Longuyon est soumis à la procédure « cas par cas » du fait de l'aménagement de plus de 50 places de stationnement.

Catégories d'aménagements, d'ouvrages et de travaux	Projets soumis à la procédure de « cas par cas » en application de l'annexe III de la directive 85/337/CE
41. Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs.	a) Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus.

Le projet comprend 60 places pour le parking Action, dont 2 places PMR.

Le projet est donc soumis à la rubrique 41.

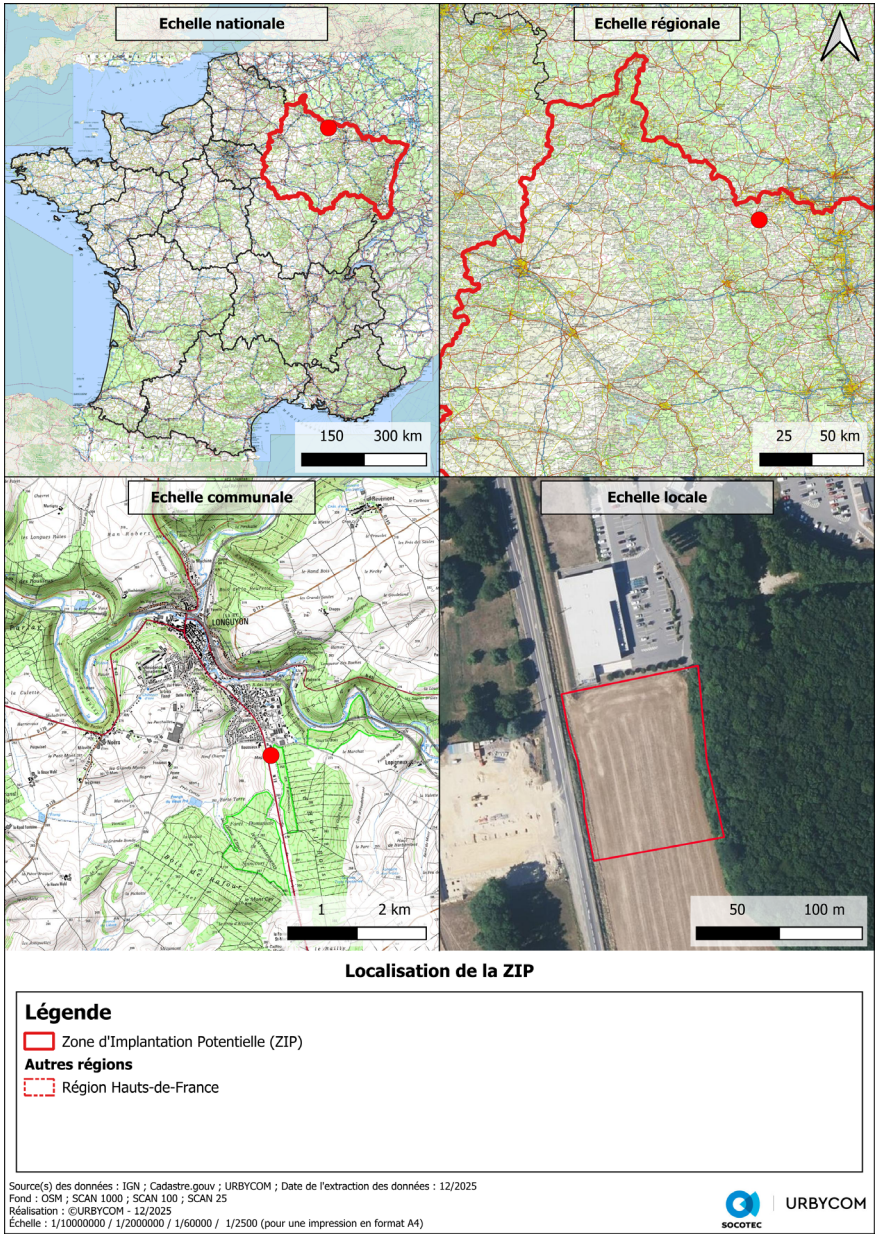
3 PRESENTATION DE L'AMENAGEMENT

3.1 Localisation générale

Le projet se situe sur la commune de Longuyon, dans la région Grand-Est et plus précisément dans le département de la Meurthe-et-Moselle (54) et au sein de la Communauté de communes Terre lorraine du Longuyonnais.

La superficie de Longuyon est de 29,7 km^2. La population était de 5 141 habitants en 2022.

La commune a la particularité de s'étendre depuis la frontière belge au nord à la frontière avec le département de la Meuse au sud. Le bourg est identifié au sein du SCoT Nord 54 comme un pôle d'équilibre. Il dispose de nombreux atouts naturels et paysagers et compte deux zones d'activités (ZI Kayser liquidée en 2016 et ZA Ardent du Pic).



Carte 1 : Localisation du site

3.2 Localisation du projet

La zone d'étude concerne la parcelle cadastrale AT 73 (la parcelle AT 51 située entre la route et la parcelle AT 73 n'est pas concernée par le projet et ne sera donc pas aménagée), d'une emprise globale de 0,75 ha au sud de la commune. La surface d'opération après division est de 5 241 m².

Le site est implanté au sud de la commune de Longuyon, en direction des communes d'Arrancy et de Sorbey.

L'environnement proche est majoritairement constitué de constructions à vocation commerciale (Intermarché, Aldi, Lidl, Mr Bricolage).

À l'est de la parcelle, on trouve principalement des surfaces boisées.

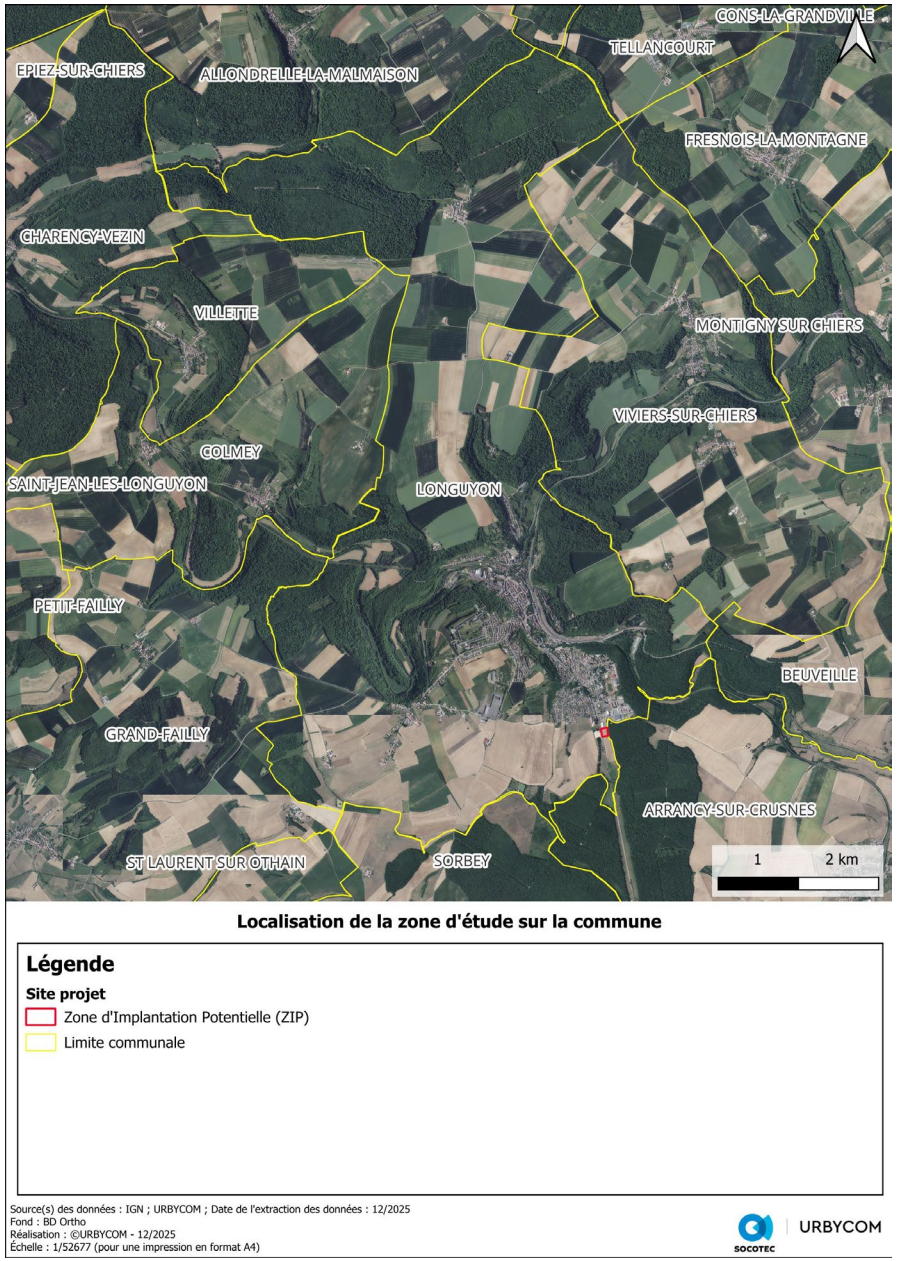
Au nord-ouest du terrain se situent des ensembles d'habitat pavillonnaire ainsi que la gendarmerie.

Plus à l'est, le territoire est essentiellement occupé par des exploitations agricoles.

Le cours d'eau de la Crusnes s'écoule à environ 750 mètres du site du projet.

Actuellement, le terrain est occupé par un champ agricole cultivé.

Le projet ne prévoit donc pas de démolition de bâtiment existant.



Localisation de la zone d'étude sur la commune

Légende

Site projet

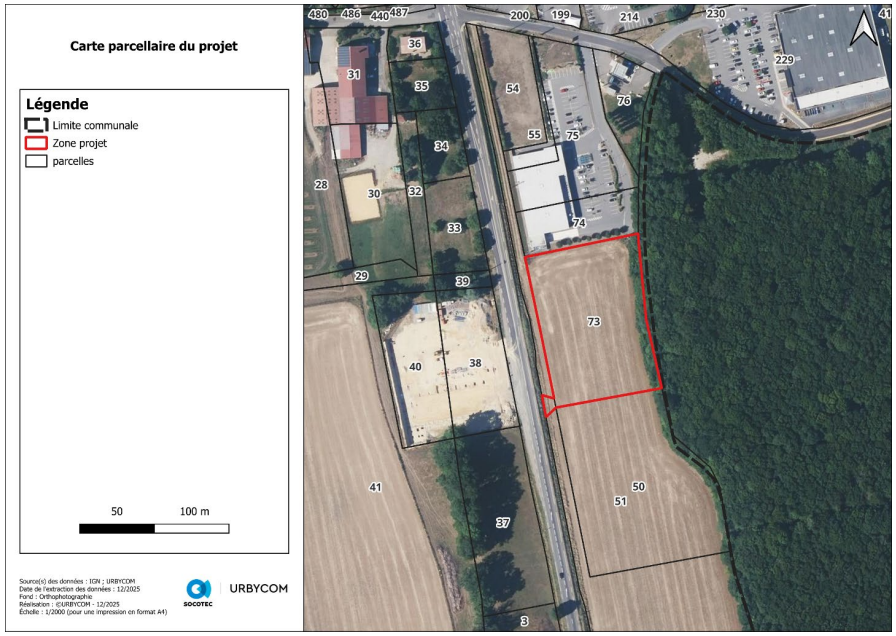
Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)

Limite communale

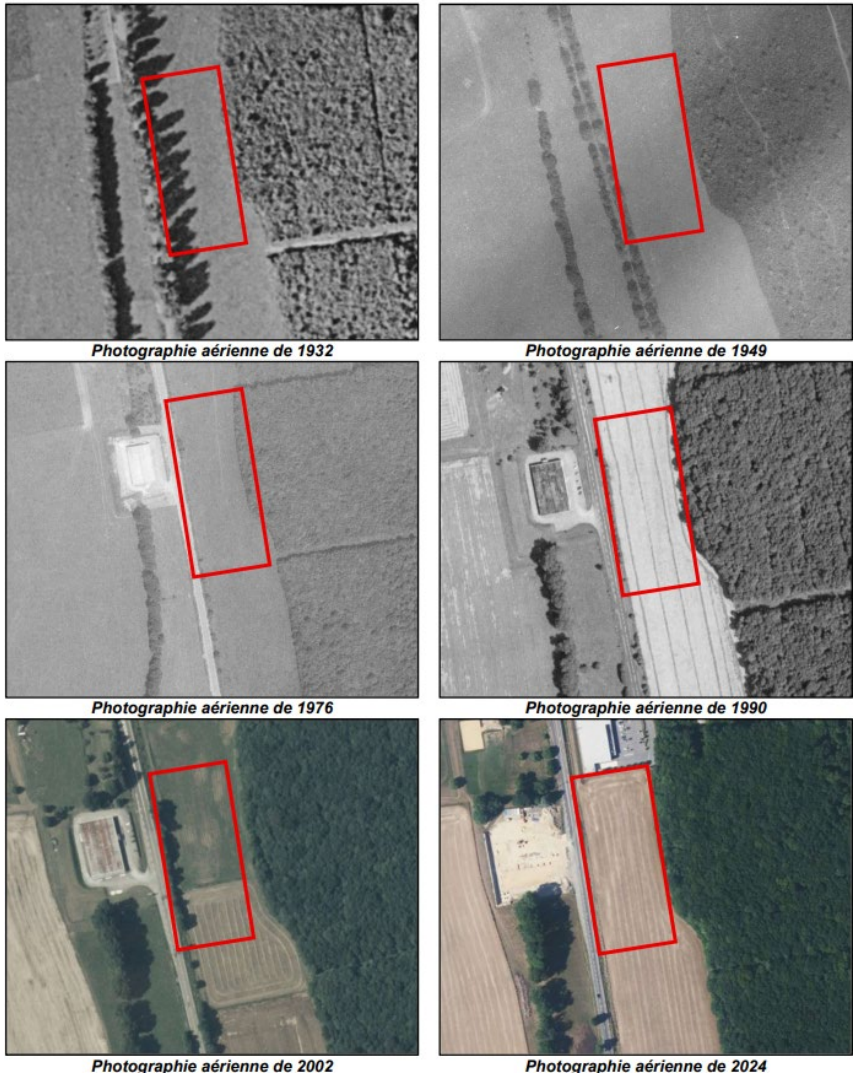
Source(s) des données : IGN ; URBYCOM ; Date de l'extraction des données : 12/2025
Fond : BD Ortho
Réalisation : ©URBYCOM - 12/2025
Échelle : 1/52677 (pour une impression en format A4)

URBYCOM

Carte 2 : Localisation de la zone d'étude sur la commune



Carte 3 : Localisation cadastrale de la ZIP sur photographie aérienne



3.3 Historique et occupation actuelle du site

3.3.1 Historique du site

L'examen des photographies aériennes n'a pas mis en évidence d'ancienne construction sur la zone étudiée. Auparavant, et au moins jusqu'en 1932 (date de la plus ancienne photographie aérienne disponible), le terrain était à usage agricole. Cependant entre 2002 et 2024 un bâtiment a été construit sur la parcelle au nord du site, ce qui pourrait expliquer la présence de remblais observés localement.

3.4 Description du projet

3.4.1 Généralités

Le projet consiste en la construction d'un bâtiment commerciale sous enseigne ACTION.

La nouvelle construction résultera d'un permis valant division, elle respectera les limites de recul par rapport aux limites séparatives voisines de 5 m minimum. Un recul de plus de 30m sera prévu par rapport à la limite arrière en lisière de forêt.

La construction sera implantée exclusivement sur la parcelle Section 000 AT n°73.

La construction de ce nouveau bâtiment permet la création d'une surface commerciale sous enseigne ACTION.

Le nouveau magasin sera constitué d'un volume principal de 1 108 m² de surface d'emprise au sol. Le niveau de référence 0 intérieur de la surface commerciale est établi à la cote 255,20 NGF. Le bâtiment sera en structure métallique et revêtu de paroi double peau répondant aux critères de la RT 2012 (Bardages métalliques de ton gris).

L'entrée de l'Action sera composée par des vitrines qui marquent l'entrée qui sera protégée par un auvent débordant d'1,5 m sur la zone de stationnement. Les enseignes en façades principale et latérales ne dépasseront pas de l'acrotère du bâtiment.

La rotation des camions de livraison se fera grâce à l'aménagement d'une zone de déchargement en façade latérale sud pour l'enseigne Action. Les emplacements de parking auront une largeur de 2,5 m pour une longueur de 5 m. Ces emplacements seront réalisés en graviers gris stabilisés. Les places de stationnements seront au nombre de 60 dont 02 PMR (3,5 m x 5 m).

Les espaces de terrain libre seront engazonnés et agrémentés de couvre-sols.

Surface terrain pour l'opération après division	5 241 m²	100 %
Espace vert projet	1 106 m²	21,10 %
Emprise de la construction	1 108 m²	21,14 %
Aires évolution des véhicules et piétons	2 265 m²	43,22 %
Aire de stationnement perméable (gravier gris stabilisé)	762 m²	14,53 %

La construction épousera au mieux le relief naturel du terrain, l'idée est de limiter la déblais et remblais. Une rampe d'accès PMR est créée pour accéder à l'avenue de la Libération, des pentes de 5% max seront prévues afin garantir l'accessibilité des PMR.

Lors de la réalisation du projet, une attention particulière sera portée à :

- Limiter les nuisances acoustiques pour le voisinage ;
- Assurer l'adaptabilité et la durabilité des procédés et matériaux de construction ;
- Limiter les nuisances des chantiers ;
- Permettre une bonne gestion de l'énergie ;
- Permettre une gestion économe de l'eau ;
- Intégrer des locaux de collecte et de stockage des déchets ;
- Prendre en compte dès la conception de la construction :
    - Les contraintes d'entretien et de maintenance ;
    - Le confort hygrométrique ;
    - Le confort acoustique ;
    - Le confort visuel ;
    - Le confort olfactif ;
    - Les conditions sanitaires ;
    - La qualité de l'air ;
    - La qualité de l'eau ;

3.4.2 Implantation et matériaux

L'implantation du bâtiment respecte les alignements et reculs prévus au PLU.

Les zones de parkings seront agrémentées de espaces verts et de plantations. La construction présente un aspect soigné, tant au point de vue des volumes que des matériaux de construction mis en œuvre que des coloris employés :

- Bardage : Bardage métallique ton gris RAL 7035
- Bardage : Bardage métallique décoratif de ton gris argenté
- Menuiseries extérieures : en aluminium laqué gris RAL 7035
- Toiture avec une charpente métallique, des bacs nervurés, un isolant et une étanchéité en FPO de teinte gris schiste (membrane PVC)
- Des panneaux solaires photovoltaïques couvriront la toiture de l'établissement. La production d'énergie réalisée par ces équipements permettra de couvrir les besoins en énergie de l'établissement, le solde sera réinjecté dans le réseau. Ils ne seront pas visibles de l'extérieur
- Stationnements : Enrobé / 58 places en gravier gris stabilisé
- Quai de livraison : enrobé noir
- Zone piétonne en béton désactivé
- Une rampe d'accès en enrobé est aménagée à proximité de l'entrée du site afin de raccorder le cheminement PMR traversant la zone de parking de l'entrée jusqu'au domaine public (trottoir)
- Les groupes de ventilation et de climatisation seront disposés en toiture (pas visible depuis le domaine public)

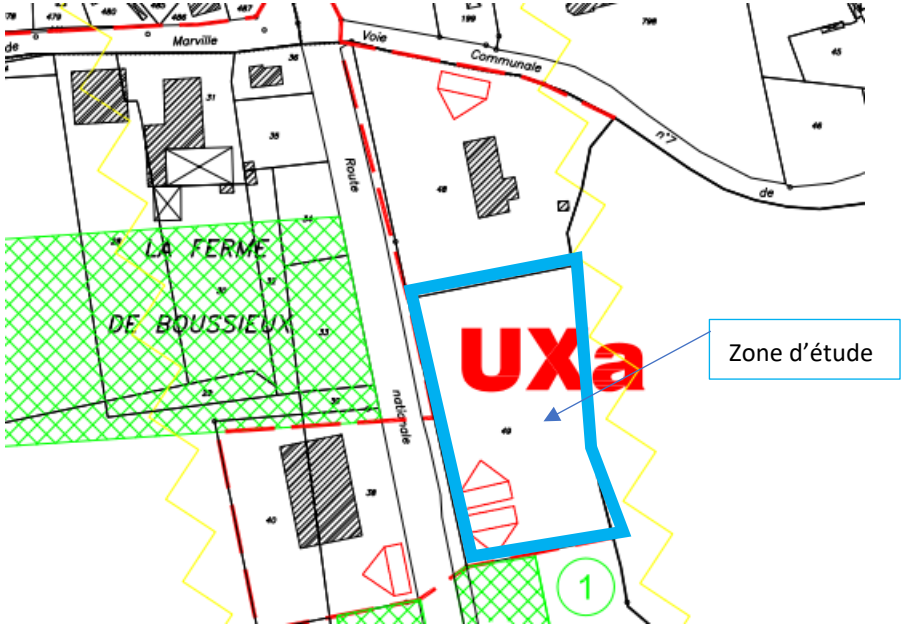
3.4.3 Dimensions du bâtiment

Le bâtiment présente un encombrement de 36,8 m de long sur 30,12 m de largeur (Auvent non compris). La hauteur maximale de l'édifice est fixée à 6 m.

RECAPITULATIF DES SURFACES (m²)					
	m²	%		m²	%
SURFACE CONSTRUITE	1108	21.1	SURFACE IMPERMEABLE	3373	64.36
SURFACE ENROBE+BORDURES	2265				
SURFACE STABILISE	762		SURFACE PERMEABLE	1868	35.64
SURFACE ESPACES VERTS	1106	21.1			
SURFACE DE L'OPERATION APRES DIVISION	5241			5241	

3.4.4 Caractéristiques urbanistiques

Le projet s'inscrit dans la zone indiquée UXa du PLU de la commune de Longuyon. Il s'agit d'une zone réservée aux activités industrielles, artisanales et commerciales. Le projet Action s'inscrit dans ce périmètre, en revanche, une partie du terrain située plus au sud est située en zone 1AUX dont une partie du terrain est occupée par une zone réservée.



3.4.4.1 Occupations et utilisations du sol interdites

Le projet ne figure pas dans la liste des occupations et utilisations interdites au PLU.

Projet conforme au PLU.

3.4.4.2 Occupations et utilisations du sol admises sous conditions

Le projet n'est pas concerné par les conditions émises par le PLU (Pas de création de logement prévu).

Projet conforme au PLU.

3.4.4.3 Accès et voiries

Pour être constructible, un terrain doit avoir un accès à une voie existante ou à créer, publique ou privée ouverte à la circulation automobile, ce qui est le cas dans le cadre de notre projet.

Une entrée-sortie de 8 m de large est créée depuis l'avenue de la Libération (RN18). Des aménagements seront mis en œuvre sur cette voie en vue de garantir et assurer la sécurité nécessaire des usagers de la route et des clients qui se rendront sur le site.

La position, la disposition et la largeur des accès présentent des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et de la protection civile.

La voie présentera une pente de 5,5% environ afin d'épouser au mieux le relief du sol naturel situé plutôt en contre-bas par rapport à l'avenue. L'arrivée et le départ sera disposée bien à plat afin de pouvoir effectuer les manœuvres nécessaires et disposer de la meilleure visibilité pour s'engager sans risque sur l'avenue.

3.4.4.4 Desserte par les réseaux

L'ensemble des réseaux EDF, PTT, EAU seront raccordés en limite de propriété en coordination avec les concessionnaires compétents. Ils seront enterrés.

ASSAINISSEMENT Eaux usées

Le projet prévoit le déploiement d'un réseau d'eaux usées (EU) en canalisations de diamètre Ø200 mm, garantissant une étanchéité parfaite pour prévenir toute pollution du sous-sol.

- Collecte : Le raccordement s'effectuera de manière gravitaire sur le collecteur public situé Avenue de la Libération.
- Traitement : Les effluents seront acheminés vers la station d'épuration de Longuyon, laquelle rejette les eaux traitées dans la Chiers. Le dimensionnement de la station est compatible avec la charge polluante supplémentaire générée par les deux futures enseignes.

ASSAINISSEMENT Eaux pluviales

Les eaux pluviales du projet (eaux de toiture et de parking) seront récoltées dans les aménagements réalisés sur le terrain tels qu'ils garantiront le bon écoulement direct vers la chaussée-réservoir à créer sous la zone de stationnement. Ces eaux pluviales provenant des toitures et des voiries seront gérées à la parcelle par infiltration. Cette chaussée sera dimensionnée suivant étude et la réglementation en vigueur.

Un traitement des eaux de pluie avant infiltration sera prévu avant rejet dans ces chaussées (avaloirs équipés de filtre ADOPTA).

Conformément aux prescriptions réglementaires, la gestion des eaux pluviales du stationnement sera assurée par des dispositifs favorisant l'infiltration et la rétention à la source. Ainsi, 50 % de la surface totale du stationnement sera aménagée avec des dispositifs de gestion des eaux pluviales, tels que :

- **Chaussées réservoir**, permettant la collecte, l'infiltration des eaux de ruissellement. Le bassin de stockage infiltrant (voirie et parking réservoir) doit avoir les caractéristiques suivantes :
  - Superficie suffisante ;
  - Hauteur matériau drainant granulaire inerte 40% de vide adaptée suivant les capacités de stockage et la capacité d'infiltration du sol ;
  - Volume de stockage utile pour un besoin définit lors de l'étude.
- **Emplacements réalisés en gravier stabilisé**, favorisant la perméabilité des sols et l'infiltration directe des eaux pluviales.

Surface affectée au stationnement = 1596m²

Dispositifs de gestion des eaux pluviales à prévoir = 798m²

Places réalisées en gravier stabilisé = 735m²

Chaussée-réservoir (voirie et parking réservoir > 100m² - volume de stockage pour un besoin spécifique défini par l'étude).

Elle reprend également les eaux provenant de la toiture. Par les traitements des surfaces de stationnement et la gestion des eaux via la chaussée, nous répondons bien aux exigences relatives aux 50% attendus.

Avant leur arrivée dans la chaussée-réservoir, **elles transiteront via des regards de décantation avec syphon au niveau des avaloirs repérés au plan**, destiné à retenir les polluants éventuels (huiles, graisses, hydrocarbures) et à garantir la qualité des eaux infiltrées dans le sol. L'ensemble de ces dispositifs est clairement identifié sur le **plan de masse**.

3.4.4.5 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

En secteur UXa, la construction doit être édifiée en recul de l'axe de la RN18 avec un recul minimum de 21m. De plus, la construction s'aligne sur la construction voisine (LIDL). Elle présente un recul de 5m minimum par rapport à la limite parcellaire située le long de la RN18.

3.4.4.6 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

La construction est établie en recul de 5m des limites séparatives. La construction est également édifiée en recul de 30m de la forêt soumise au régime forestier.

3.4.4.7 Emprise au sol des constructions

L'emprise au sol de la construction (1108m²) n'excède pas 40% de la superficie de l'unité foncière (5251m²). Nous sommes à environ 21% d'emprise au sol en ce qui concerne Action.

3.4.4.8 Hauteur maximum des constructions

La hauteur de la construction est limitée à 6 m de hauteur. Nous sommes bien en deçà de la limite admissible.

3.4.4.9 Aspects extérieurs

Le présent projet a été conçu dans une volonté affirmée d'assurer une insertion harmonieuse à dimension humaine dans son environnement urbain et paysager. Situé en marge d'un tissu identique à l'activité commerciale présentée et résidentielle, le bâtiment reprend les codes constructifs locaux tout en adoptant une écriture contemporaine et sobre.

Le choix des matériaux, des teintes et des traitements extérieurs a été guidé par la recherche d'un équilibre entre identité locale, qualité architecturale et performance environnementale. Les aménagements paysagers et les dispositifs de gestion des espaces extérieurs visent à créer un lieu accueillant, lisible et fonctionnel, tout en améliorant le cadre de vie des usagers et des riverains.

L'éclairage des enseignes et des façades se fera par des projecteurs situés entre la route et les façades des constructions.

Les enseignes sont intégrées aux façades des constructions sans dépasser l'acrotère. Il n'y a pas d'aires de stockage prévu dans la marge de recul de la RN18. Un traitement végétal de qualité uniforme de type prairie fleurie ou un engazonnement de la zone de recul entre la construction et la RN18 sera prévu.

3.4.4.10 Stationnement

Le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'enseigne commerciale et sera assuré en dehors des voies et emprises publiques. Un parking privé pour la clientèle et les membres du personnel est créé et permet d'accueillir 60 places.

Le parking sera constitué de :

- De 60 places de parkings en dehors des voies
- 2 places PMR avec cheminement extérieur permettant l'accès à la cellule. Ces places seront réalisées en enrobé.
- 3 places de parking équipées de borne de recharge dont une place dimensionnée PMR.
- 12 places seront pré-équipées pour le stationnement des véhicules électriques dont une sera aux dimensions PMR.
- 58 des 60 places seront réalisées en gravier gris stabilisé (perméables).
- D'un emplacement sécurisé pour le stationnement des 2 roues (une dizaine de vélos).
- D'un parc à caddies.
- Dimension place parking classique : 5 m x 2,5 m ; (nombre 56).
- Dimension place parking PMR : 5 m x 3,5 m (nombre 4 dont 1 place électrique et 1 pré-équipée).
- Dimension place parking véhicules électriques : 5 m x 2,5 m (nombre 2)
- Dimension place parking véhicules pré-équipés électriques : 5 m x 2,5 m (nombre 11).
- D'avaloirs répartis en fonction des différentes pentes des voiries à maximum 1,5%.
- De luminaires.
- De zones de circulations en enrobé.
- Un quai de déchargement pour la livraison des produits ainsi qu'une zone de manœuvre pour les véhicules lourds.

De plus, suivant l'article R111-25-8, il est exigé d'ombrager les places disponibles sur le site (60 places). Des arbres à large houppier seront plantés à raison d'un arbre pour 3 places de stationnement. Dans notre cas, 20 arbres minimum seront plantés (60 places/3 arbres). Ces arbres d'essence locale seront disposés efficacement pour protéger un maximum de véhicules. 50% de la surface de stationnement comprend des dispositifs de gestion des eaux pluviales (chaussée-réservoir, places en gravier stabilisé, etc.).

Les aires de stationnement et les espaces verts seront plantés, engazonnés ou couvert de végétation couvre-sol (les essences locales seront privilégiées). L'ensemble fera l'objet d'un traitement paysager qualitatif.

3.4.4.11 Espaces verts et plantations

Une superficie supérieure à 20% est réservée pour le traitement des abords du projet.

Les surfaces non affectées aux constructions, aux aires de stationnement, à la desserte seront traitées en espaces verts. Les espaces libres de toute construction et de tout aménagement et installation technique liés aux constructions (stationnement, accès, etc.) feront l'objet d'un aménagement végétalisé qualitatif et/ou être arborés.

Les aires de stationnement découvertes seront soit plantées d'arbres d'essence locale, soit de surfaces engazonnées.

Les emplacements de parking seront réalisés en gravier stabilisé afin de favoriser l'infiltration des eaux de surface dans le sol.

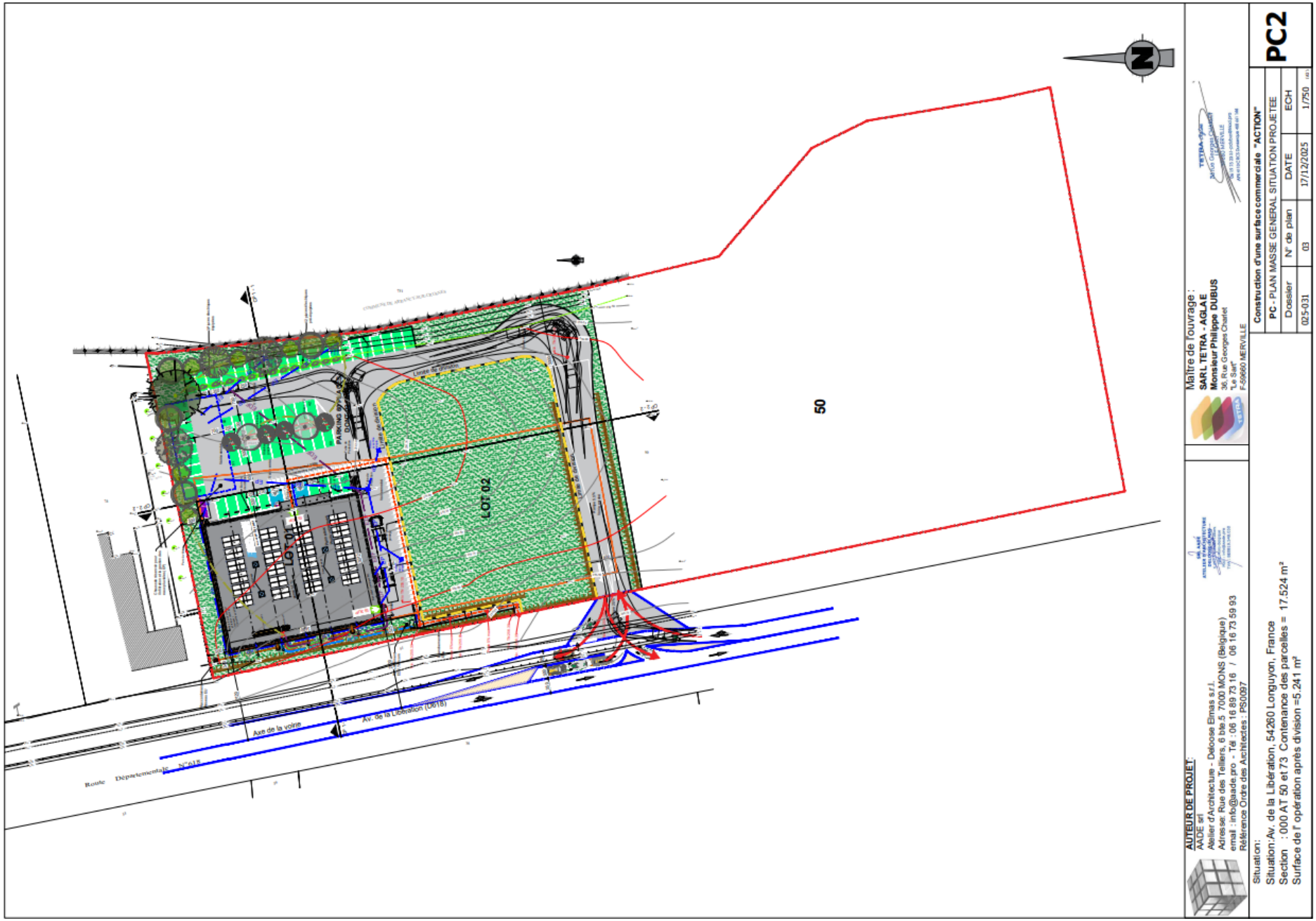


Figure 1 : Plan masse du projet – Source : AADE srl

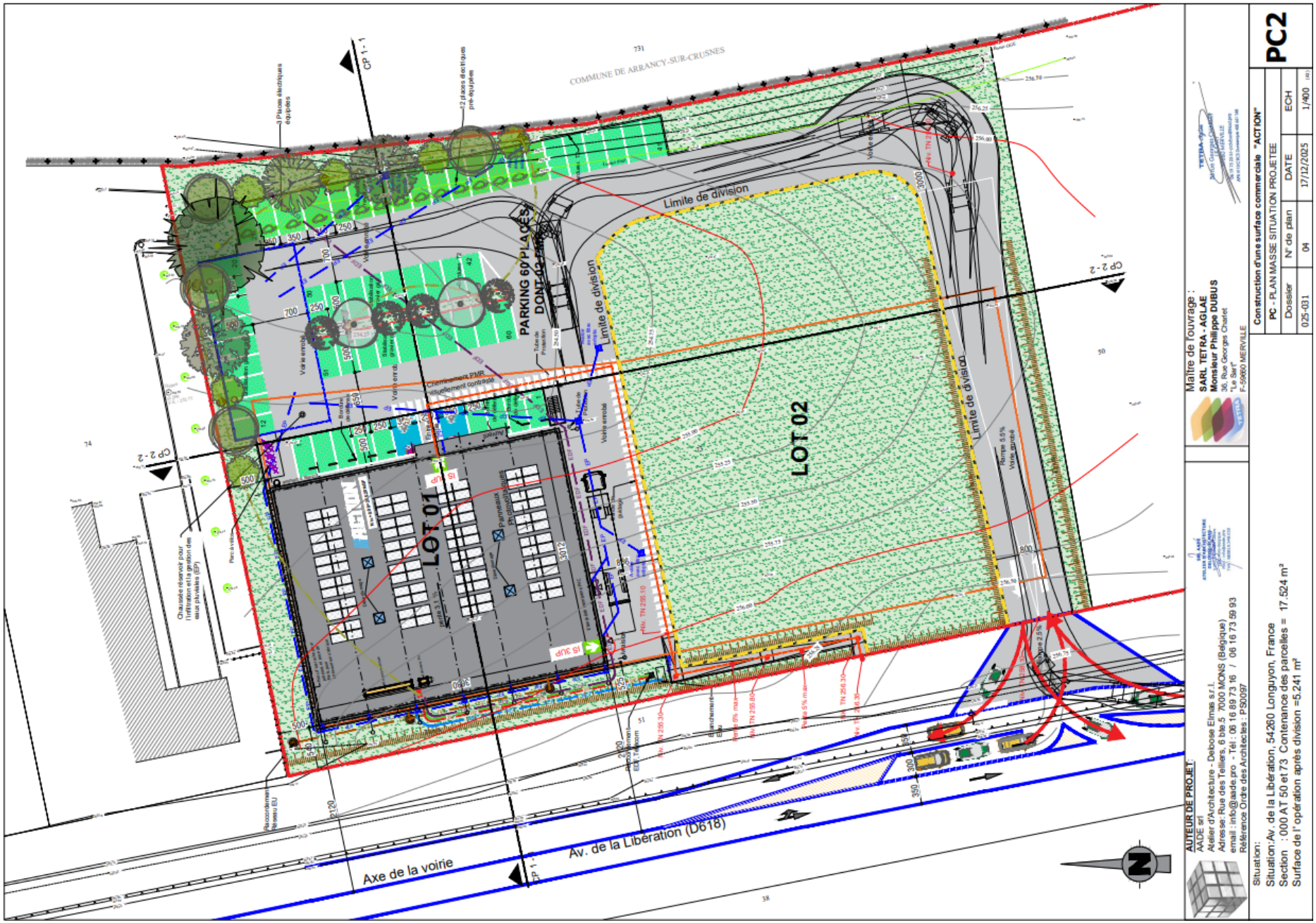


Figure 2 : Plan masse du projet – Source : AADE srl



Figure 3 : Plan masse du projet – Source : AADE srl

LEGENDE

Limite de projet

Recul

Limite de division

Enrobé

Stabilisation gravier gris

Espace Vert

Place PMR

Place électrique équipée (3 places)

Place électrique pré-équipée (12 places)

Béton

Stabilise

Gravier

Panneaux photovoltaïques

La loi climat : un arbre à canopée pour 3 places
60/3=20 arbres à canopée à planter

RACCORDEMENT AUX IMPETRANTS
(Réseau enterré)

AEP — EAU POTABLE

EDF — RESEAU ELECTRIQUE

PTT — TELECOM

EDF — ALIMENTATION Ø160 VERS LES VEHICULES ELECTRIQUES

EDF — ALIMENTATION Ø63 TOTEM ET ECLAIRAGE PARKING

ASSAINISSEMENT (Réseau enterré)

EP — RESEAU EAUX DE PLUIE (Toiture + parking)

EU — RESEAU EAUX USEES

RECAPITULATIF DES SURFACES (m²)					
	m²	%		m²	%
SURFACE CONSTRUITE	1108	21.1	SURFACE IMPERMEABLE	3373	64.36
SURFACE ENROBE+BORDURES	2265				
SURFACE STABILISE	762		SURFACE PERMEABLE	1868	35.64
SURFACE ESPACES VERTS	1106	21.1			
SURFACE DE L'OPERATION APRES DIVISION	5241			5241	

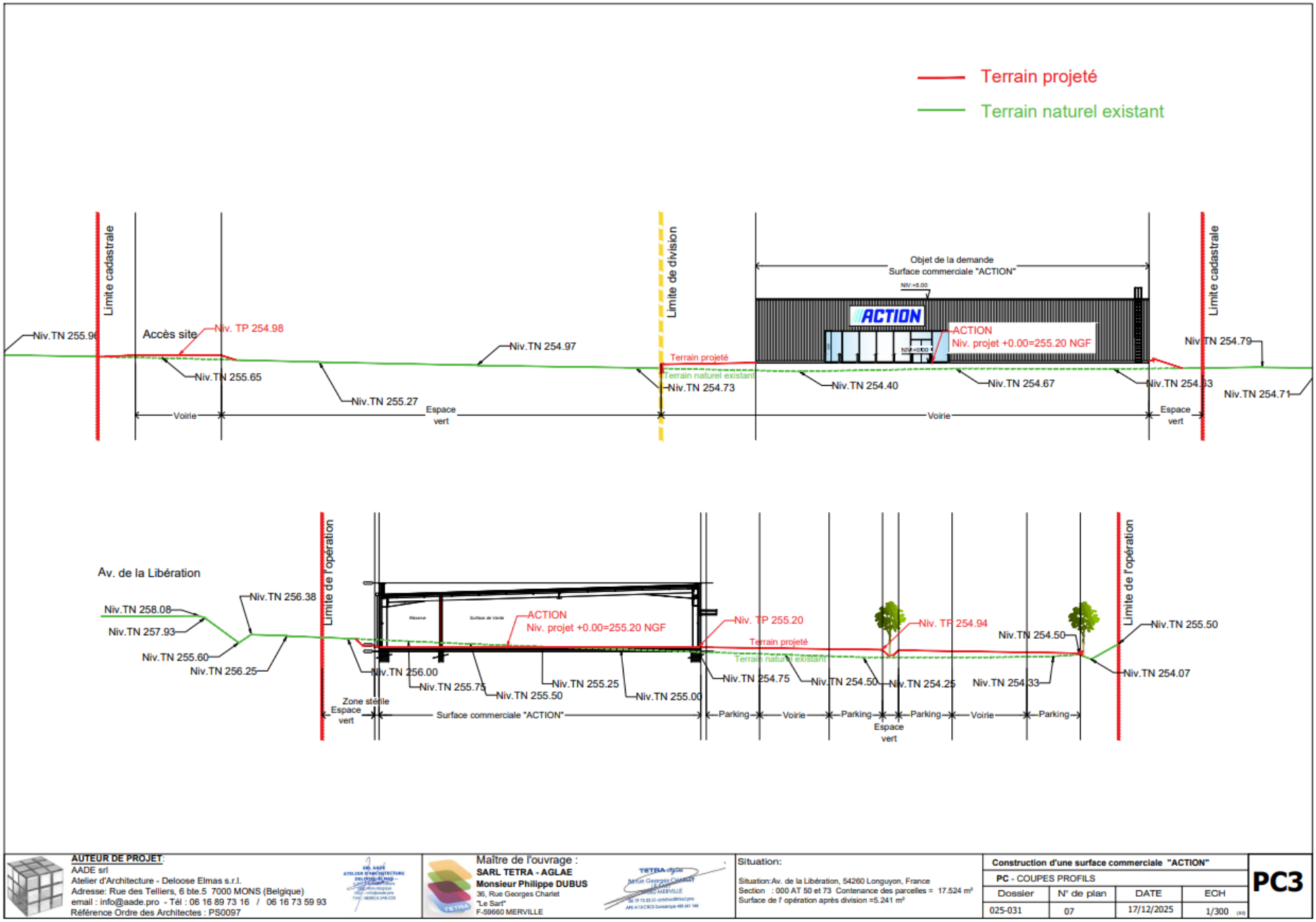


Figure 4 : Coupes profils – Source : AADE srl

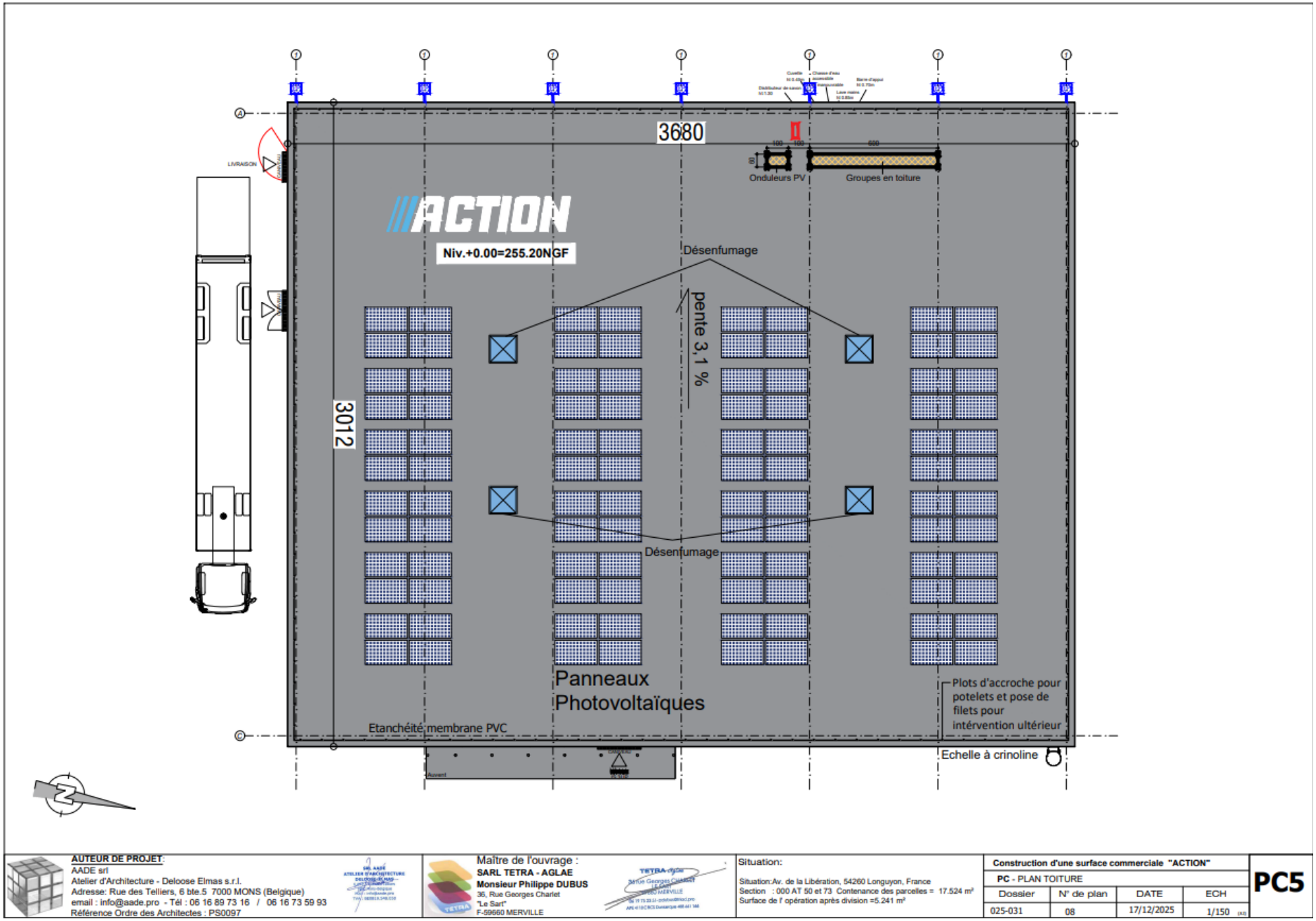


Figure 5 : Plans toiture – Source : AADE srl

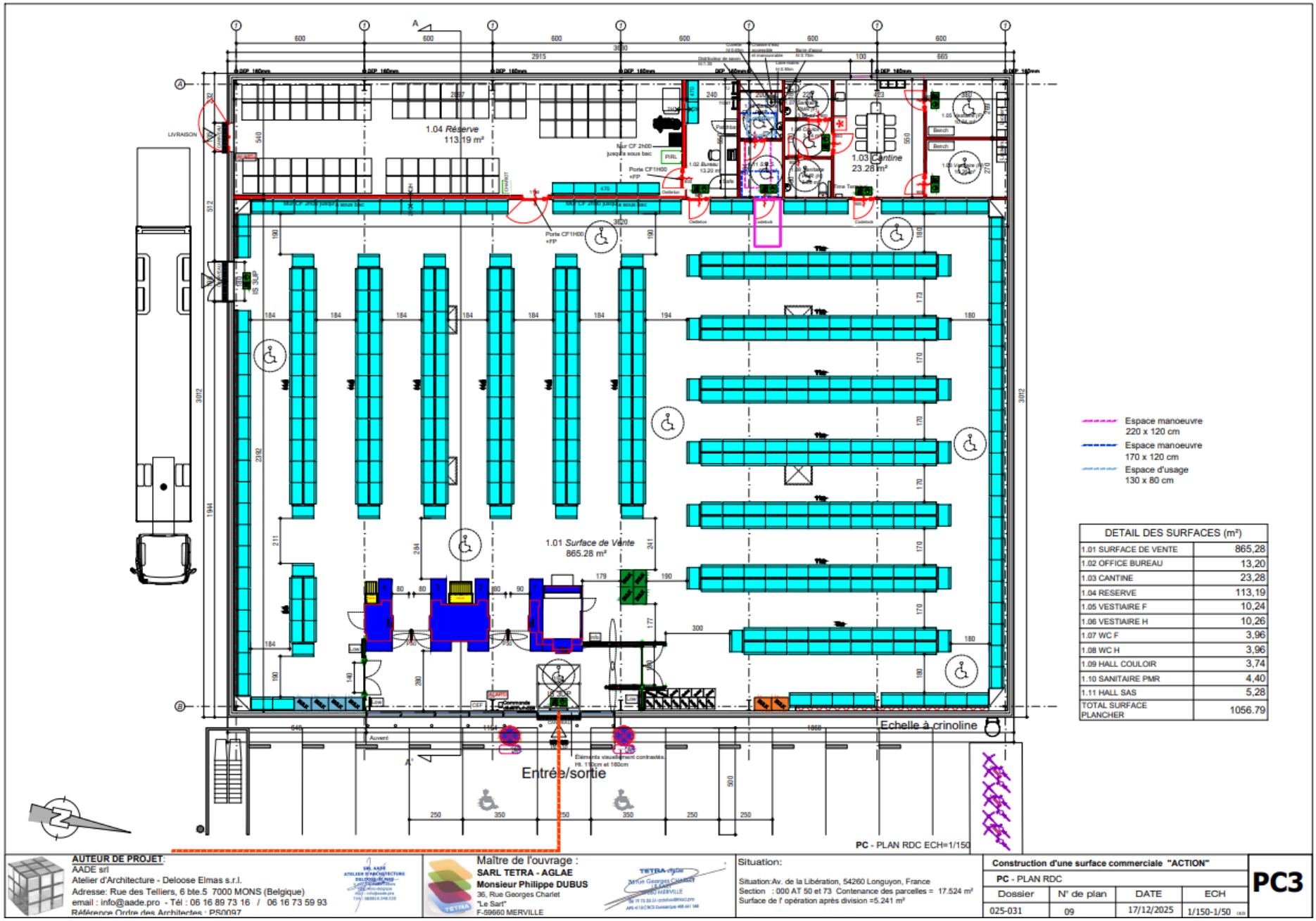


Figure 6 : Plans RDC – Source : AADE srl

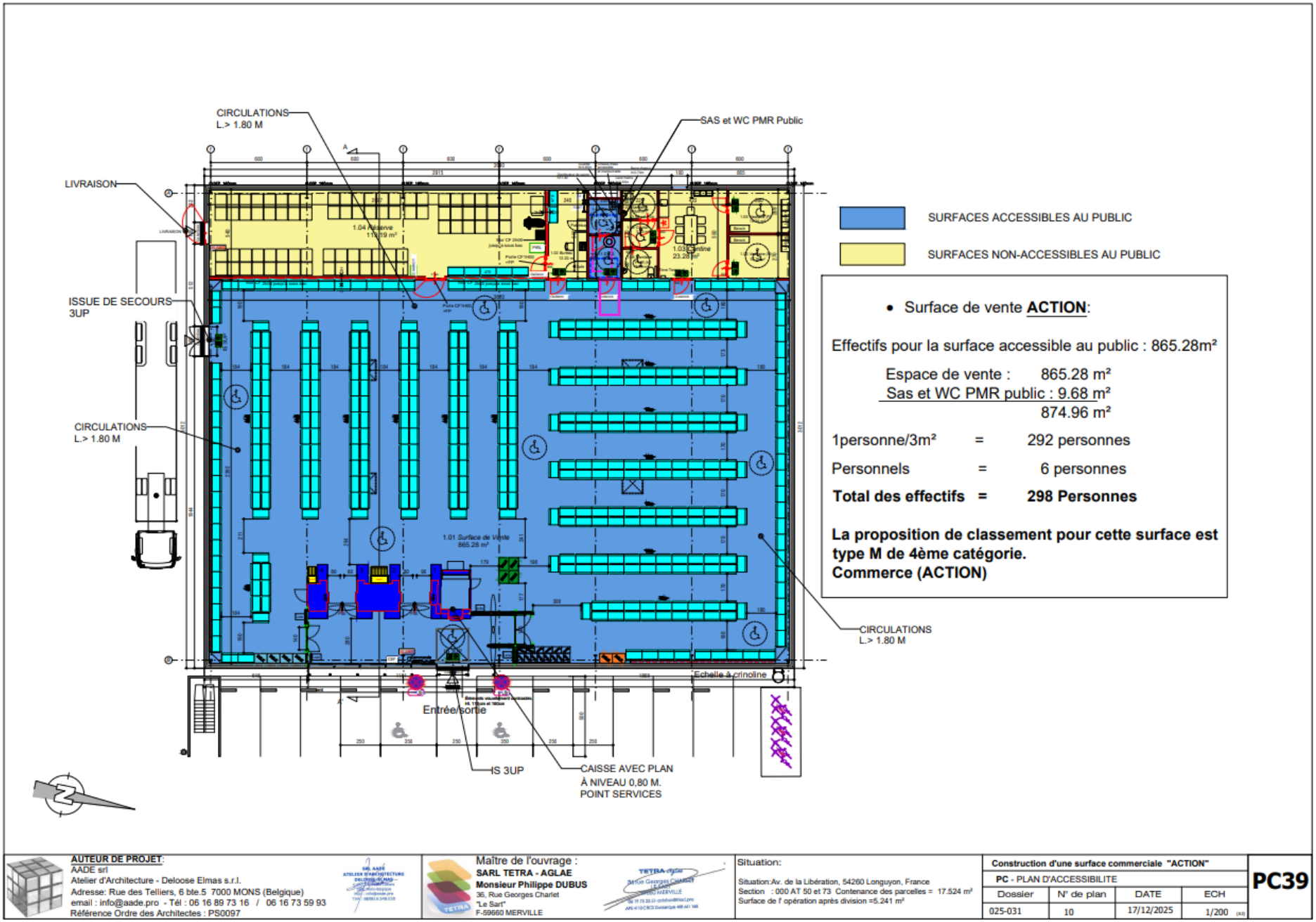


Figure 7 : Plan d'accessibilité – Source : AADE srl

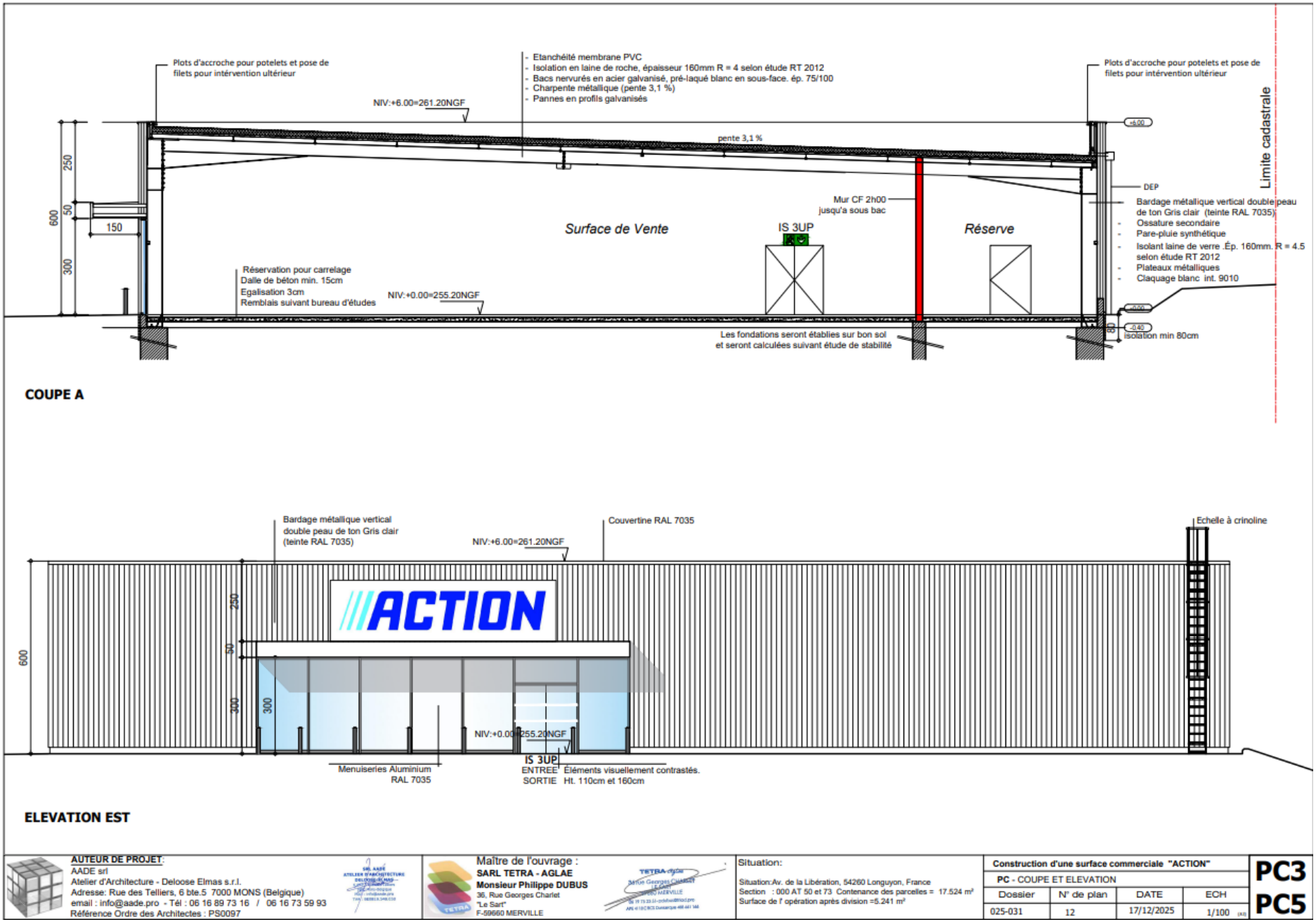


Figure 8 : Coupe et élévation – Source : AADE srl

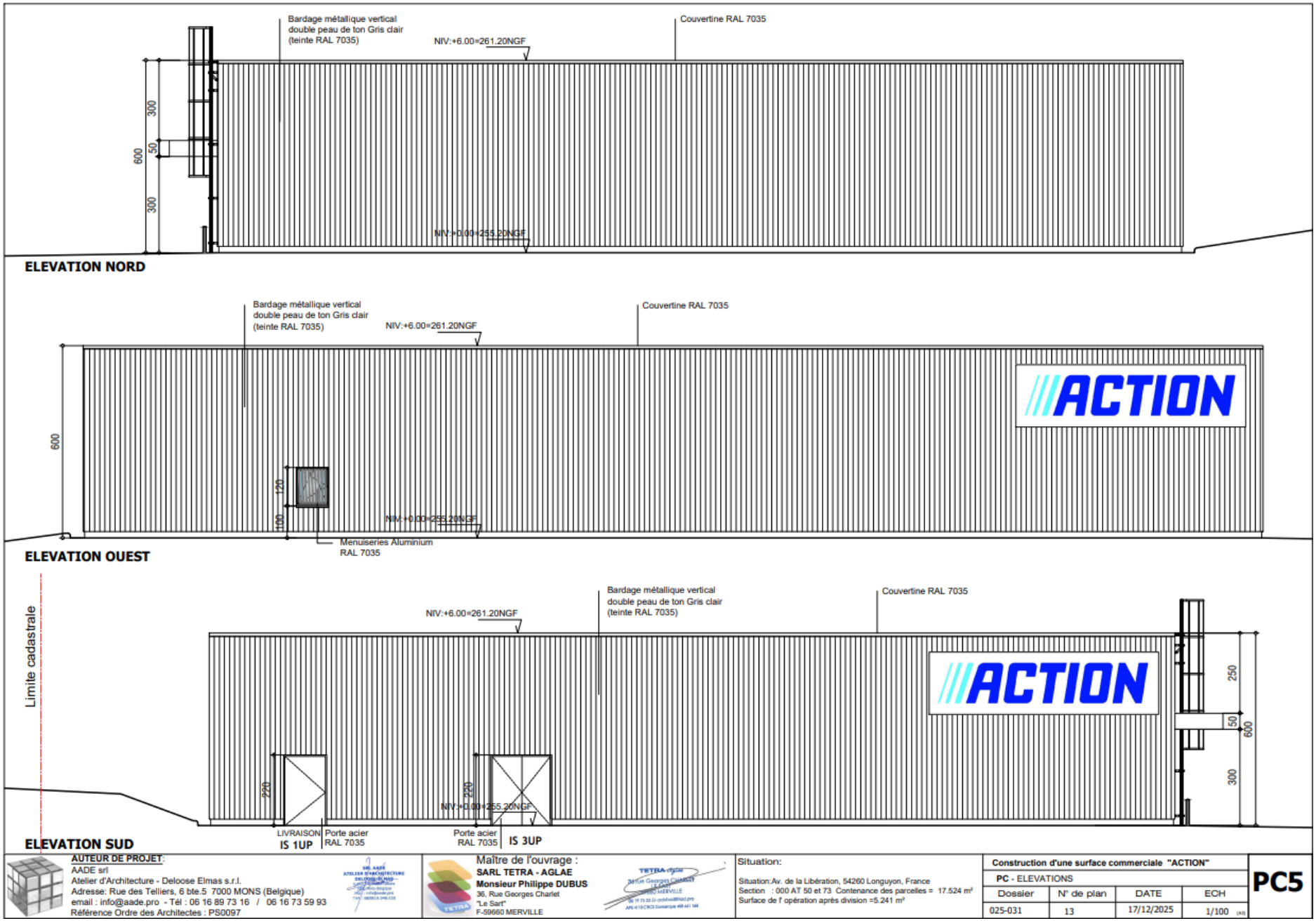


Figure 9 : Elévations – Source : AADE srl



Figure 1011: Photomontages du projet – Source : AADE srl



Figure 12 13: Photomontages du projet – Source : AADE srl

4 ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Ce chapitre sur l'état initial de l'environnement fait état de la situation actuelle de la zone d'implantation potentielle du magasin Aldi au regard des thématiques du **milieu physique**, du **milieu naturel**, du **milieu humain** et du **patrimoine culturel et paysager**.

Les éléments à décrire sont fixés par le 4° du II du R.122-5 du Code de l'environnement : « *population, santé humaine, biodiversité, terres, sol, eau, air, climat, biens matériels, patrimoine culturel, aspects architecturaux et archéologiques, paysage* ». Il s'agit d'identifier, d'analyser et de hiérarchiser l'ensemble des enjeux existants à l'état actuel de la zone et des milieux susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet.

Un niveau d'enjeu est associé à chacune des composantes présentées dans ce chapitre afin de mettre en évidences les enjeux du site avant le projet.

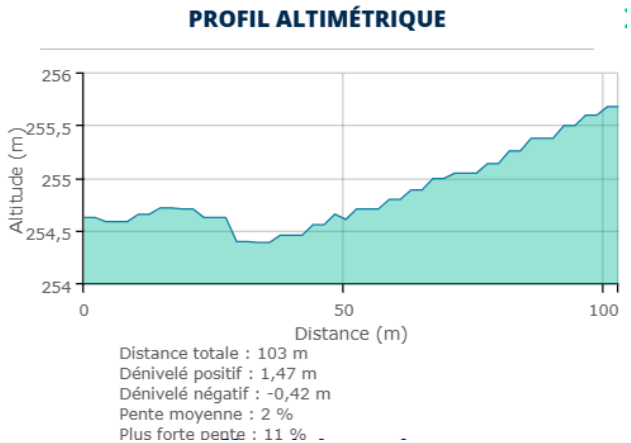
Les enjeux sont évalués sur une échelle de 5 niveaux :

Enjeu très faible	Enjeu faible	Enjeu modéré	Enjeu fort	Enjeu très fort

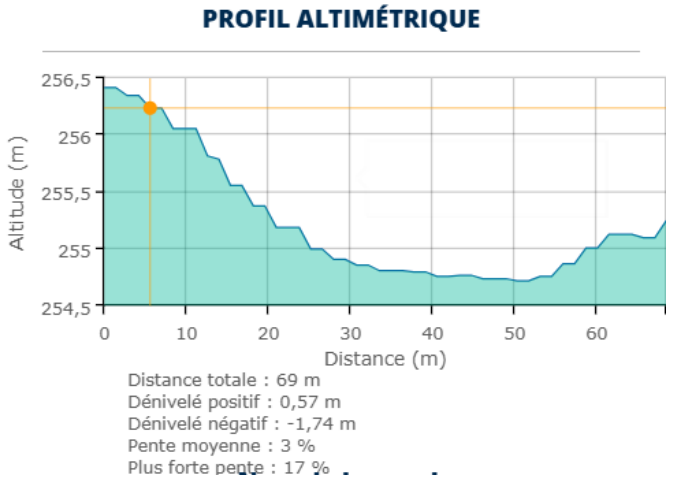
4.1 Milieu physique

4.1.1 Topographie

Le relief du site est moyennement marqué. Le point haut du site se trouve en limite sud-ouest, à une altitude de 256,5 m NGF. Le point bas du site se trouve en limite nord-est, à une altitude de 254 m NGF.



Du nord au sud, le profil altimétrique du site varie de +254,4 m à +255,7 m. La pente moyenne est de 2 %.



De l'ouest à l'est, le profil altimétrique varie de +254,7 m à +256,4 m.

La pente moyenne est de 3 %.

RELIEF et TOPOGRAPHIE

La topographie naturelle du site d'étude est moyennement marquée.

Enjeu modéré

4.1.2 Géologie

La reconnaissance géologique du site repose sur l'analyse de la carte géologique au 1/50 000ème de Longuyon-Gorcy, sur les différentes informations disponibles au Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM, banque de données BSS) et sur étude géotechnique réalisée *in-situ* par ICSEO (G2-AVP, 54-25-02530).

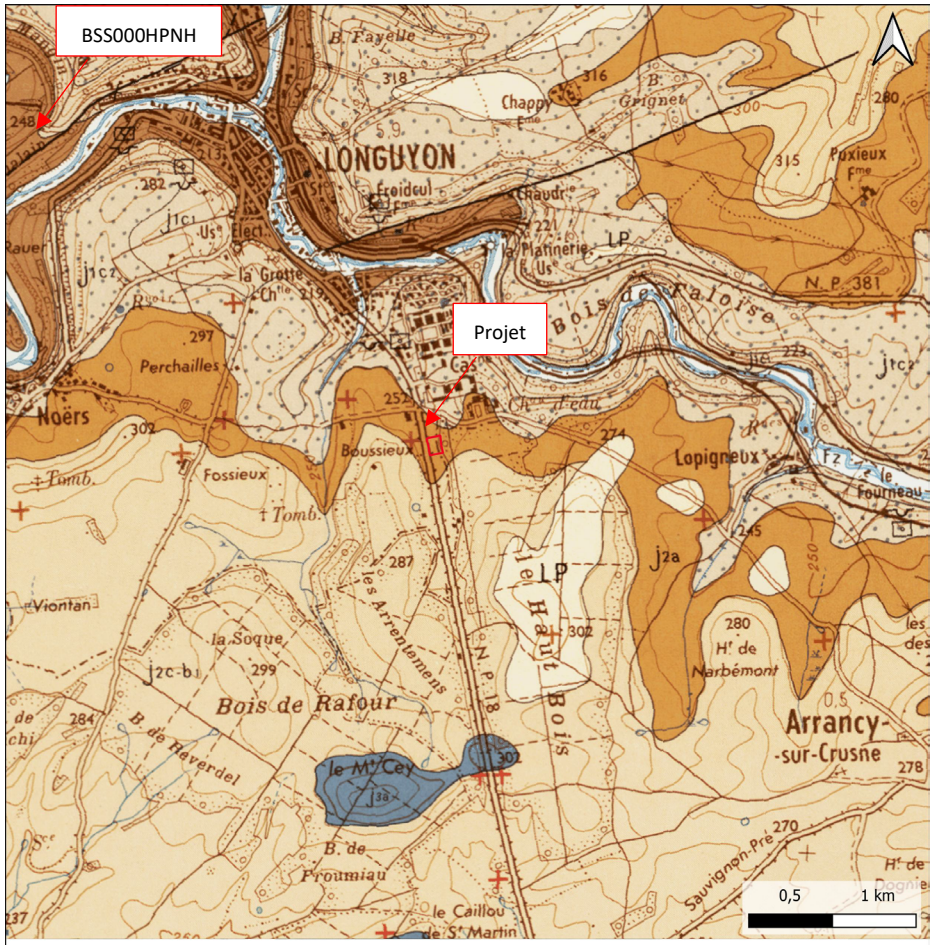
Un premier aperçu de la carte géologique indique que la zone d'étude est caractérisée par des limons de plateaux surmontant une formation de caillasses et marnes du Jurassique (J2a Bathonien inférieur) qui recouvre des formations marno-calcaire du Bajocien supérieur(J1c).

Le Bathonien inférieur comprend de haut en bas :

- Caillasses à Anabacia et Marnes à Terebratula globata, de 7 à 8 m de puissance sont des calcaires cristallins terreux, parfois granuleux et suboolithiques, avec marno-calcaires
- Dessous, les marnes sont sablo-micacées, avec bancs calcaires, riches en Térébratules. Il y a une surface d'érosion au sommet des « Caillasses »

Le forage d'indice BRGM BSS000HPNH, situé à 3 km au nord-ouest au nord du projet, permet de dresser la coupe lithologique du sous sol suivante :

Profondeur	Lithologie	Stratigraphie
De 0 à 3,6 m	EBOULIS: PRE/LIMON/CALCAIRE/	QUATERNAIRE
De 3,6 à 10,2 m	PRE/CALCAIRE, ROUX OOLITHIQUE FISSURE/CALCAIRE, ROUX SABLEUX/	BAJOCIEN-SUP
De 10,2 à 27 m	PRE/CALCAIRE, CONSTRUIT ROUX FISSURE/CALCAIRE, CRISTALLIN/ (CALCAIRE, A POLYPIERS)	BAJOCIEN-MOYEN
De 27 à 40,8 m	CALCAIRE, ROUX CRISTALLIN FISSURE OOLITHIQUE FERRUGINEUX (CALCAIRE D'OTTANGE)	BAJOCIEN-INF



Carte 4 : Carte géologique

4.1.3 Diagnostic géotechnique

Lithologie :

L'analyse et la synthèse des résultats des investigations réalisées par Icseo ont permis de dresser la coupe géotechnique schématique suivante :

- **Formation n°0 : Terre végétale – Remblais** : il est constitué de terre végétale limono-argileuse et de limon argilo-terreux et d'argile légèrement limoneuse brun jaune clair orangé à petits cailloutis calcaires et cailloutis de laitier +/- limoneux gris beige brun jaune grisâtre
  Profondeur de la base : environ 1,70 m/TA.
- **Formation n°1a : Limon argileux** : il est constitué de limon argilo-marneux ocre jaune orangé brun clair à cailloutis calcaires et d'argile limoneuse brun orangé ocre orangé à cailloutis calcaires et aussi d'une couche de blocs et cailloutis calcaires à matrice de limon argilo-marneux ocre orangé et d'argile sablo-marneuse et limoneuse brun clair orangé à nombreux cailloutis calcaires et petits blocs.
  Profondeur de la base : environ 1.5 m/TA,
- **Formation n° 1b : Marne** : constitué de marne limono-sableuse ocre jaune beige jaune
  Profondeur de la base : 8 m/TA (correspond à l'arrêt des sondages à 8 m)

Niveau de nappe :

Lors de l'intervention du géotechnicien (octobre 2025), aucune arrivée d'eau n'a été rencontrée au droit et jusqu'à la profondeur de ses sondages. Toutefois compte tenu du contexte géologique du site, et notamment de la présence de passées plus perméables, des circulations erratiques pourront être rencontrées en période pluvieuse.

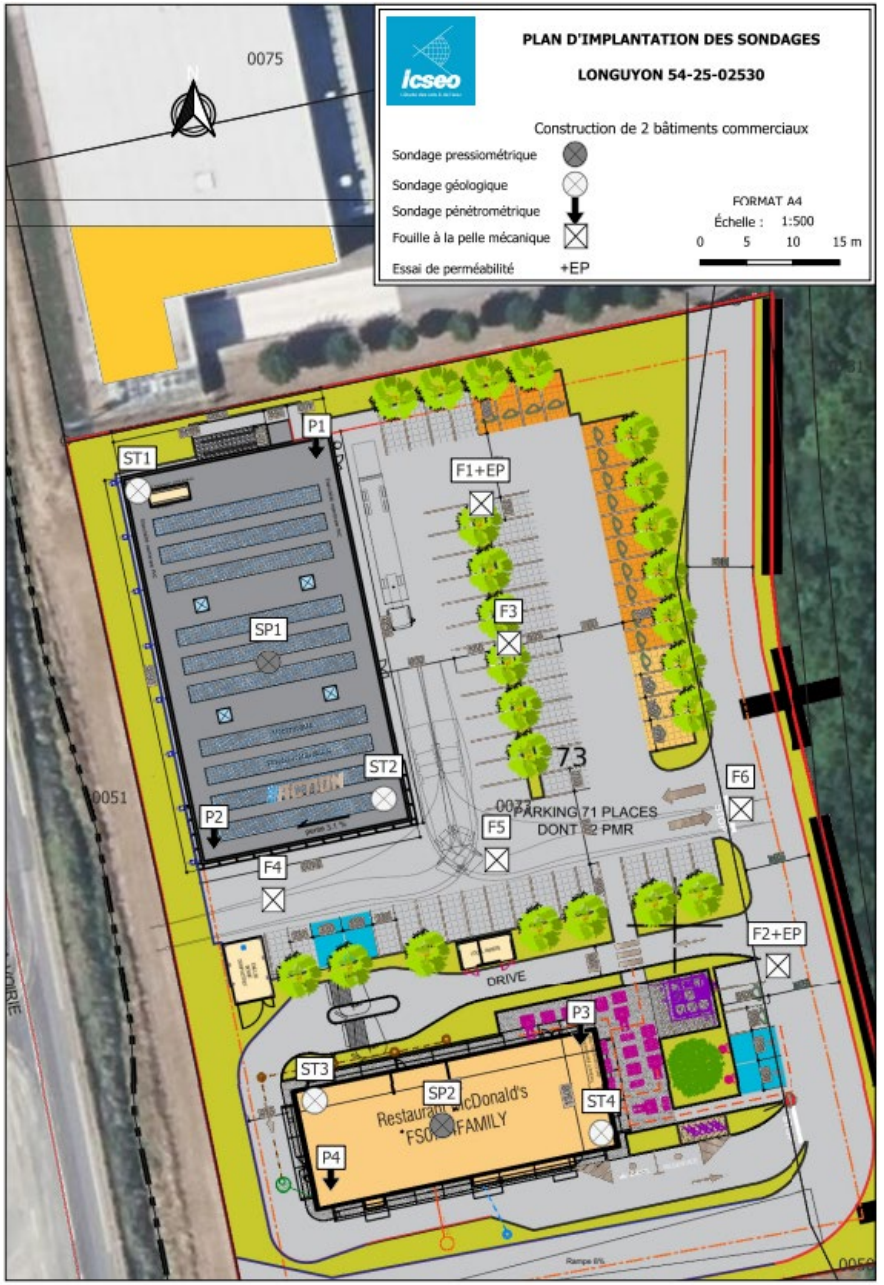


Figure 14 : Plan d'implantation des sondages géotechniques – projet modifié

Perméabilité

Afin d'estimer l'ordre de grandeur de la perméabilité des terrains naturel en place, 2 essais d'infiltration de type « Matsuo » ont été réalisés.

	F1	F2
Profondeur de l'essai en m	1,70 – 2,00	1,40 – 1,80
Nature des terrains testés	Argile sableuse à nombreux cailloutis calcaires et petits blocs	Argile sableuse à blocs et cailloutis calcaires
Perméabilité en m/s	**1.10^{-6}**	**3.10^{-6}**

Les résultats indiquent une perméabilité dans l'horizon d'argile sableuse à cailloutis calcaires et blocs exprimée en 10^{-6} m/s. Ces résultats indiquent un degré de perméabilité « faible » selon G. Philipponnat et B. Hubert (« Fondations et ouvrages en terre », 1979) et cohérents avec la texture des horizons testés.

4.1.4 Pédologie

La nature des sols observés sur le secteur de la commune résulte directement de la nature du substrat géologique (ici des formations de caillasses et marnes du Secondaire) notamment en ce qui concerne leur perméabilité et leur composition en éléments minéraux), de la topographie locale et du climat.

D'après le référentiel régional pédologique pour le Grand-Est *(De 2012 à 2015, la Chambre régionale d'agriculture Grand Est (CRAGE) a piloté la construction du Référentiel Régional Pédologique (RRP) de Lorraine)*, le site étudié se trouve sur un sol de type Calcisol, ces sols se développent à partir de matériaux calcaires, et sont pauvres en carbonates de calcium, avec un ph neutre à basique.



Carte 5 : Pédopaysage

D'après le référentiel régional pédologique pour le Grand-Est *(De 2012 à 2015, la Chambre régionale d'agriculture Grand Est (CRAGE) a piloté la construction du Référentiel Régional Pédologique (RRP) de Lorraine)*, le site étudié se trouve sur l''Unité Cartographique de Sol suivante :

- UCS 2214 : Plaine agricole entre Woëvre et plateau calcaire Bajocien, ondulations peu marquées à mouillères, sur alternances marno-calcaires du Bathonien : sols argilo-limoneux, sains ou faiblement hydromorphes, peu à moyennement profonds, de pH neutre a calcaires ; calcosol : 30%

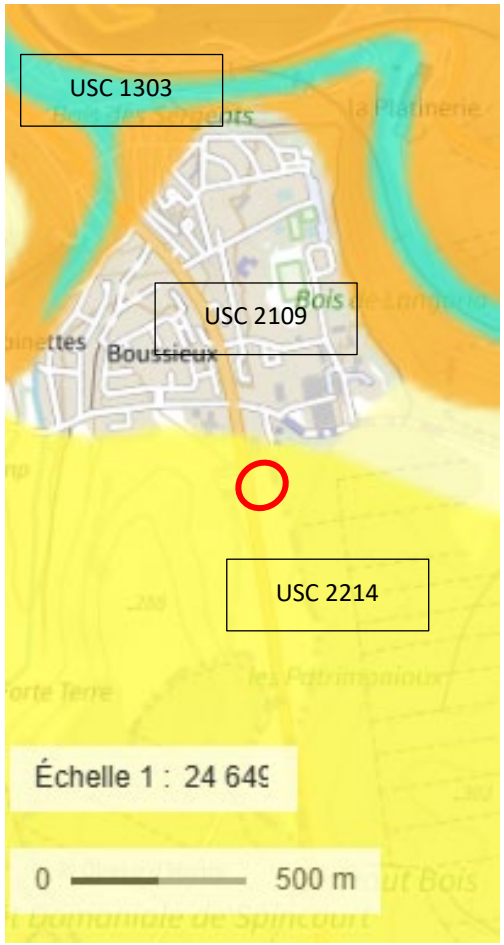


Figure 15 : Représentation des différents types de sols dominants en France métropolitaine.
Données issues du programme Inventaire, Gestion et Conservation des Sols (IGCS) - volet Référentiels Régionaux Pédologiques (RRP). Carte réalisée par le Groupement d'Intérêt Scientifique sur les Sols (GIS Sol) et le Réseau Mixte Technologique Sols et Territoires.

Géologie et pédologie

Le sous-sol est composé d'argile sableuses à cailloutis reposant sur des marnes plus en profondeur.

Les valeurs de perméabilité mesurées dans l'horizon d'argile sableuse à cailloutis calcaires et blocs, sont faibles, exprimée en 10^{-6} m/s.

La nature des sols permet une infiltration lente et progressive des eaux de pluie.

Enjeu faible

4.1.5 Le climat

Les données ci-dessous sont issus du site Linternaute.com d'après Météo France pour l'année 2024.

4.1.5.1 Températures

Les données analysées sont celles de la commune de Longuyon en 2024.

Le mois de janvier est le plus froid et le mois d'août est plus chaud sur la commune de Longuyon.

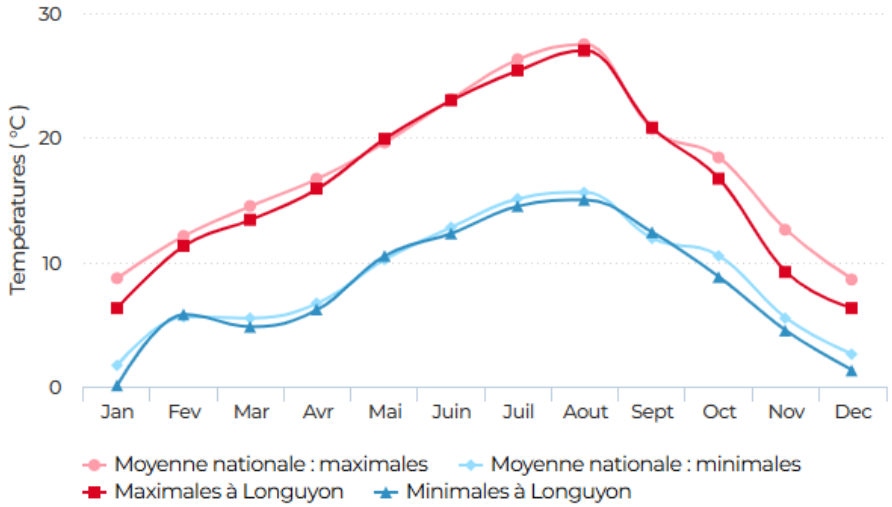


Figure 16 : Température moyenne nationale et à Longuyon – Source : l'internaute Météo France

4.1.5.2 Précipitations

La commune de Longuyon a connu 905 millimètres de pluie en 2024, contre une moyenne nationale des villes de 938 millimètres de précipitations.

L'automne est la saison la moins pluvieuse avec 181 mm. L'hiver est la saison la plus pluvieuse avec 262 mm.

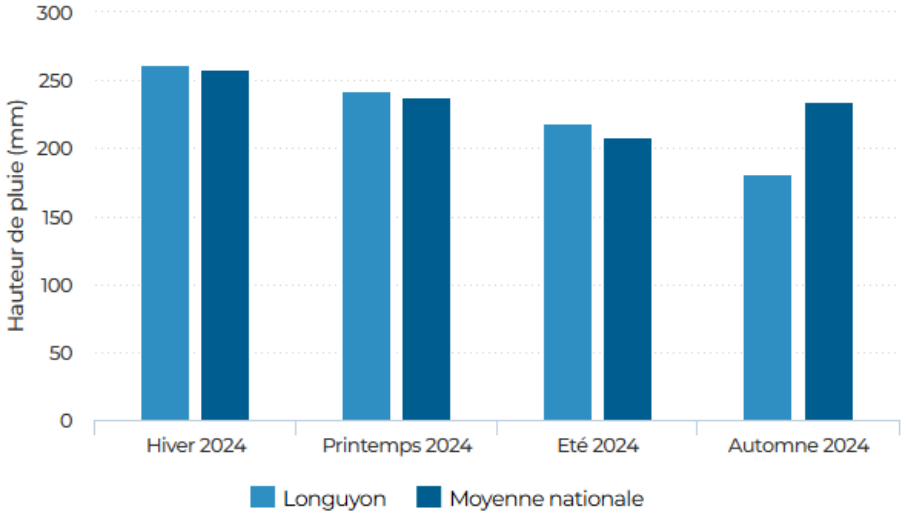


Figure 17 : Précipitation moyenne nationale et à Longuyon – Source : Météo France

4.1.5.3 Vents

La vitesse de vent maximale en 2024 à Longuyon est de 108 km/h et de 169 km/h en France. Les vitesses de vent maximales sont observées en été en Longuyon et en hiver au niveau national.

Météorologie

Climat océanique altéré sous influences continentales. Les hivers sont relativement doux et pluvieux et les étés sont frais. Les amplitudes thermiques saisonnières sont faibles. Les précipitations sont bien réparties sur l'ensemble de l'année. Le total annuel des précipitations est relativement fort.

Enjeu faible

4.1.6 Qualité de l'air

4.1.6.1 Outils réglementaires

Le **Plan national de réduction des émissions de polluants (PREPA)**, défini par l'arrêté du 10 mai 2017, est un plan d'action interministériel suivi par le Conseil National de l'Air (CNA). Inscrit dans l'article 64 dans la LTECV, le PREPA caractérise des mesures et leurs modalités d'application pour réduire sur la période 2017-2021 les émissions anthropiques de polluants dans l'atmosphère dans l'objectif principal de respecter les exigences européennes. Il combine les différents outils de politique publique : réglementations sectorielles, mesures fiscales, incitatives, actions de sensibilisation et de mobilisation des acteurs, action d'amélioration des connaissances… Parmi eux, les mesures visant le secteur du transport et la mobilité sont les suivantes :

- Faire converger la fiscalité entre l'essence et le gazole ;
- Aligner les régimes de déductibilité de la TVA entre essence et gazole ;
- Encourager les mobilités actives et les transports partagés ;
- Inciter l'utilisation du vélo ;
- Mettre en œuvre des zones à circulation restreinte (ZCR) ;
- Imposer les certificats qualité de l'air (Crit'Air) dans les zones à circulation restreinte (ZCR) et les zones visées par la circulation différenciée ;
- Encourager la conversion des véhicules les plus polluants et l'achat des véhicules les plus propres ;
- Développer des infrastructures pour les carburants propres au titre du cadre national pour les carburants alternatifs ;
- Renouveler le parc public par des véhicules faiblement émetteurs (selon l'article 37 de la loi de la transition énergétique ;
- Renforcer le contrôle des émissions des véhicules et engins non routiers ;
- Contrôler les émissions réelles des véhicules routiers ;
- Renforcer le contrôle technique des véhicules (article 65 de la loi de transition énergétique) ;
- Soutenir l'adoption de nouvelles normes européennes ambitieuses (normes antipollution, prise en compte des conditions réelles de conduite et amélioration de la procédure d'homologation).

Le Plan National Santé Environnement (PNSE) précise les actions à mener sur l'ensemble du territoire français pour réduire les impacts des facteurs environnementaux sur la santé. Conformément à l'article L. 1311-6 du code de la santé publique, il doit être renouvelé tous les cinq ans. Le quatrième **Plan National en Santé Environnement (PNSE4)** pour la période 2020-2024 s'articule autour de 4 grands axes :

- Mieux connaître les expositions et les effets de l'environnement sur la santé des populations ;
- Informer, communiquer et former les professionnels et les citoyens ;
- Réduire les expositions environnementales affectant notre santé ;
- Démultiplier les actions concrètes menées dans les territoires.

A travers ces différents enjeux, le PNSE4 contient différentes actions relatives à la qualité de l'air :

- L'action 13 prévoit d'améliorer la qualité de l'air intérieur au-delà des actions à la source sur les produits ménagers et les biocides ;
- L'action 15 prévoit de créer une plate-forme collaborative pour les collectivités sur les actions en santé environnement et renforcer les moyens des territoires pour réduire les inégalités territoriales en santé-environnement ;
- L'action 16 prévoit sensibiliser les urbanistes et aménageurs des territoires pour mieux prendre en compte les problématiques de santé et d'environnement dans les documents de planification territoriale et les opérations d'aménagement.

4.1.6.2 Seuils d'exposition

La pollution atmosphérique exerce des effets sur la santé mais aussi sur notre environnement global : actions sur les végétaux, interactions avec les différents domaines de l'environnement, changements climatiques et altération des façades et bâtiments par corrosion et noircissement.

Le plus souvent la pollution chimique altère la fonction respiratoire en engendrant des irritations ou des maladies respiratoires chroniques.

De manière globale, la pollution chimique sensibilise et peut rendre l'appareil respiratoire de sujets fragilisés plus vulnérables à d'autres affections.

L'exposition d'un individu à un polluant se définit comme un contact entre le polluant et un revêtement du sujet tel que la peau – les tissus de l'appareil respiratoire – l'œil ou le tube digestif.

Le niveau d'exposition d'un individu à un polluant est le produit de la concentration en polluant auquel l'individu a été exposé par le temps pendant lequel il a été exposé.

Les recommandations établies pour chacun des polluants par l'Organisation Mondiale de la Santé ont été reprises par la législation française (décret N°98-360). Elles déterminent des moyennes annuelles – journalières et horaires à ne pas dépasser.

Les objectifs de qualité pris en compte par type de polluant sont ceux fixés par le décret du 6 mai 1998 (qui a depuis fait l'objet de plusieurs modifications).

En effet, la mise en application de la loi sur l'air est à l'origine principalement formulée dans le décret du 6 mai 1998 ainsi que dans l'arrêté ministériel du 17 août 1998. Cette réglementation est amenée à évoluer régulièrement en fonction des nouvelles directives européennes ou politiques nationales. **Actuellement, la réglementation française à prendre en compte pour la surveillance de la qualité de l'air est constituée par le décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 portant transposition de la directive européenne n°2008/50/CE.**

Au sens de la loi sur l'air du 30 décembre 1996, on entend par objectifs de qualité « un niveau de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère, fixé sur la base des connaissances scientifiques, dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs de ces substances pour la santé humaine ou pour l'environnement, à atteindre dans une période donnée ».

On définit deux types de **seuils** :

- **De recommandation et d'information** : lorsque les niveaux de pollution atteignent le seuil défini pour le polluant cité, un message d'information est automatiquement transmis aux pouvoirs publics – médias – industriels – professionnels de la santé…
- **D'alerte** : lorsque le phénomène de pollution s'accentue, le préfet peut prendre des mesures vis-à-vis des automobilistes et des industriels : limiter la vitesse maximum sur les routes – réduire les rejets polluants des entreprises…

La Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie du 30 décembre 1996 définit les mesures que le préfet doit prendre lorsque les niveaux de pollution sont dépassés ou risquent de l'être. Ces niveaux ont été revus dans le décret N°2002-213 du 15 février 2002.

Le seuil d'alerte correspond à des concentrations de substances polluantes dans l'atmosphère au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine ou de dégradation de l'environnement à partir duquel des mesures d'urgence doivent être prises.

La mise en application de la loi sur l'air est à l'origine principalement formulée dans le décret du 6 mai 1998 ainsi que dans l'arrêté ministériel du 17 août 1998. Cette réglementation est amenée à évoluer régulièrement en fonction des nouvelles directives européennes ou politiques nationales. **Actuellement, la réglementation française à prendre en compte pour la surveillance de la qualité de l'air est constituée par le décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 portant transposition de la directive européenne n°2008/50/CE.**

La valeur limite est un niveau à atteindre dans un délai donné et à ne pas dépasser.

La valeur cible est un niveau à atteindre, dans la mesure du possible, dans un délai donné.

4.1.6.3 Polluants atmosphériques

Les polluants réglementés sont les suivants :

- Dioxyde de soufre (SO2) ;
- Dioxyde d'azote (NO2) ;
- Ozone (O3) ;
- Particules suspension PM10 ;
- Particules suspension PM2.5 ;
- Monoxyde de carbone (CO) ;
- Benzène (C6H6) ;
- Métaux lourds (nickel, plomb, cadmium, arsenic) ;
- Benzo(a)pyrène (famille des hydrocarbures aromatiques polycycliques)

Les oxydes d'azote (NOx) : Le monoxyde et le dioxyde d'azote (respectivement NO et NO2) proviennent surtout des combustions émanant des véhicules et des centrales énergétiques. Le monoxyde d'azote se transforme en dioxyde d'azote au contact de l'oxygène de l'air. Les oxydes d'azote font l'objet d'une surveillance attentive dans les centres urbains où leur concentration dans l'air présente une tendance à la hausse compte tenu de l'augmentation forte du parc automobile. Les oxydes d'azote interviennent dans le processus de formation d'ozone dans la basse atmosphère. Ils contribuent également au phénomène des pluies acides.

L'ozone (O_3) : Il résulte de la transformation chimique de certains polluants (oxyde d'azote et composés organovolatiles notamment) dans l'atmosphère en présence de rayonnement ultraviolet solaire. C'est un gaz irritant. Il contribue à l'effet de serre et à des actions sur les végétaux (baisse de rendement, nécrose…).

Le dioxyde de soufre (SO_2) : Il provient de la combustion de combustibles fossiles contenant du soufre (fiouls lourd, charbon, gasoil…). Il s'agit également d'un gaz irritant. En présence d'humidité, il forme des composés sulfuriques.

Les poussières en suspension (Ps) : pluies acides et à la dégradation Elles constituent un complexe de substances organiques ou minérales. Elles peuvent être d'origine naturelle (volcans, érosion, pollens…) ou anthropique (combustion par les véhicules, les industries ou le chauffage, incinération…). On distingue les particules « fines » ou poussières en suspension provenant des effluents de combustion (diesels) ou de vapeurs industrielles condensées, et les « grosses » particules ou poussières sédimentaires provenant des ré-envols sur les chaussées ou d'autres industriels (stockages des minerais ou de matériaux sous forme particulaire).

Les particules les plus fines peuvent transporter des composés toxiques dans les voies respiratoires inférieures (sulfates, métaux lourds, hydrocarbures…). Elles accentuent ainsi les effets des polluants naturels (comme les pollens) et chimiques acides, comme le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote.

Polluant	Normes en 2018				
	Valeur limite	Valeur cible	Objectif de qualité / Objectif à long terme	Seuil d'information et de recommandation	Seuil d'alerte
Dioxyde de soufre (SO_2)	125 µg/m³ en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 3 jours/an 350 µg/m³ en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 24 heures/an		50 µg/m³ en moyenne annuelle	300 µg/m³ en moyenne horaire	500 µg/m³ en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives
Dioxyde d'azote (NO_2)	40 µg/m³ en moyenne annuelle 200 µg/m³ en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 18 heures/an			200 µg/m³ en moyenne horaire	400 µg/m³ en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives ou 200 µg/m³ en moyenne horaire si déclenché la veille, le jour même et prévu pour demain
Ozone (O_3)		Protection de la santé 120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes à ne pas dépasser plus de 25 jours/an (moyenne calculée sur 3 ans) Protection de la végétation 18 000 µg/m³.h pour l'AOT40** (moyenne calculée sur 5 ans)	Protection de la santé 120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes Protection de la végétation 6 000 µg/m³.h pour l'AOT40**	180 µg/m³ en moyenne horaire	Seuil 1 : 240 µg/m³ en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives Seuil 2 : 300 µg/m³ en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives Seuil 3 : 360 µg/m³ en moyenne horaire Sur persistance : 180 µg/m³ en moyenne horaire prévu pour le jour même et le lendemain
Particules en suspension (PM10)	40 µg/m³ en moyenne anuelle 50 µg/m³ en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 35 jours/an		30 µg/m³ en moyenne annuelle	50 µg/m³ en moyenne journalière	80 µg/m³ en moyenne journalière Sur persistance : 50 µg/m³ en moyenne journalière prévue pour le jour même et le lendemain
Particules en suspension (PM2,5)	25 µg/m³ en moyenne annuelle	20 µg/m³ en moyenne annuelle	10 µg/m³ en moyenne annuelle		
Monoxyde de carbone (CO)	10 mg/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes				
Benzène (C_6H_6)	5 µg/m³ en moyenne annuelle		2 µg/m³ en moyenne annuelle		
Plomb (Pb)	0,5 µg/m³ en moyenne annuelle		0,25 µg/m³ en moyenne annuelle		
Arsenic (As)		6 ng/m³ en moyenne annuelle			
Cadmium (Cd)		5 ng/m³ en moyenne annuelle			
Nickel (Ni)		20 ng/m³ en moyenne annuelle			
Benzo(a)pyrène ($C_{20}H_{12}$)		1 ng/m³ en moyenne annuelle			

Source : Décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air et Arrêté du 26 mars 2014 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant

**AOT40 (exprimé en µg/m³ par heure) signifie la somme des différences entre les concentrations horaires supérieures à 80 µg/m³ (= 40 parties par milliard) et 80 µg/m³ durant une période donnée en utilisant uniquement les valeurs sur une heure, mesurées quotidiennement entre 8h00 et 20h00.

Figure 18 : Tableau des valeurs réglementaires des polluants atmosphériques – Source : Atmo Grand-Est

4.1.6.4 Station de mesure

La qualité de l'air présente un enjeu majeur, d'une part pour son impact sanitaire mais aussi pour son influence sur le climat. La prise de conscience de la croissance des émissions atmosphériques dues aux activités humaines et de leurs effets potentiellement néfastes pour la santé a conduit à établir des normes de qualité à respecter. En France, le droit de respirer un air qui ne nuise pas à la santé a été reconnu à chacun en décembre 1996 par la Loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (dite Loi Laure) et repris en septembre 2000, par l'article L.220-1 du code de l'environnement.

Selon le code de l'environnement (L220-2), la pollution atmosphérique constitue « l'introduction pour l'homme directement ou indirectement, ou la présence dans l'atmosphère et les espaces clos d'agents chimiques, biologiques ou physiques ayant des conséquences préjudiciables de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à influer sur les changements climatiques, à détériorer les biens matériels, à provoquer des nuisances olfactives excessives. »

Depuis quelques années, les Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA) définissent les objectifs et les mesures permettant de ramener les concentrations en polluants atmosphériques à un niveau inférieur aux valeurs limites réglementaires à l'intérieur des agglomérations de plus de 250 000 habitants.

La station de surveillance de la qualité de l'air la plus proche du site d'étude et celle qui possède le plus de données sont les stations de Thionville du réseau ATMO du Grand-Est. Il s'agit de stations urbaines, les polluants mesurés sont : le Dioxyde d'azote (NO_2) et l'ozone (O_3). Pour les particules PM10, les données de la station de surveillance de la vallée de la Fensch sont présentées en raison de l'absence de données pour les stations de Thionville.

Particules PM10 :

Les particules (Particulate Matter) sont des matières liquides ou solides en suspension dans l'air. Dans le territoire, elles peuvent être d'origines humaine en large majorité (chauffage notamment au bois, combustion de biomasse à l'air libre, combustion de combustibles fossiles dans les véhicules, et procédés industriels) ou naturelles (érosion éolienne naturelle). Leurs natures chimiques diffèrent fortement selon leurs origines. Elles sont analysées et classées selon leur taille. Ces particules, du fait de leur taille infime s'engouffrent dans le système respiratoire et peuvent provoquer des problèmes importants sur la santé humaine.

Les valeurs limites pour les particules en suspension (PM10) sont de 40 µg/m³ (moyenne annuelle) et de 50 µg/m³ (moyenne annuelle à ne pas dépasser plus de 35 jours par an).

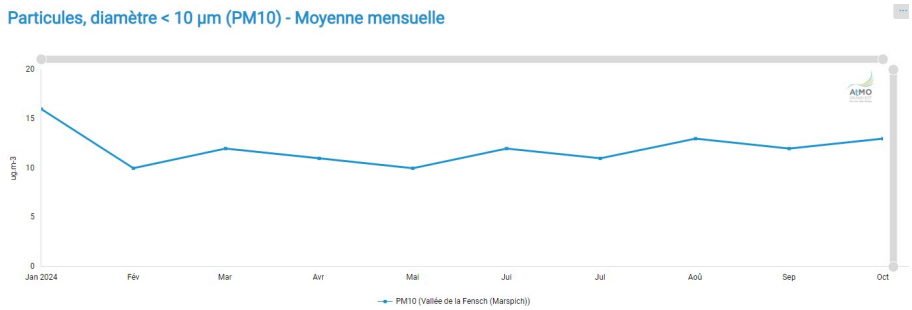


Figure 19 : Valeurs moyennes mensuelles de PM10 à la station de mesure de la Vallée de la Fensch - Source : ATMO Grand-Est

Les valeurs moyennes observées au niveau de la station sont inférieures à ces valeurs limites.

Dioxyde d'azote :

Les oxydes d'azote proviennent des émissions de véhicules diesels, de combustibles fossiles et de l'agriculture. Les seuils de pollution de dioxyde sont respectés en Zone Rurale. Les concentrations annuelles en polluant sont en baisse depuis 2000, certaines années telle que l'année 2010 voit une recrudescence des valeurs de pollution.

La valeur limite pour le dioxyde d'azote est de 40 µg/m³ (moyenne annuelle).

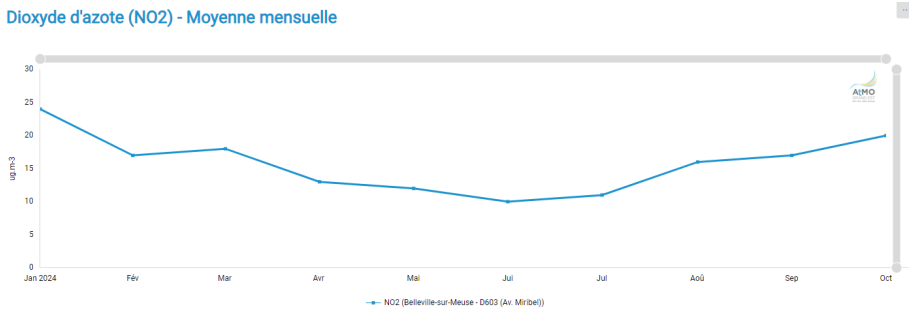


Figure 20 : Valeurs moyennes mensuelles de NO2 à la station de mesure de Thionville – Source : ATMO Grand-Est

Les valeurs observées au niveau de la station sont inférieures à cette valeur la totalité de l'année.

L'ozone :

L'ozone est un gaz naturellement présent dans l'atmosphère, il permet le maintien de la température de la planète. Néanmoins en grande quantité celui-ci devient néfaste, il est responsable du réchauffement climatique. Ce gaz a des effets néfastes pour la santé humaine, il irrite les muqueuses et peut provoquer des encombrements des bronches (asthme) ou des irritations des yeux. Ce gaz est produit par les activités humaines : centrales thermiques, les industries…

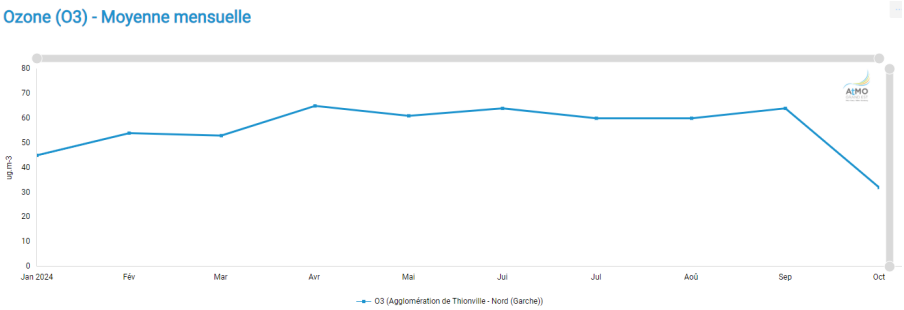


Figure 21 : Valeurs moyennes mensuelles de O3 à la station de mesure de Thionville-Nord - Source : ATMO Grand-Est

Il n'y a pas de valeur limite pour l'ozone. Cependant, un objectif de qualité pour la protection de la santé humaine est fixé à 120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes. Les mesures sont inférieures à ce seuil.

Qualité de l'air

Les contrôles réalisés sur les particules PM10, dioxyde d'azote et ozone révèlent des niveaux inférieurs aux seuils de pollution.

Enjeu très faible

4.1.7 Ressource en eau

4.1.7.1 Contexte hydrogéologique

Source BRGM, Agence de l'Eau Rhin-Meuse, SDAGE Rhin-Meuse, SAGE du Bassin ferrifère, DREAL Grand Est

4.1.7.1.1 Les masses d'eaux souterraines

Le bassin hydrogéologique correspond à la partie souterraine du bassin hydrologique. Malgré l'homogénéité lithologique des terrains, les quelques passées marneuses occasionnent l'individualisation de niveaux aquifères superposés. Ainsi l'on rencontre une nappe de faible importance (mais qui a conditionné l'implantation des fermes et agglomérations du plateau) dans l'Oolithe de Doncourt au toit du niveau des Clapes.

Au-dessous, les Marnes de Longwy ne présentent pas un faciès suffisamment argileux pour constituer un niveau imperméable, ce sont donc les marnes micacées qui constituent le mur de l'aquifère Bajocien. Celui-ci est de loin l'aquifère le plus important de la région et le contact des calcaires avec les marnes micacées est jalonné de sources dont celles captées pour l'alimentation en eau potable de la commune. La fissuration de la roche permet une perméabilité en grand et parfois même des circulations de type karstique ; l'aquifère est très vulnérable et surtout vis-à-vis des pollutions chimiques. L'eau s'écoule avec des vitesses assez grandes jusqu'à la base au niveau du substratum marneux peu perméable (niveau des marnacalcaires d'Ottange ou des marnes mi-cacées). Cet aquifère donne de nombreuses sources qui émergent à flanc de coteau, le plus souvent après un parcours plus ou moins long sous les éboulis de pente.

Les grès du Trias n'ont jamais été explorés, la limite d'extension des grès n'existe que dans la bordure nord :

- Les grès du Rhétien qui peuvent se révéler aquifère mais ont peu de puissance,
- Les grès du Lias (Sinémurien) qui forment d'excellents réservoirs aux ressources importantes et sous exploitées.
- Les grès du Lotharingien sont peu aquifères, car ils perdent très vite leurs potentialités aquifères.

Les calcaires du Bathonien contiennent une nappe non négligeable. C'est une réserve importante de très bonne porosité et perméabilité. Ils sont vulnérables car parcourus par un karst,

- Les calcaires à Polypiers de l'Oxfordien moyen sont la base de terrains alimentant des sources importantes,
- Les alluvions qui sont aussi une ressource non négligeable.

Les formations calcaires fissurées sont très vulnérables à toutes pollutions. Les formations affleurantes du Dogger (Bajocien et Bathonien) sont particulièrement sensibles aux pollutions.

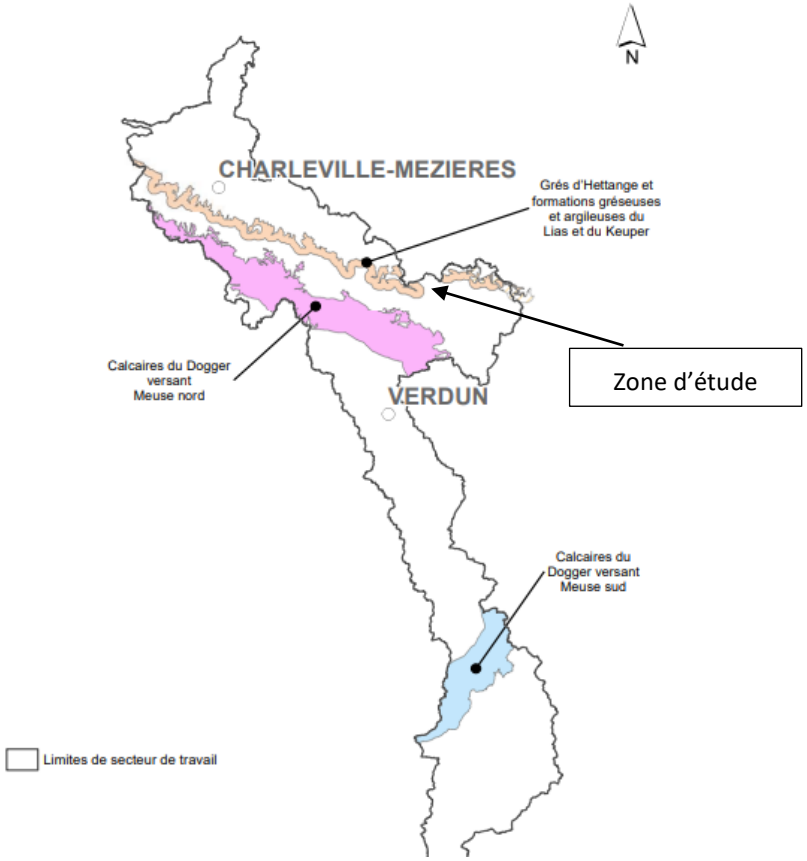


Figure 22 : Carte des masses d'eau souterraine captive du SDAGE Rhin Meuse District Meuse

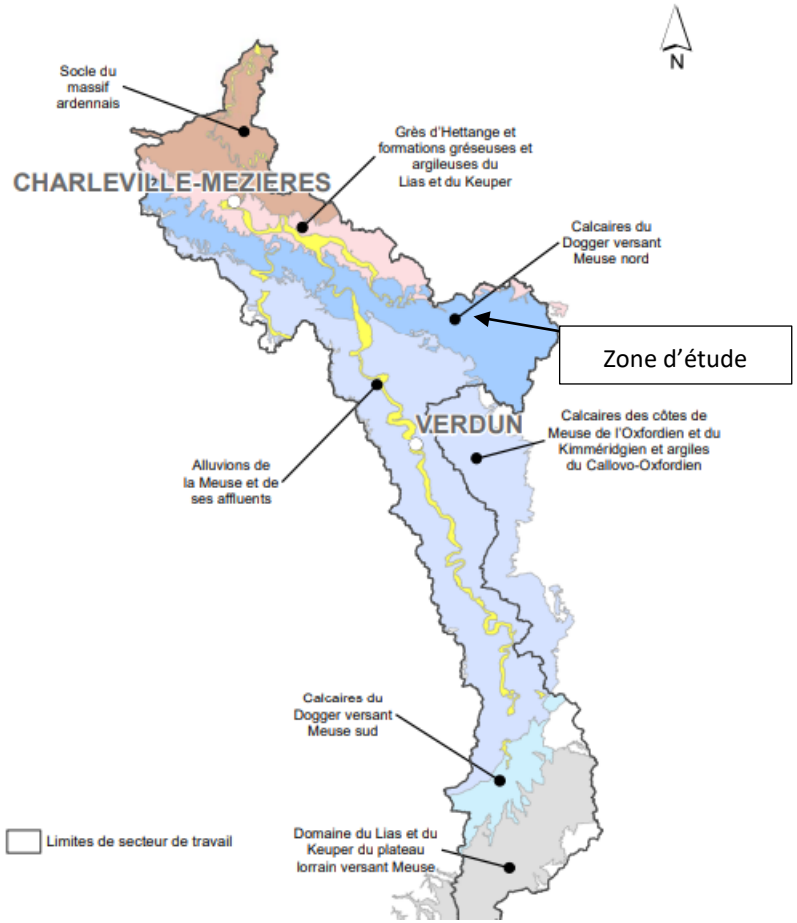
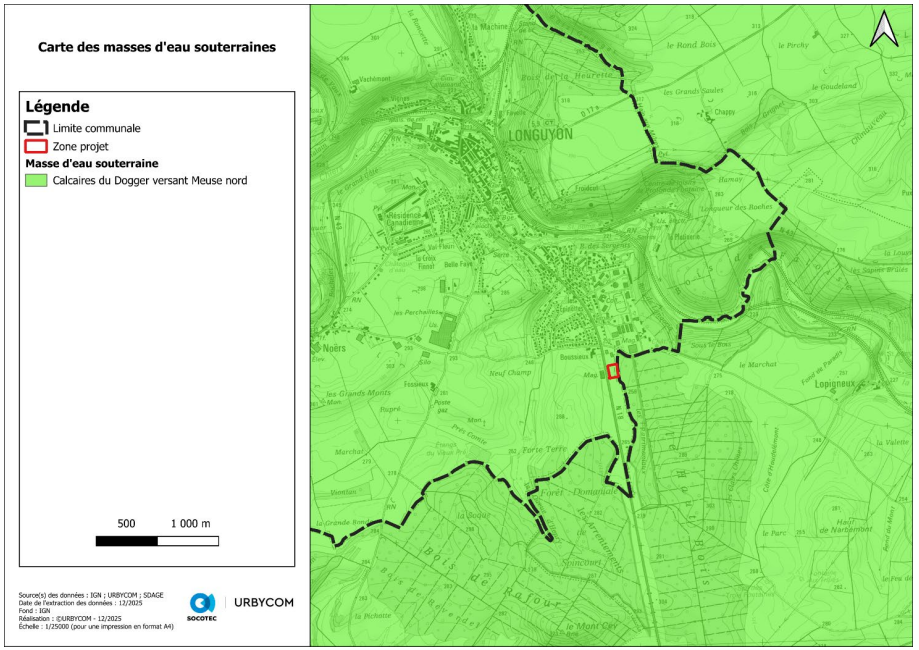


Figure 23 : Carte des masses d'eau souterraine libres du SDAGE Rhin Meuse District Meuse



Carte 6 : Masses d'eau souterraines

4.1.7.1.2 Objectif et état qualitatif de la masse d'eau souterraine

La commune de Longuyon fait partie de la masse d'eau souterraine FRB1G109 Calcaires du Dogger versant Meuse Nord.

Cette nappe présente les caractéristiques suivantes :

Nom et code	Etat quantitatif	Etat qualitatif	Objectif d'état chimique	Objectif quantitatif
FRB1G109 : Calcaires du Dogger versant Meuse Nord.	Bon état atteint en 2015	Mauvais état	Bon état en 2039	Maintien

L'état quantitatif est jugé bon pour la masse d'eau souterraine et l'objectif est de maintenir cet état.

L'état qualitatif est jugé mauvaise pour la nappe des Calcaires du Dogger versant Meuse Nord et l'objectif est d'atteinte du bon état en 2039.

Le projet ne prévoit pas de prélèvements au sein de la masse d'eau souterraine.

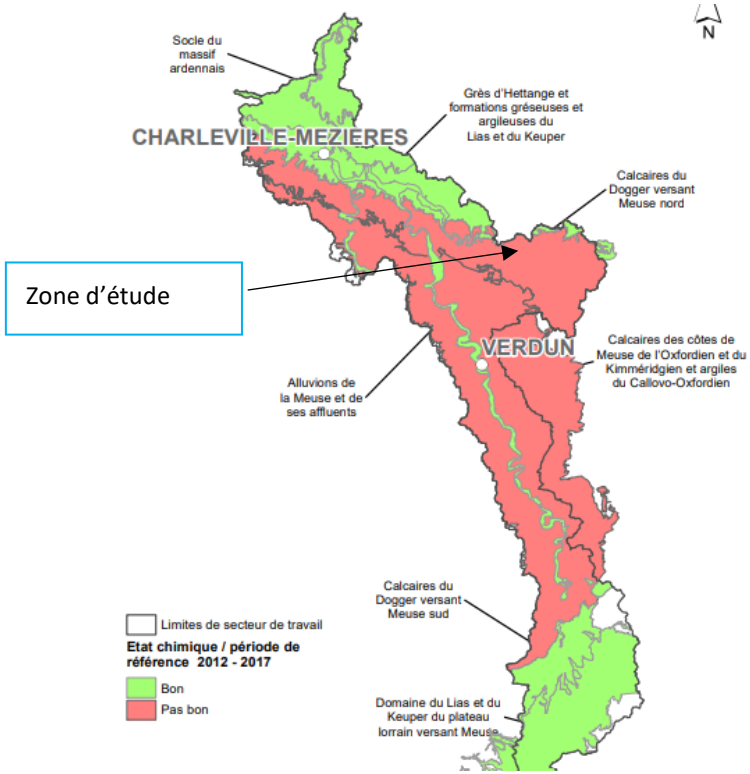


Figure 24 : Carte de l'état chimique des eaux souterraines – Source : SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027

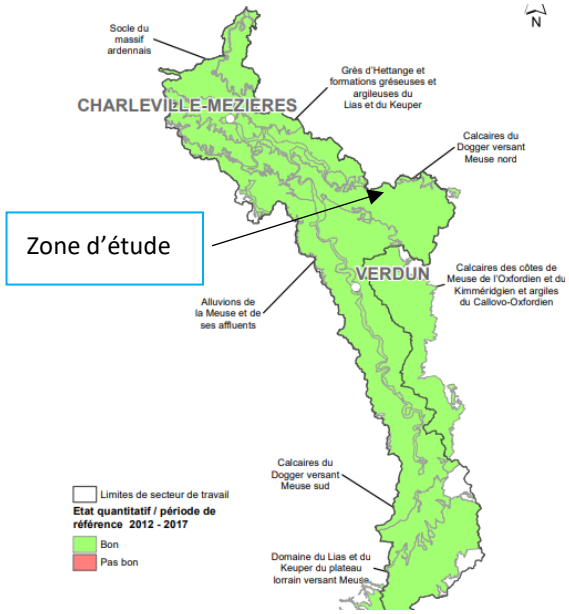


Figure 25 : Carte de l'état quantitatif des eaux souterraines – Source : SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027

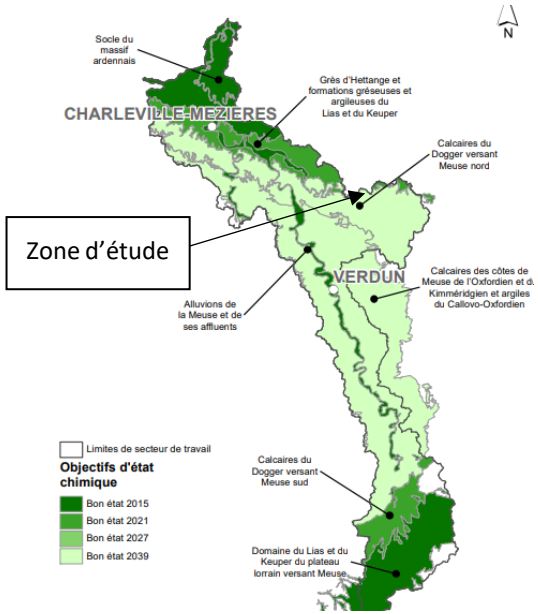


Figure 26 : Objectif d'état chimique des masses d'eau souterraines (SDAGE Rhin Meuse)

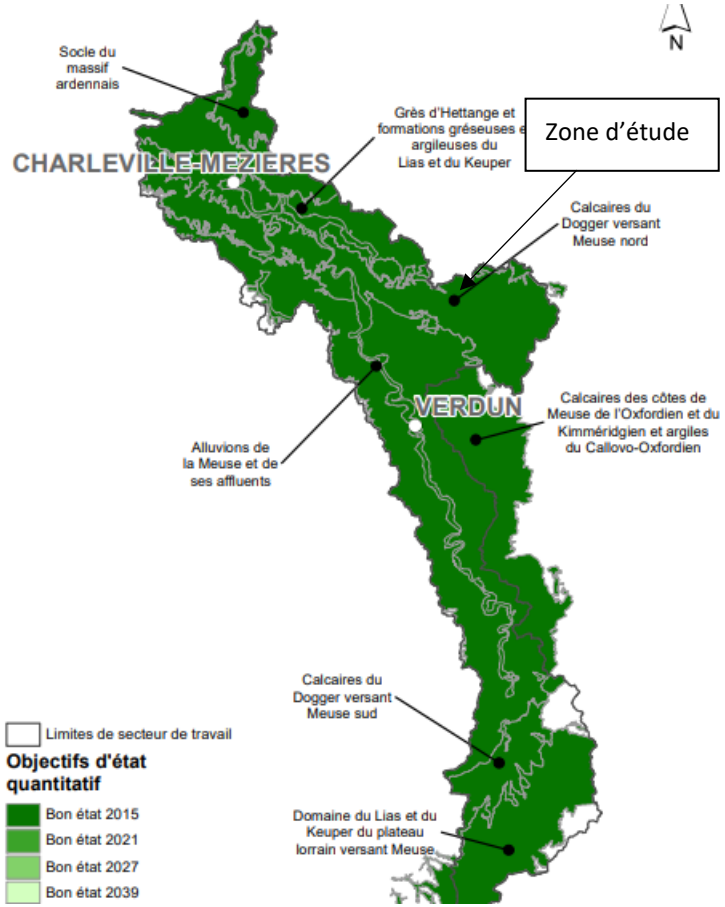


Figure 27 : Objectif d'état quantitatif des masses d'eaux souterraines (Sources : SDAGE Rhin-Meuse)

4.1.7.1.3 Piézométrie :

La nappe de la craie s'écoule globalement vers le sud-ouest. D'après les cartes piézométriques disponibles (BRGM, AEAP, SIGES Rhin-Meuse) un niveau moyen de la nappe s'équilibrerait à la cote +/- 230 m NGF au droit du site. **La hauteur de sol non saturé serait d'environ 20/25 mètres.**

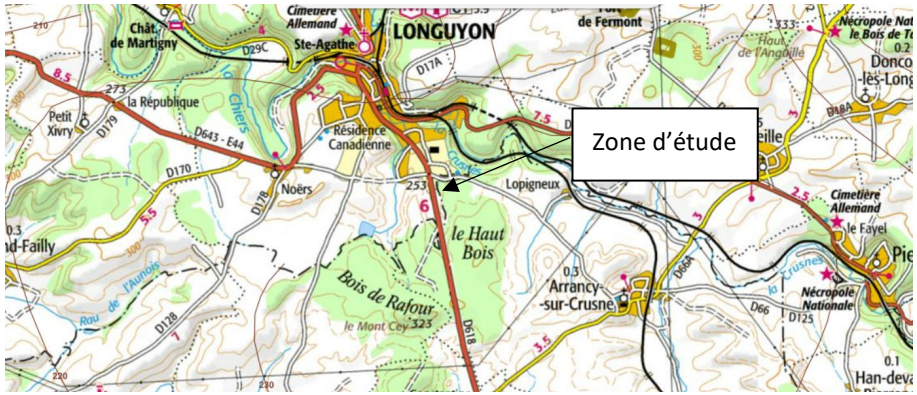


Figure 28 : Piézométrie moyenne de la masse d'eau Dogger (Source : SDAGE Rhin-Meuse)

4.1.7.1.4 Exploitation de la ressource – Captage et périmètre de protection de captage

De façon générale, les eaux souterraines sont exploitées par l'intermédiaire de sources au niveau des exutoires naturels ou à l'aide de puits et de forages directement dans la nappe.

L'alimentation en eau potable (AEP) du secteur est assurée par le SIAEP de Piennes via trois ressources principales : **le forage du Dépôt SNCF** (nappe profonde des grès) et **les sources de la Machine et de Froidcul** (émergences karstiques/fissurées). Ces ouvrages sont protégés par des arrêtés de Déclaration d'Utilité Publique définissant des périmètres de protection (DUP du 07/07/2017).

Le Puits du Dépôt SNCF

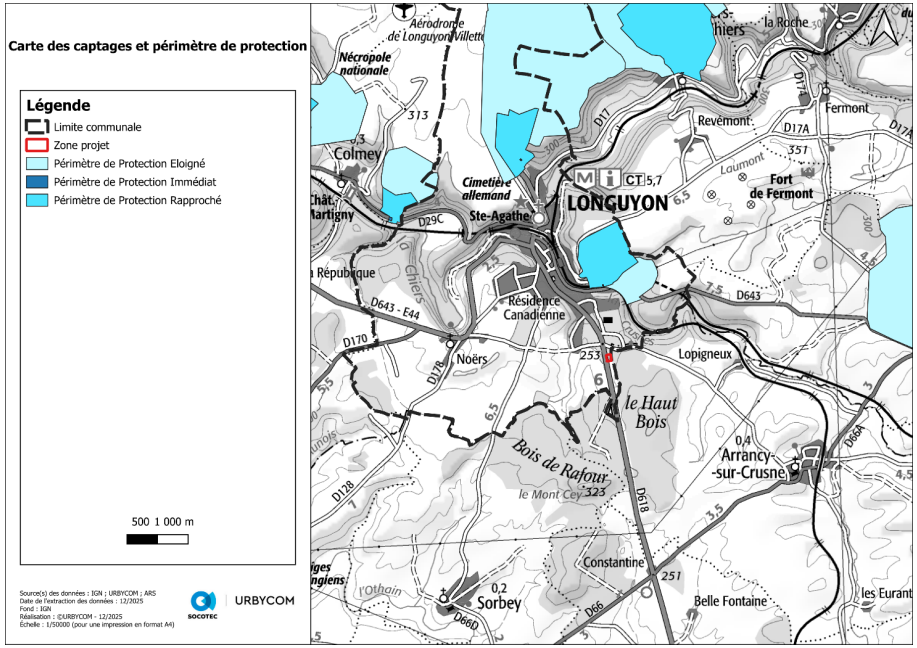
Ce captage est emblématique de l'histoire ferroviaire de Longuyon. Anciennement utilisé pour les besoins du dépôt de locomotives, il a été réhabilité pour l'alimentation en eau potable (AEP) de la ville. Il s'agit d'un forage profond qui va chercher l'eau dans les Grès du Luxembourg (Lias inférieur) ou les formations du Domérien. Ce sont des

nappes captives protégées par des couches de marnes, ce qui confère à l'eau une bonne protection naturelle contre les pollutions de surface.

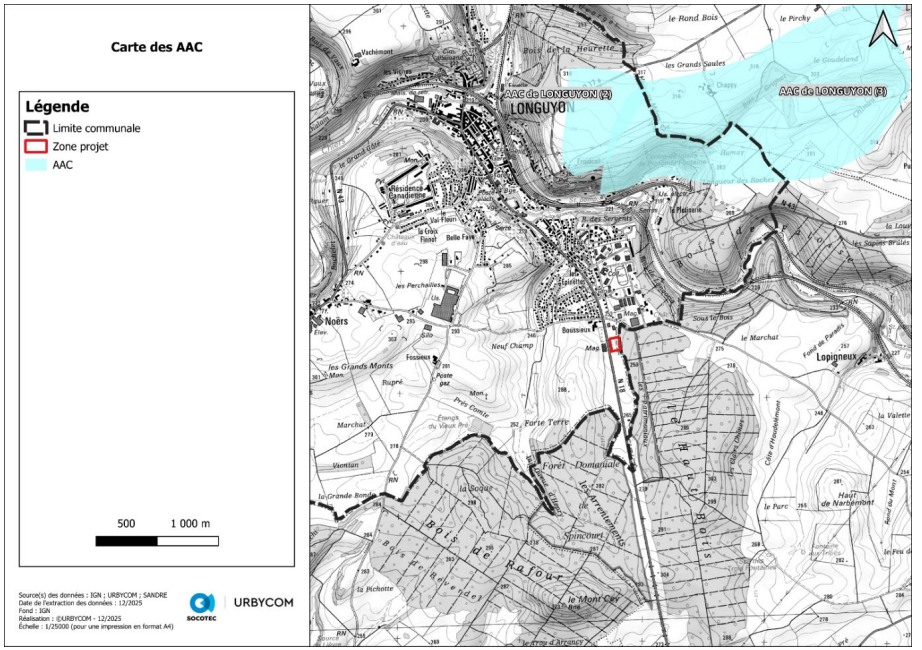
La Source de la Machine et la Source de Froidcul

Situées en fond de vallée, elles correspondent à l'émergence d'eau circulant dans les fissures des plateaux calcaires environnants (Captage de source gravitaire). Comme la plupart des sources de la région, elles sont sensibles aux variations de débit (étiage en été) et nécessite une surveillance accrue de la turbidité après de fortes pluies.

Le site d'étude n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable, ni par une Aire d'Alimentation de Captage (zone d'appel d'un forage ou d'un champ captant) et en dehors d'une zone à enjeu eau potable selon le SDAGE Rhin Meuse pour la période 2022-2027.



Carte 7 : Carte des captages AEP dans le secteur



Carte 8 : Aires d'alimentation de captage

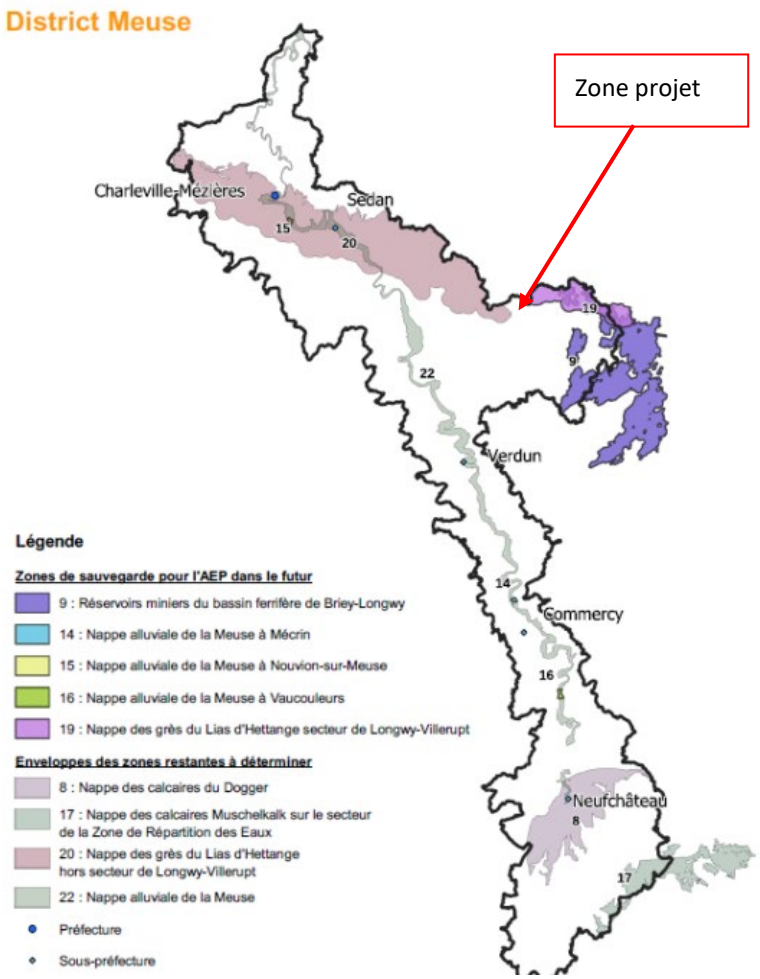


Figure 29 : Ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable 2022-2027

4.1.7.1.5 Exploitation de la ressource – points d'eau BSS du BRGM

Un inventaire des prélèvements et usages des eaux souterraines a été établi sur la base des données disponible.

Ces données reposent pour l'essentiel sur les déclarations des exploitants. De fait, la liste des captages n'est vraisemblablement pas exhaustive, il est probable que des prélèvements non déclarés exploitent la ressource aquifère (forages/puits privés).

Aucun ouvrage n'est identifié dans un rayon de 2 km.

Il est à noter que ce recensement n'exclut pas la présence potentiel de puits non déclarés inférieurs à 10 m de profondeur.

La protection des aires d'alimentation des captages d'eau potable vise à préserver durablement la quantité et la qualité de l'eau prélevée afin de limiter les fermetures de captage et la multiplication de nouveaux forages ou de traitements curatifs. Dans ces zones, l'enjeu est la poursuite de la mise aux normes des stations d'épuration et la réduction à la source des pollutions (diffuses, domestiques, agricoles et industrielles).

Sur le territoire intercommunal, l'alimentation en eau potable est réalisée uniquement à partir de la ressource en eau souterraine (puits et sources). La préservation qualitative et quantitative de cette ressource apparaît donc comme un enjeu fondamental.

4.1.7.1.6 Vulnérabilité des masses d'eaux souterraines

La vulnérabilité est l'ensemble des caractéristiques d'un aquifère et des formations qui le recouvrent, déterminant la plus ou moins grande facilité d'accès, puis de propagation d'une substance dans l'eau circulant dans les pores ou fissures du terrain. Cette vulnérabilité est liée à un certain nombre de paramètres. Les principaux sont :

- La profondeur du toit de la nappe,
- La présence de zone particulière d'infiltration rapide ou de communication hydraulique rapide (fossé, talwegs, zone de fissures, failles),
- L'épaisseur et la nature du recouvrement au-dessus de la craie.

Seules les nappes profondes et captives sont peu vulnérables. Ces nappes sont dites « fermées » car recouvertes par un toit argileux imperméable, laissant difficilement passer l'eau infiltrée et les polluants du sol dissous au travers de cette argile.

L'aquifère exploité pour l'AEP est constitué par les calcaires fissurés du Bajocien supérieur. L'absence de terrains imperméables en épaisseur suffisante surmontant l'aquifère et la nature calcaire de celui-ci rendent les eaux captées vulnérables aux éventuelles contaminations de surface. Aussi, le type de circulation dans ces horizons (de type fissurai ou karstique) ne permet pas une bonne épuration de l'eau tant sur le plan bactériologique que physico-chimique. Les vitesses de transfert au sein du réservoir peuvent être élevées (plusieurs dizaines de mètres par heure) accroissant la vulnérabilité de la ressource.

Au sud du site, l'aquifère bénéficie de la protection des Marnes à Rhynchonelles (imperméable).

D'après la cartographie du BRGM/SIGES (carte de vulnérabilité intrinsèque simplifiée des eaux souterraines du bassin Rhin Meuse) la vulnérabilité des eaux souterraines au droit du site est qualifiée de moyenne plus au nord la vulnérabilité des eaux souterraines est forte.

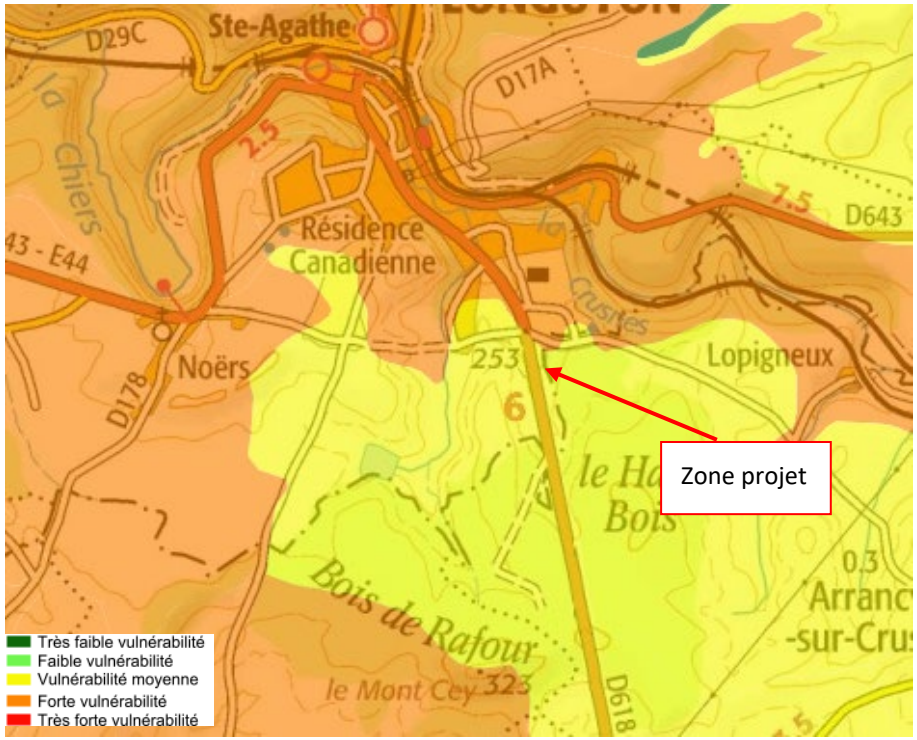


Figure 30 : Carte de la vulnérabilité de la nappe

Eau souterraine

Aucun périmètre de protection de captage, AAC ou zone à enjeu eau potable ne concerne le projet.

Vulnérabilité modérée de la masse d'eau souterraine vis-à-vis d'une éventuelle pollution en provenance de la surface au droit du site à l'étude.

Enjeu faible

4.1.7.2 Contexte hydrographique – réseau d'assainissement

4.1.7.2.1 Hydrologie

(Source AERM, SDAGE Rhin Meuse, SAGE du Bassin Ferrifère, banque Hydro)

Le territoire communal de Longuyon s'insère dans le District Hydrographique de la Meuse. Il est rattaché plus précisément au bassin versant de la Crusnes 2 (code masse d'eau : FRB1R545) et, à une échelle plus fine, au sous-bassin versant de la « Crusnes, des Eurantes à la Chiers ».

Le système hydraulique de la commune est structuré par trois cours d'eau principaux appartenant au réseau de la Meuse :

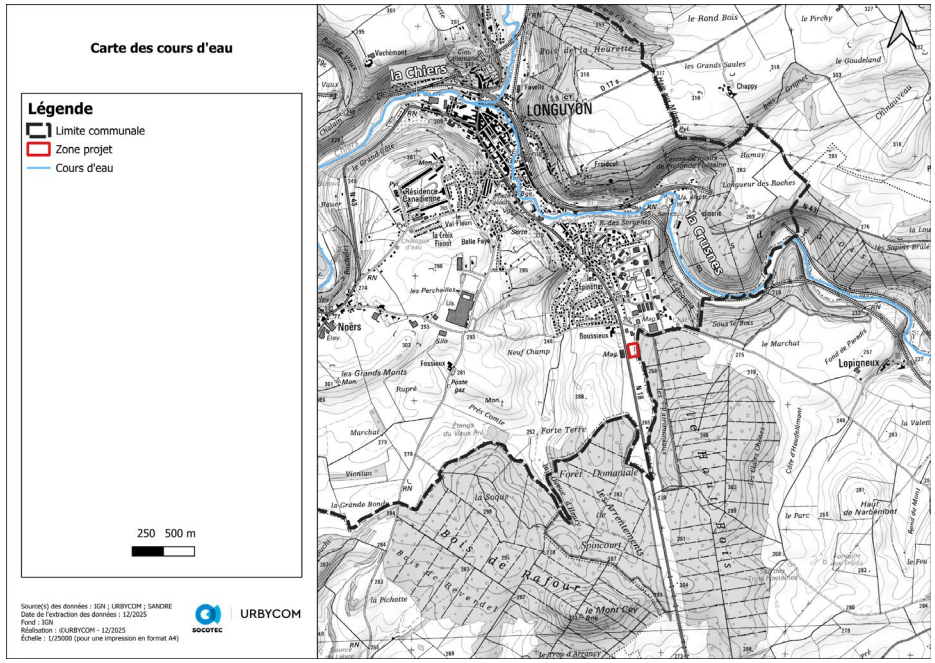
- **La Chiers** : Colonne vertébrale du réseau local, ce cours d'eau international prend sa source à Pétange (Luxembourg). Elle traverse Longuyon selon un axe Est-Ouest avant de rejoindre la Meuse à Bazeilles (Ardennes). Sur le territoire, la Chiers présente une vallée étroite et encaissée, caractérisée par la formation de larges méandres.
- **La Crusnes** : Principal affluent en rive gauche de la Chiers. Elle s'écoule également dans une vallée encaissée et marque l'hydrographie urbaine de Longuyon en rejoignant la Chiers au cœur même de l'agglomération (confluence de Longuyon).
- **Le Dorlon** : Petit cours d'eau affluent de la rive droite de la Chiers. Sa confluence se situe légèrement en aval de Longuyon, sur la commune de Charency-Vezin.
-

La topographie locale influence fortement le comportement des cours d'eau :

- **Encaissement :** Le creusement des vallées dans les plateaux calcaires et marneux du Lias limite l'étalement des crues mais augmente la vitesse d'écoulement.
- **Dynamique fluviale :** La présence de méandres sur la Chiers témoigne d'une dynamique naturelle qu'il convient de préserver, conformément aux orientations du SDAGE Rhin-Meuse.
- **Risque d'inondation :** En raison de la confluence Chiers/Crusnes et de l'encaissement des vallées, la commune est soumise à un risque d'inondation significatif. Le secteur de la friche SNCF et les zones basses sont particulièrement concernés par les zones d'aléas du PPRi (Plan de Prévention des Risques d'Inondation) de la vallée de la Chiers.

Au droit du périmètre d'étude, on dénombre deux fossés principaux assurant le drainage superficiel :

- À l'ouest : Le fossé d'assainissement de la D618. Il sert d'exutoire pour les EP de la route départementale 618 et les ruissellements des parcelles agricoles.
- À l'est : Le fossé situé en lisière de bois. Il s'écoule vers le nord pour rejoindre le fossé de la route d'Arrancy.



Carte 9 : Hydrographie

Hydrographie

Aucun cours d'eau au droit du site projet. Le cours d'eau le plus proche est la Crusnes, situé à environ 690 m du site. On dénombre deux fossés principaux assurant le drainage superficiel du site d'étude.

Au regard de la distance et de la configuration topographique, le risque de transfert direct d'une pollution accidentelle depuis les sols du site vers la Crusnes est considéré comme très réduit.

Enjeu faible

4.1.7.2.2 Qualité et objectif de qualité des eaux superficielles

Selon le SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027, l'objectif de bon état chimique doit être atteint en 2033.

N°	Nom de la masse d'eau	Etat chimique	Etat écologique	Objectif d'état chimique	Objectif d'état écologique
FRB1R545	Crusnes 2	Non atteinte du bon état chimique	Non atteinte du bon état écologique	Bon état en 2039	OMS pour 2027

Qualité

L'état écologique de la Crusnes est généralement évalué comme « Moyen » à « Médiocre » sur son segment aval (Longuyon).

- Qualité Biologique

C'est souvent le premier facteur de déclassement. Les indices biologiques (diatomées et invertébrés) révèlent une perturbation de l'écosystème liée à la sédimentation et à la modification physique du lit.

- Hydromorphologie

Le cours d'eau a été fortement rectifié et artificialisé lors de l'essor industriel et ferroviaire. Le manque de diversité des habitats (berges abruptes, absence de zones de débordement) limite la biodiversité piscicole, bien que la Crusnes soit classée en 1ère catégorie piscicole (vocation à accueillir la truite).

- Qualité Physico-Chimique

La physico-chimie générale est considérée comme « Moyenne ».

Nutriments : Le Phosphore total et les Phosphates sont les principaux paramètres déclassants. Ils proviennent des rejets domestiques (insuffisance de certains systèmes d'assainissement) et du ruissellement agricole.

Bilan d'oxygène : L'oxygénation reste globalement satisfaisante (souvent supérieure à 80 % de saturation), mais elle peut chuter lors des périodes d'étiage sévère en été, aggravée par les rejets organiques.

Ammonium (NH4+) : Des pics ponctuels sont parfois observés, témoignant de pollutions organiques résiduelles.

- État Chimique (Polluants spécifiques)

L'état chimique est souvent jugé « Mauvais », principalement à cause de substances dites « ubiquistes » (présentes partout par dépôt atmosphérique ou historique) :

HAP et Mercure : Comme pour la majorité des cours d'eau du bassin versant de la Chiers, le mercure (dans les biotes) et certains hydrocarbures aromatiques polycycliques dépassent les normes de qualité environnementale.

Métaux lourds : En raison du passé minier du bassin ferrifère, des traces de fer, de manganèse ou d'autres métaux liés à l'exhaure minière peuvent encore être détectées dans les sédiments.

Évolution récente (État des lieux 2025)

Le Comité de bassin Rhin-Meuse a adopté le 5 décembre 2025 un nouvel état des lieux. Il souligne des progrès significatifs sur le traitement des pollutions ponctuelles (modernisation des stations d'épuration), mais confirme que le changement climatique (étiages plus sévères) devient un nouveau facteur de stress thermique pour la Crusnes à Longuyon.

Qualité des eaux et objectifs

La Crusnes est considérée comme une masse d'eau de qualité en mauvais état chimique selon la station de Longuyon.

Le projet ne prévoit pas de rejet eaux pluviales vers le milieu hydraulique superficiel (infiltration en sol superficiel).

Enjeu faible

4.1.7.2.3 Zones à Dominante Humide et Zones Humides

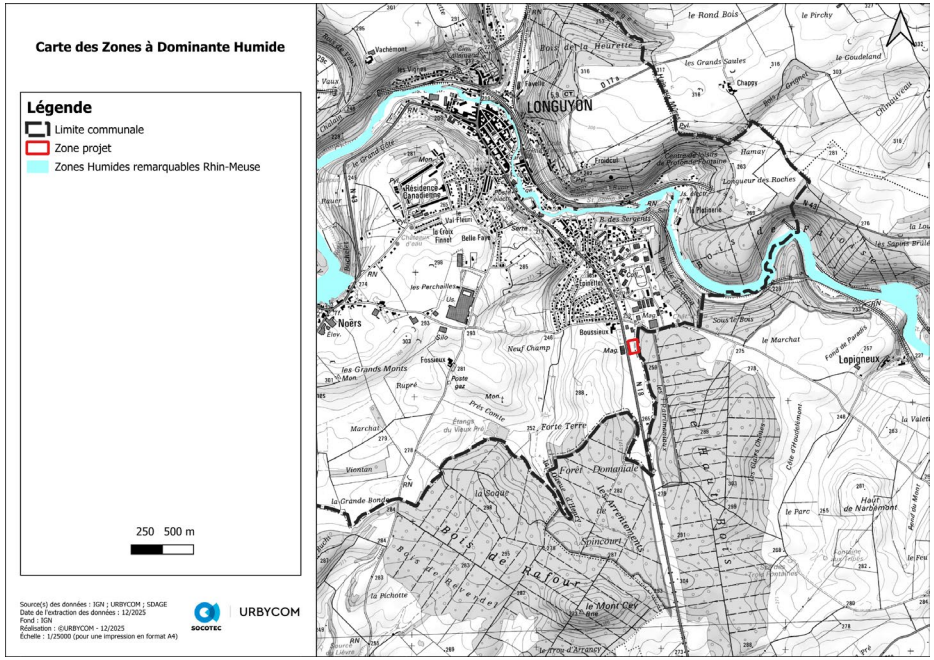
Des documents permettent d'établir un diagnostic, sans phase de terrain, de la répartition des zones humides sur et à proximité de la zone d'étude. Nous rappelons que la pré-localisation des zones humides n'a pas vocation à se substituer ou à être assimilée à une démarche d'inventaires, mais donne une indication quant à la probabilité de présence d'une zone humide sur un secteur donné.

4.1.7.2.4 Zones à Dominante Humide du SDAGE

Dans le cadre de sa politique de préservation et de restauration des zones humides, l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse s'est dotée d'une cartographie de localisation des zones à dominante humide (ZDH) au 1/50000ème. Cette cartographie, essentiellement réalisée par photo-interprétation et sans campagne systématique de terrain, ne permet pas de certifier que l'ensemble des zones ainsi cartographiées est à 100% constitué de zones humides au sens de la Loi sur l'eau : c'est pourquoi il a été préféré le terme de « zones à dominante humide ».

Selon la cartographie du SDAGE Rhin-Meuse, **le site n'est pas concerné par une Zone Dominante Humide. La plus proche est située à 650 mètres au nord-est du site.**

Le SDAGE n'alerte donc pas sur la forte probabilité de présence d'une zone humide dans l'emprise du projet. Il faut noter que l'échelle de la cartographie présentée est de 1/50 000ème et donc que les limites définies des zones humide et ZDH doivent être affinées.

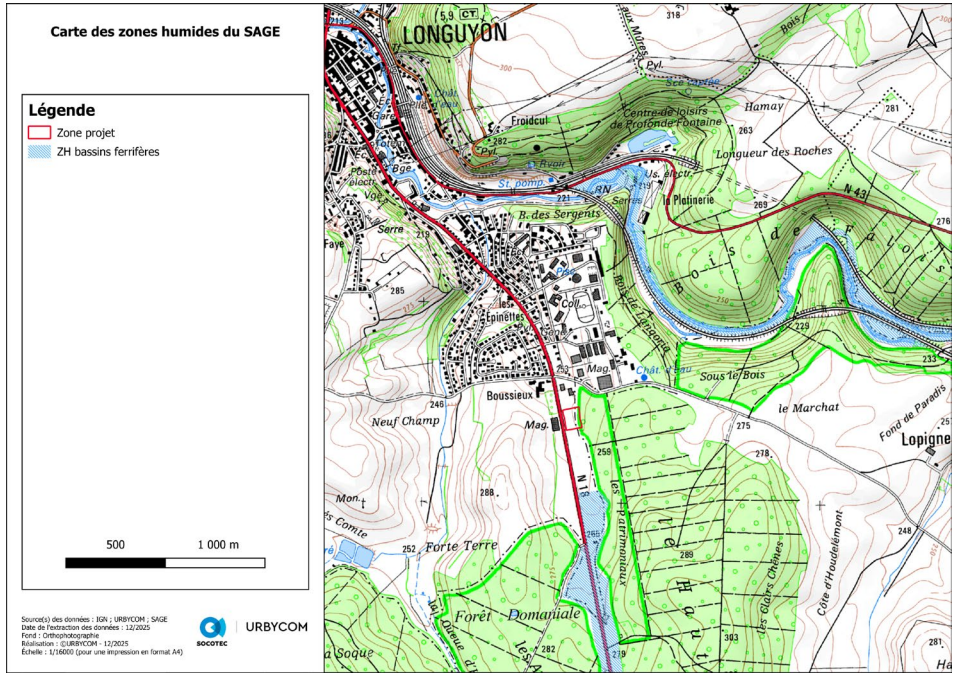


Carte 10 : Zones Humides du SDAGE Rhin-Meuse

4.1.7.2.5 Zones humides du SAGE

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) sont des documents de planification élaborés de manière collective, dans les sous-bassins, pour un périmètre hydrographique cohérent d'un point de vue physique et socio-économique (bassin versant, nappe d'eau souterraine, zone humide, estuaire, etc.). **Le projet est situé dans le périmètre du SAGE du Bassin ferrière.**

Selon la cartographie du SAGE, **le site n'est pas concerné par une Zone Humide.**



Carte 11 : Zones Humides du SAGE du Bassin ferrière

4.1.7.2.6 Diagnostic de zone humide

Une étude de délimitation de délimitation de zone humide sur le critère pédologique a été réalisée. Lors des investigations *in-situ* du 3 décembre 2025, 8 sondages de reconnaissance pédologique à la tarière à main hélicoïdale de Ø 7 cm ont été effectués.

Aucun sondage pédologique n'a permis de caractériser un sol de zone humide. L'absence d'horizon rédoxique et l'absence d'horizon réductique jusqu'à la profondeur d'investigation des forages classent l'ensemble des sols du site en zone non humide.

Ainsi, conformément aux critères pédologiques décrits dans l'arrêté du 24 juin 2008 (modifié en 2009), les sols de l'ensemble de la zone d'étude ne sont pas rattachés à ceux d'une zone humide

La carte suivante localise les sondages réalisés :



Carte 12 : Localisation des sondages pédologiques

Zones humides

Aucune Zone à Dominante Humide du SDAGE et aucune Zone Humide du SAGE.

L'étude de délimitation de zone humide montre l'absence de zone humide pédologique sur le site.

Enjeu très faible

4.1.8 Risques naturels

4.1.8.1 Arrêtés de catastrophes naturelles

Une CATNAT est une Catastrophe Naturelle, liée à un phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables. Lorsqu'une catastrophe naturelle frappe un territoire, on dit que "le territoire est en état de catastrophe naturelle".

Depuis 1982, date de mise en vigueur du texte de loi, la commune de Longuyon a connu les arrêtés de reconnaissance de catastrophes naturelles CATNAT suivants :

Tableau 2 : Arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles sur la commune

Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
Inondations et/ou Coulées de Boue	13/07/2021	01/08/2021
Inondations et/ou Coulées de Boue	08/08/2014	07/11/2014
Inondations et/ou Coulées de Boue	23/01/2009	22/04/2009
Inondations et/ou Coulées de Boue	07/07/2000	29/12/2000
Mouvement de Terrain	25/12/1999	30/12/1999
Inondations et/ou Coulées de Boue	28/10/1998	05/02/1999
Inondations et/ou Coulées de Boue	12/08/1995	07/01/1996
Inondations et/ou Coulées de Boue	17/01/1995	08/02/1995
Inondations et/ou Coulées de Boue	13/12/1993	15/01/1994
Inondations et/ou Coulées de Boue	11/01/1993	08/07/1993
Inondations et/ou Coulées de Boue	11/07/1984	18/10/1984
Inondations et/ou Coulées de Boue	01/02/1984	24/05/1984
Inondations et/ou Coulées de Boue	08/12/1982	13/01/1983
Sécheresse	01/04/2022	03/05/2023
Sécheresse	01/07/2018	22/06/2019

4.1.8.2 Inondations

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

Sur la commune nous recensons 12 catastrophes naturelles inondations et/ou coulées de boue.

4.1.8.2.1 Atlas de Zone Inondable

Elaborés par les servies de l'Etat au niveau de chaque bassin hydrographique, les atlas des zones inondables (AZI) ont pour objet de rappeler l'existence et les conséquences des évènements historiques et de montrer les caractéristiques des aléas pour la crue de référence choisie, qui est la plus forte crue connue, ou la crue centennale si celle-ci est supérieure. L'AZI n'a pas de caractère réglementaire. Il constitue néanmoins un élément de référence pour l'application de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme, l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles et l'information préventive des citoyens sur les risques majeurs.

La commune de Longuyon est concernée par l'AZI Vallée de la Chiers. La zone d'étude n'est pas classée en zone inondable.

4.1.8.2.2 Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI)

Les programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) ont été lancés en 2002. Les PAPI ont pour objet de promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondation en vue de réduire leurs conséquences dommageables sur la santé humaine, les biens, les activités économiques et l'environnement. Les PAPI sont portés par les collectivités territoriales ou leurs groupements. Outil de contractualisation entre l'Etat et les collectivités, le dispositif PAPI permet la mise en œuvre d'une politique globale, pensée à l'échelle du bassin de risque.

Le PAPI est l'outil de mise en œuvre de la stratégie (SLGRI).

La commune de Longuyon n'est pas concernée par un PAPI.

4.1.8.2.3 Territoire à risques d'inondation (TRI) et Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation

Créées par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ou "Grenelle 2", les Stratégies Locales de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI) sont élaborées sur les Territoires à Risques importants d'Inondation (TRI). Elles s'inscrivent dans le cadre fixé par la Stratégie Nationale de Gestion des Risques d'Inondation (SNGRI) présentée le 10 juillet 2014 et les Plans de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) élaborés à l'échelle des grands bassins hydrographiques.

La SLGRI est dédiée à un TRI. Elle fixe les objectifs de réduction des conséquences dommageables des inondations potentielles pour ce TRI, en déclinaison du PGRI et de la SNGRI.

Pour atteindre ces objectifs, la stratégie locale liste des dispositions à mettre en œuvre dans un délai de 6 ans.

Sur chaque TRI, une Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI) est élaborée conjointement par une structure porteuse locale et les services de l'Etat. Elle

décline, à une échelle appropriée, la Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation et le PGRI.

Ainsi, les stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI) sont la déclinaison opérationnelle de la directive inondation à l'échelle des territoires à risque important.

La commune de Longuyon n'est pas concernée par un TRI.

4.1.8.2.4 Plan de Prévention des Risques Inondation

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'Etat en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé. Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en termes d'indemnisations pour catastrophe naturelle.

La commune de Longuyon est soumise au Plan de Prévention des Risques Naturels Inondation de la Chiers.

La zone d'étude est au sud de la figure suivante, et donc en dehors des zonages à risques du PPRi.

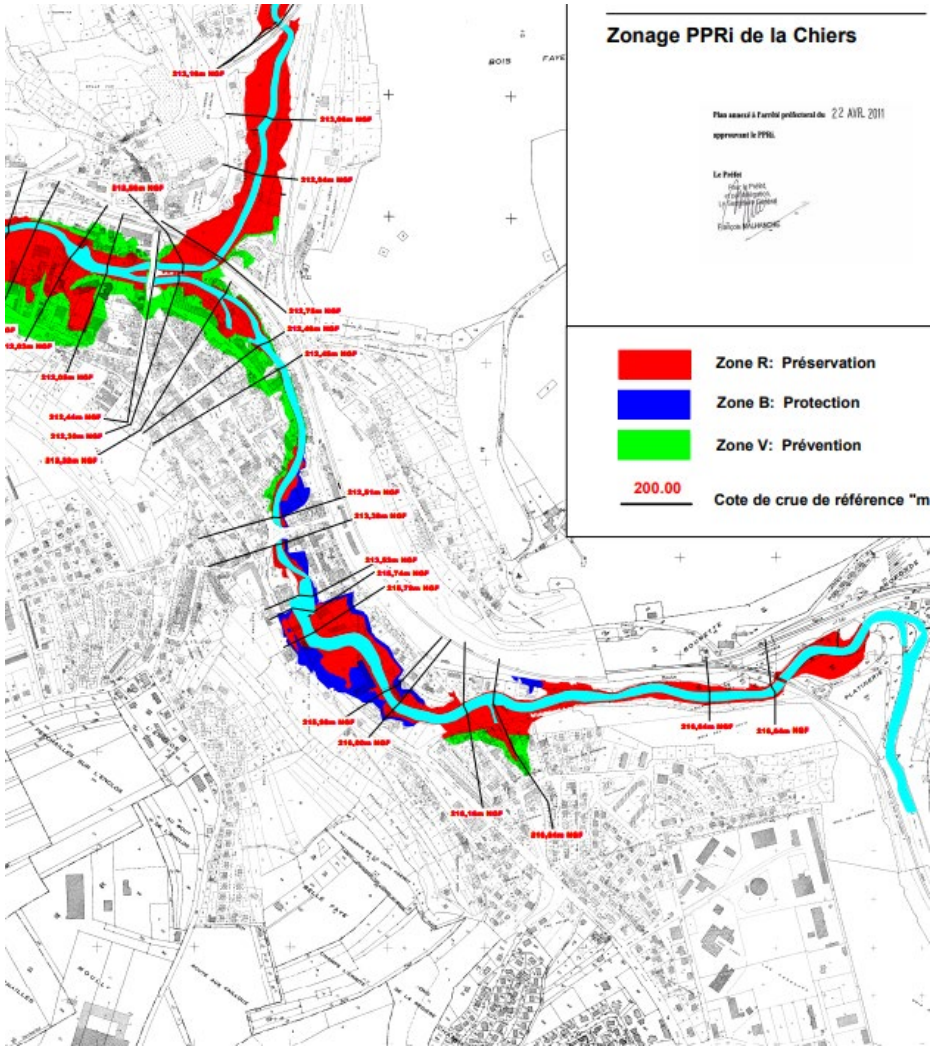


Figure 31 : PPRi de la Chiers

4.1.8.2.5 Risque d'inondation par remontée de nappe

On parle d'inondation par remontée de nappes lorsque l'inondation est provoquée par la montée du niveau de la nappe phréatique jusqu'à la surface du sol. Les nappes phréatiques sont alimentées (rechargées) par l'infiltration d'une partie de l'eau de pluie qui atteint le sol. Leur niveau varie de façon saisonnière :

- La recharge des nappes a principalement lieu durant la période hivernale car cette saison est propice à l'infiltration d'une plus grande quantité d'eau de pluie : les précipitations sont plus importantes, la température et l'évaporation sont plus faibles, et la végétation, peu active, prélève moins d'eau dans le sol,
- À l'inverse, durant l'été, la recharge des nappes est faible ou nulle,
- On appelle « battement de la nappe » la variation de son niveau au cours de l'année.

Si des évènements pluvieux exceptionnels surviennent et engendrent une recharge exceptionnelle, le niveau de la nappe peut alors atteindre la surface du sol et provoquer une inondation "par remontée de nappe".

Le périmètre d'étude est concerné par un risque d'inondation de cave (fiabilité faible).

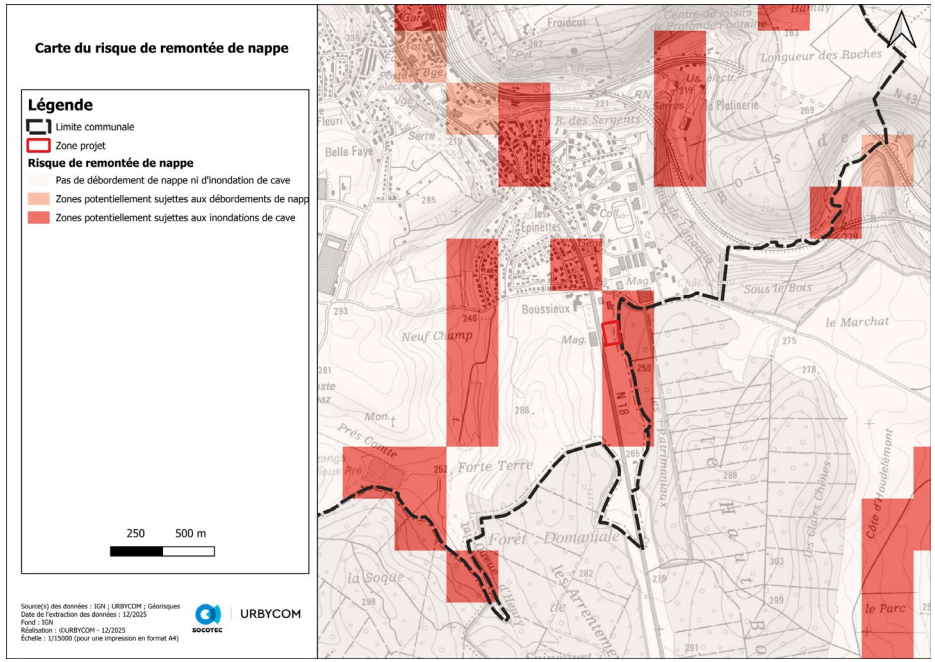


Figure 32 : Localisation des zones soumises à des risques de remontée de nappes

4.1.8.3 Mouvement de terrain

Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol. Les volumes en jeu peuvent aller de quelques mètres cubes à plusieurs millions de mètres cubes. Les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) à très rapides (quelques centaines de mètres par jour). Généralement, les mouvements de terrain mobilisant un volume important sont peu rapides. Ces phénomènes sont souvent très destructeurs, car les aménagements humains y sont très sensibles et les dommages aux biens sont considérables et souvent irréversibles.

La commune de Longuyon est concernée par un PPR Mouvement de terrain – affaissements et effondrements d'origine anthropique.

Cependant, aucune cavité anthropique n'est présente à proximité de la zone d'étude.

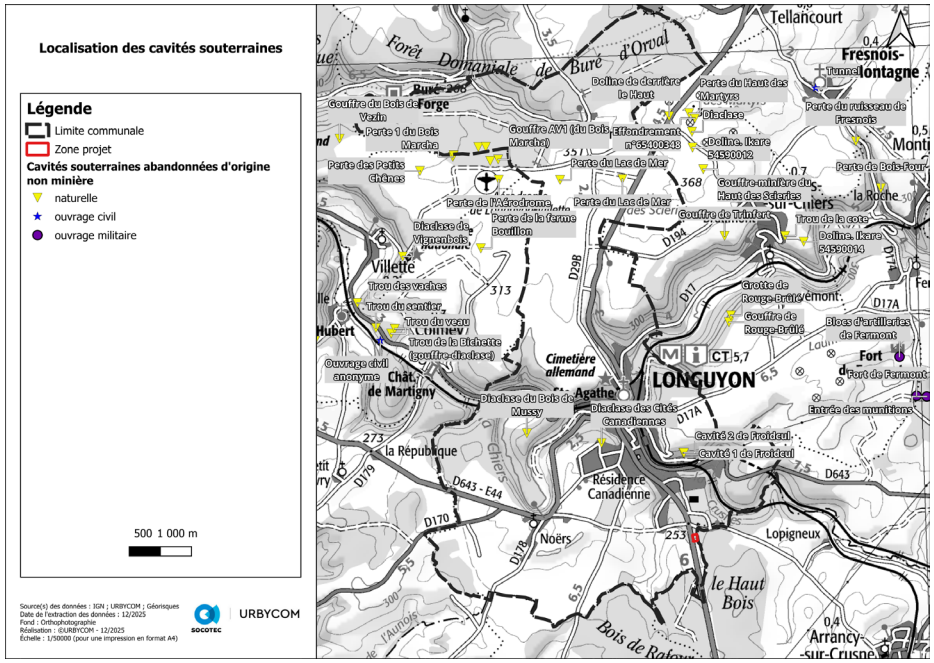


Figure 33 : Localisation des cavités anthropiques les plus proches de la zone d'étude

4.1.8.4 Retrait et gonflement des argiles

La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau lorsque :

- La teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles » ;
- Un déficit en eau provoquera un asséchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

Un « aléa fort » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent entraîner des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).

Le nord de la zone d'étude est localisé sur en risque important de retrait-gonflement, le sud de la zone est en risque modéré et le centre et sans risque.

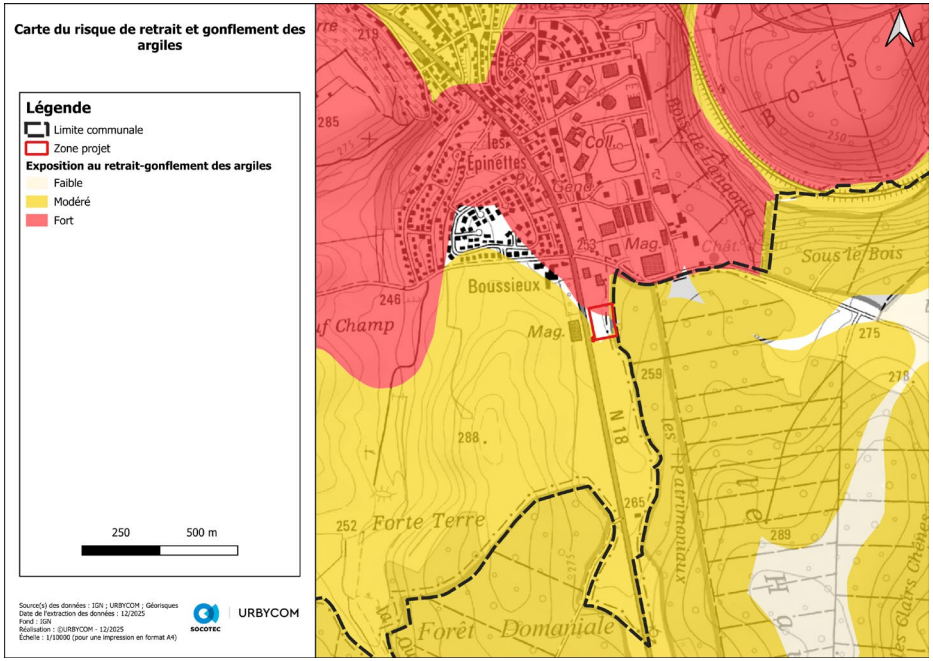


Figure 34 : Exposition au retrait-gonflement des argiles

4.1.8.5 Risques sismiques

Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

La France dispose d'un nouveau zonage sismique réglementaire divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante basées sur un découpage communal et sur la probabilité d'occurrence des séismes.

La zone 5, regroupant les îles antillaises, correspond au niveau d'aléa le plus élevé du territoire national.

La métropole et les autres DOM présentent quatre zones sismiques, de la zone 1 de très faible sismicité (Bassin aquitain, Bassin parisien,) à la zone 4 de sismicité moyenne (fossé rhénan, massifs alpin et pyrénéen).

Deux décrets du 22 octobre 2010 donnent les nouvelles dénominations de zones sismiques et de catégories de bâtiments et le nouveau découpage géographique des 5 zones sismiques :

- Le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français, fixe le périmètre d'application de la réglementation parasismique applicable aux bâtiments.
- Le décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique, permet la classification des ouvrages et des bâtiments et de nommer et hiérarchiser les zones de sismicité du territoire.

Comme le montre le tableau suivant, les bâtiments de catégorie 3 et 4 qui pourraient être édifiés sur la commune ou agrandis, surélevés, transformés, devront respecter un certain nombre de règles de construction parasismiques selon une classification définie par l'arrêté du 22 octobre 2010 (NOR : DEVP1015475A), relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

Les éléments non structuraux du bâti (cloisons, cheminées, faux-plafonds etc.) peuvent se révéler dangereux pour la sécurité des personnes, même sous un séisme d'intensité modérée. Pour limiter cette vulnérabilité, l'ajout ou le remplacement d'éléments non structuraux dans le bâtiment doit s'effectuer conformément aux prescriptions de l'Eurocode 8 partie 1 :

- Pour les bâtiments de catégories III et IV en zone de sismicité 2,
- Pour l'ensemble des bâtiments de catégories II, III et IV dans les zones 3, 4 et 5.

La commune de Longuyon est située dans une zone de sismicité très faible.

4.1.8.6 Radon

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.

Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

La commune et la zone d'étude sont en potentiel de catégorie 1 d'exposition au radon (risque faible).

Risques naturels
Projet en dehors des zonages du PRRi et de l'AZI
Aucune cavité ou mouvement de terrain sur la zone
Risque faible concernant l'exposition au séisme et l'exposition au radon
Le site est concerné par un aléa important à nul au retrait et gonflement des argiles
Enjeu faible

4.2 Milieu naturel

4.2.1 ZNIEFF

Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) se définit par l'identification d'un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, où ont été identifiés des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel.

L'inventaire ZNIEFF commencé en 1982 par le secrétariat de la faune et de la flore du Muséum National d'Histoire Naturelle pour le ministère de l'Environnement permet d'identifier, de localiser et de décrire la plupart des sites d'intérêt patrimonial pour les espèces végétales, animales et les habitats.

On distingue deux types de ZNIEFF :

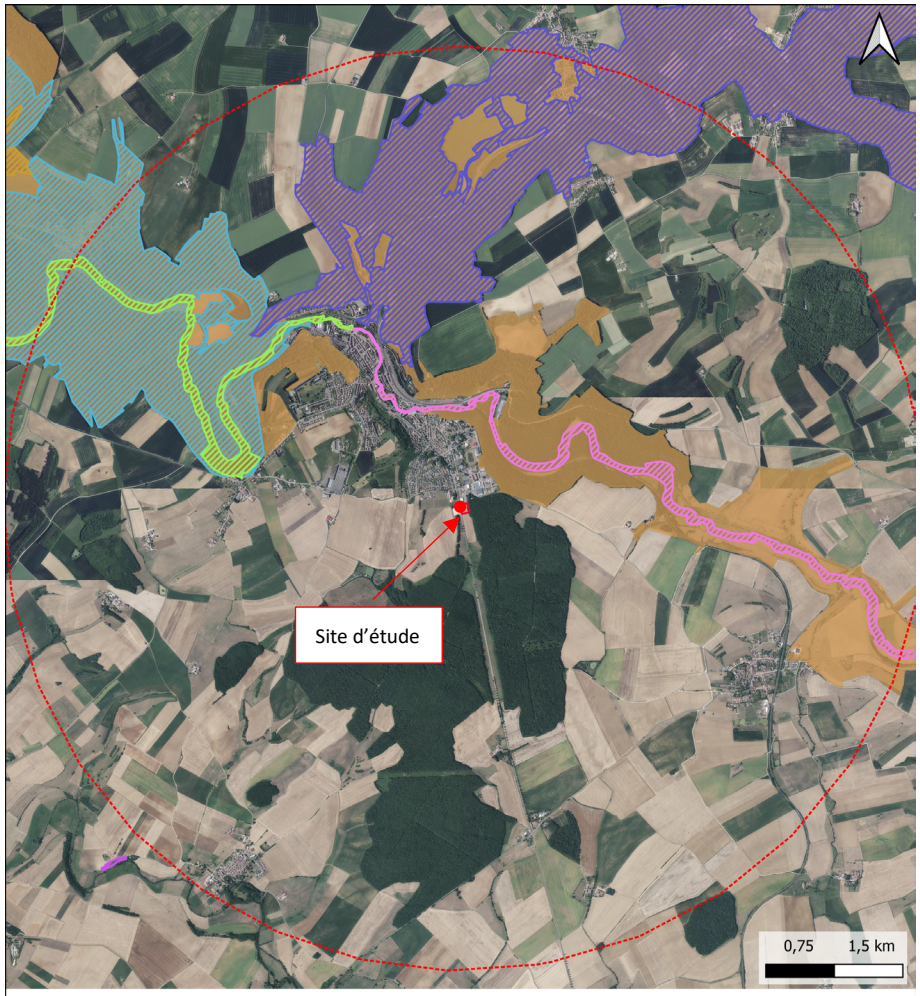
- Les **ZNIEFF de type I** correspondent à des **petits secteurs d'intérêt biologique remarquables par la présence d'espèces et de milieux rares**. Ces zones définissent des secteurs à haute valeur patrimoniale et abritent au moins une espèce ou un habitat remarquable, rare ou protégé, justifiant d'une valeur patrimoniale plus élevée que le milieu environnant,
- Les **ZNIEFF de type II**, de superficie plus importante, correspondent aux **grands ensembles écologiques ou paysagers et expriment une cohérence fonctionnelle globale**. Elles se distinguent de la moyenne du territoire régional par leur contenu patrimonial plus riche et leur degré d'artificialisation moindre. Ces zones peuvent inclure des ZNIEFF de type I.

La présence d'une zone répertoriée à l'inventaire ZNIEFF, ne constitue pas en soi une protection réglementaire du terrain concerné, mais l'état s'est engagé à ce que tous les services publics prêtent une attention particulière au devenir de ces milieux. Il s'agit d'un outil d'évaluation de la valeur patrimoniale des sites servant de base à la protection des richesses. Cet inventaire est devenu aujourd'hui un des éléments majeurs de la politique de protection de la nature.

5 ZNIEFF sont situées dans l'aire d'étude éloignée de 5 km du projet. Au vu de la nature du site d'étude, du contexte urbain, les potentialités d'accueil d'espèces d'intérêt présentes des ZNIEFF sont très faibles.

Tableau 3 : ZNIEFF présente dans l'aire d'étude éloignée (10 km)

Type	Code	Nom	Distance (m)
I	410030509	RAVINS DE LA CHIERS DE LONGWY A LONGUYON	1 600 m
I	410030154	GITES A CHIROPTERES A COLMEY	2 220 m
I	410008760	LA CHIERS EN AVAL DE LONGUYON	2 260 m
II	410030455	VALLEES DE LA CHIERS ET DE LA CRUSNES	360 m
I	410030395	LA CRUSNES EN AVAL DE BOISMONT	650 m



Localisation des ZNIEFF dans un rayon de 5 km

Légende

Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)
Aire d'étude rapprochée (AER - 5 km)
Znieff1
GITES A CHIROPTERES A COLMEY
LA CHIERS EN AVAL DE LONGUYON
LA CRUSNES EN AVAL DE BOISMONT
PELOUSE DE LA DOUSSETTE A VILLETTE
PELOUSES A SAINT-LAURENT-SUR-OTHAIN ET SORBEY
RAVINS DE LA CHIERS DE LONGWY A LONGUYON
Znieff2
VALLEES DE LA CHIERS ET DE LA CRUSNES

Source(s) des données : IGN ; INPN ; URBYCOM ; Date de l'extraction des données : 12/2025
Fond : IGN SCAN 100
Réalisation : ©URBYCOM - 12/2025
Échelle : 1/47483 (pour une impression en format A4)

Carte 13 : Localisation des ZNIEFF dans l'aire d'étude éloignée

4.2.2 Zones NATURA 2000

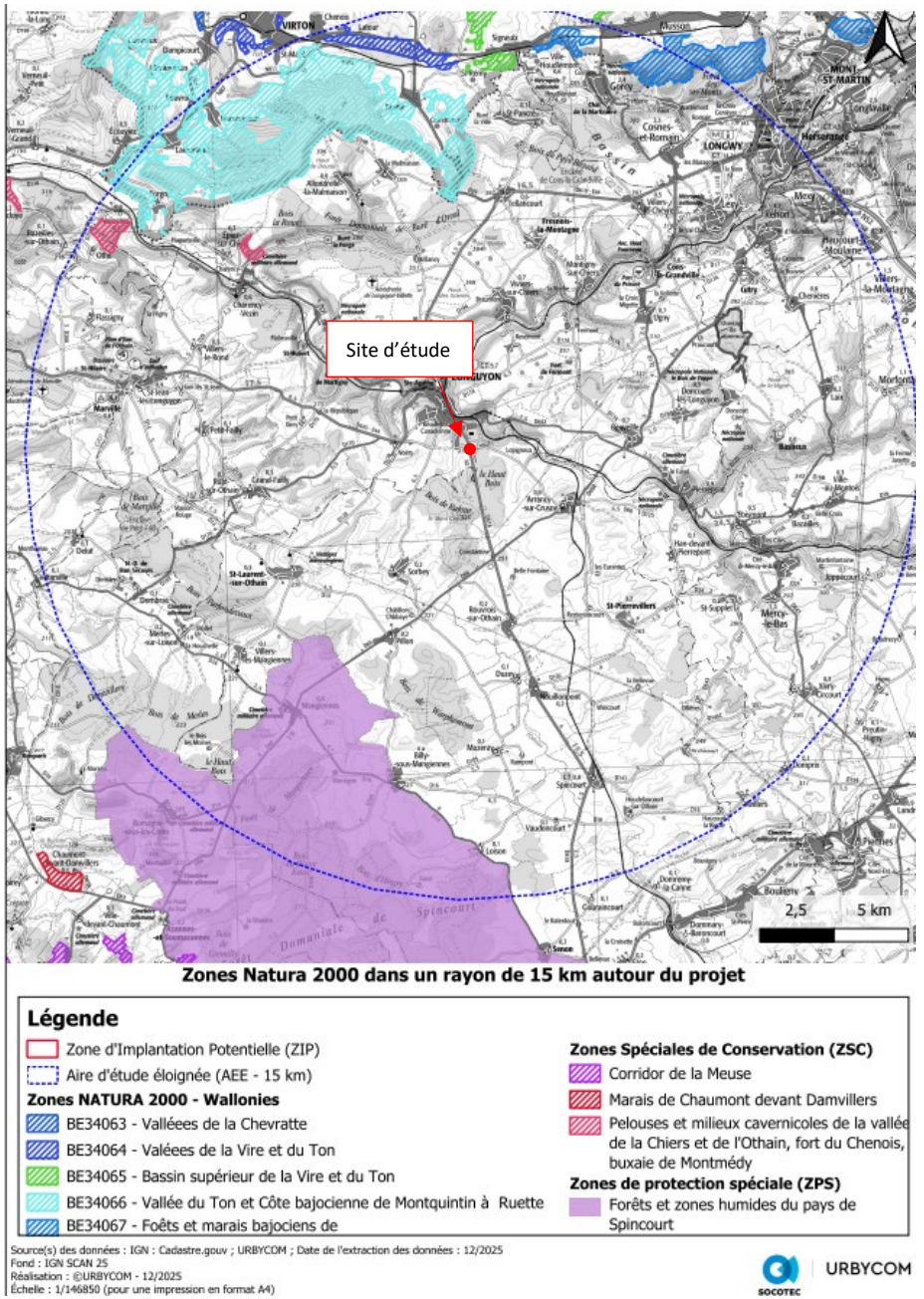
La directive 92/43 du 21 mai 1992 dite « Directive Habitats » prévoit la création d'un réseau écologique européen, dénommé « Réseau Natura 2000 », et constitué de **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)**, et de **Zones de Protection Spéciale (ZPS)**, classées respectivement au titre de la **Directive « Habitats-Faune-Flore »** et de la **Directive « Oiseaux »**.

Les ZPS sont désignées sur la base des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO), alors que les ZSC concernent les habitats naturels et les espèces animales et végétales d'intérêt communautaires (hors avifaune). Elles sont désignées sur la base des Sites d'Importance Communautaire (SIC) proposés par les Etats membres et adoptés par la Commission européenne.

Il existe 1 ZPS et 1 ZSC dans un rayon de 15 km autour du projet.

Tableau 4 : Zones Natura 2000 présentes dans un rayon de 15 km

Type	Code	Nom	Distance (km)
ZPS	FR4112001	Forêts et zones humides du pays de Spincourt	7,9 km
ZSC	FR4100155	Pelouses et milieux cavernicoles de la vallée de la Chiers et de l'Othain, fort du Chenois, buxaie de Montmédy	9,7 km



Carte 14 : Localisation des zones Natura 2000

4.2.3 Réserves Naturelles Régionales

Les réserves naturelles régionales sont gérées prioritairement à des fins de conservation de la nature, selon une réglementation « sur mesure » et des modalités de gestion planifiées sur le long terme, validées et évaluées par des experts.

Aucune Réserve Naturelle Régionale n'est recensée à proximité du site d'étude.

4.2.4 Réserves Naturelles Nationales

Une réserve naturelle nationale est un outil de protection à long terme d'espaces, d'espèces et d'objets géologiques rares ou caractéristiques, ainsi que de milieux naturels fonctionnels et représentatifs de la diversité biologique en France. Les sites sont gérés par un organisme local en concertation avec les acteurs du territoire. Ils sont soustraits à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader mais peuvent faire l'objet de mesures de réhabilitation écologique ou de gestion en fonction des objectifs de conservation.

Aucune Réserve Naturelle Nationale n'est recensée à proximité du site d'étude. La plus proche est celle de Montenach à 65 km à l'est du site.

4.2.5 Les Parcs Naturels Régionaux (PNR)

Un PNR est un **territoire rural habité présentant un patrimoine naturel, paysager et culturel remarquable** qu'il est souhaitable de préserver. Au sein de ce dernier, les collectivités s'organisent pour élaborer et mettre en place un projet local de développement durable, fondé sur la préservation et la valorisation de ce patrimoine. Les missions des PNR sont cadrées par l'article R 333-1 du Code de l'environnement.

Le PNR de Lorraine se trouve à 45 km au sud du site.

4.2.6 Arrêtés de Protection de Biotope

Les arrêtés de protection de biotope (APB ou APPB) sont des actes administratifs pris en vue de préserver les habitats des espèces protégées, l'équilibre biologique ou la fonctionnalité des milieux.

Aucun APB n'est recensé à proximité de la zone d'étude.

4.2.7 Site RAMSAR

Un site Ramsar est la désignation d'une « zone humide d'importance internationale » inscrite sur la liste établie par la Convention de Ramsar par un État partie. Un site Ramsar doit répondre à un ensemble de critères, tels que la présence d'espèces vulnérables de poissons et d'oiseaux d'eau.

L'inscription d'un site Ramsar n'impose pas de protection réglementaire particulière, celui-ci devant être préalablement protégé selon la législation nationale. Ainsi, un site Ramsar correspond à une reconnaissance internationale de l'importance de la zone humide désignée. **En outre, cette désignation peut se superposer à un site du réseau Natura 2000, un site inscrit sur la liste du patrimoine mondial ou bien sur une zone appartenant à une réserve de biosphère de l'Unesco.**

Il existe plus de 2 200 sites Ramsar pour une surface cumulée supérieure à 2,1 millions de km². Un site Ramsar peut être transfrontière.

Le périmètre d'étude est situé à distance du site RAMSAR le plus proche : étangs de la petite Woëvre à 43 km.

4.2.8 Schéma Régional de Cohérence Ecologique

La Trame verte et bleue est une mesure phare du Grenelle Environnement qui porte **l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité** au travers de la **préservation et de la restauration des continuités écologiques**. C'est un outil d'aménagement durable du territoire qui vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales, de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer... En d'autres termes, d'assurer leur survie, et permettre aux écosystèmes de continuer à rendre à l'Homme leurs services.

En complément des outils essentiellement fondés sur la connaissance et la protection d'espèces et d'espaces remarquables encadrés par la **stratégie nationale de biodiversité 2011-2020**, la Trame verte et bleue permet de franchir un nouveau pas en prenant en compte le fonctionnement écologique des espaces et des espèces dans l'aménagement du territoire et en s'appuyant sur la biodiversité ordinaire. Elle consiste en un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques existantes ou à recréer.

À la suite de la loi de programmation du 3 août 2009, dite « loi Grenelle 1 », qui fixe l'objectif de constituer d'ici 2012 une trame verte et bleue nationale, la loi du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement dite « loi Grenelle 2 »

précise ce projet au travers d'un ensemble de mesures destinées à préserver la diversité du vivant.

Elle dispose que dans chaque région, un **Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)** doit être élaboré conjointement par l'Etat et le Conseil Régional. Elle prévoit par ailleurs l'élaboration d'orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, qui doivent être prises en compte par les SRCE pour assurer une cohérence nationale à la trame verte et bleue.

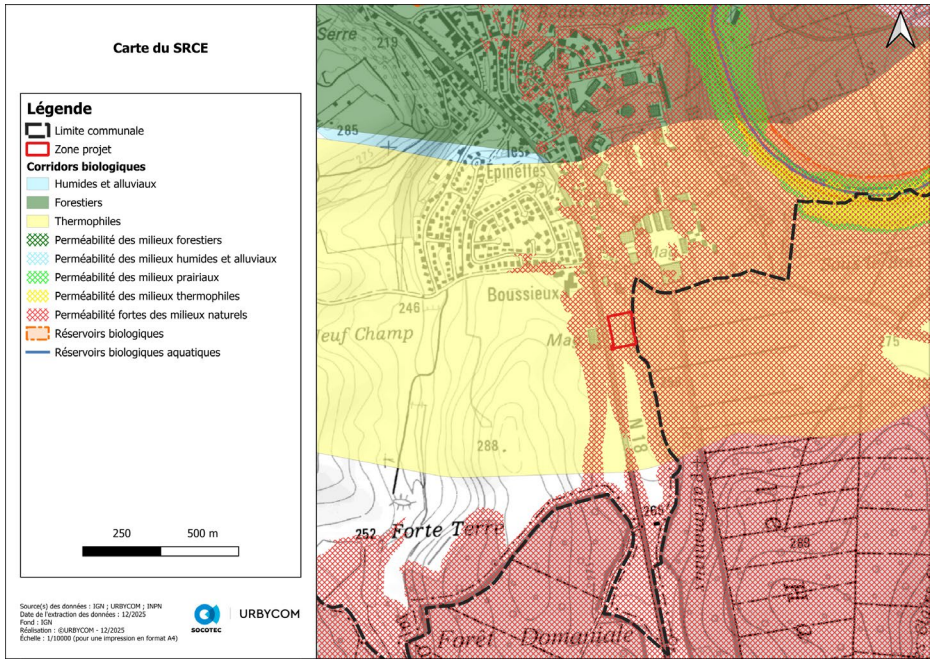
Le SRCE doit identifier, maintenir et remettre en bon état les réservoirs de biodiversité qui concentrent l'essentiel du patrimoine naturel de la région, ainsi que les corridors écologiques qui sont indispensables à la survie et au développement de la biodiversité.

Le SRCE doit identifier, maintenir et remettre en bon état les réservoirs de biodiversité qui concentrent l'essentiel du patrimoine naturel de la région, ainsi que les corridors écologiques qui sont indispensables à la survie et au développement de la biodiversité.

Le SRCE de Lorraine présente ainsi quatre types de données :

- Les sous-trames correspondent à de grandes catégories de milieux naturels, déterminés à la fois par des caractéristiques naturelles et par la gestion de l'Homme. On trouve ainsi la sous-trame forestière, aquatiques, des prairies, … ;
- Les réservoirs de biodiversité sont des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante. Ils abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent. Ils sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces. Ils comprennent tout ou partie des espaces protégées et les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité régionale, nationale voire européenne.
- Les zones de perméabilité représentent un ensemble de milieux favorables ou perméables au déplacement d'un groupe écologique donné d'espèces partageant les mêmes besoins. Les plus fonctionnels répondant aux besoins de plusieurs groupes écologiques d'espèces sont dénommés zones de forte perméabilité.
- Les corridors écologiques sont des liaisons fonctionnelles permettant des connexions (donc la possibilité d'échanges) entre des réservoirs de biodiversité. Ce sont des voies potentielles de déplacement pour les espèces. Les corridors écologiques relient ainsi entre eux des réservoirs de biodiversité en traversant préférentiellement les zones de forte perméabilité. Les corridors écologiques, ne sont pas nécessairement constitués d'habitats « remarquables » et sont généralement des espaces de nature ordinaire.

A noter, le terme de réservoir-corridor utilisé dans le SRCE concerne les tronçons de cours d'eau en réservoir de biodiversité qui de facto jouent aussi un rôle de corridor écologique.



Carte 15 : Schéma Régional de Cohérence Ecologique

Objectif de la trame verte et bleue / SRCE

Le maillage de ces différents espaces, dans une logique de conservation dynamique de la biodiversité, constituera à terme, la Trame verte et bleue dont les objectifs sont de :

- Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces ;
- Identifier et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;
- Atteindre ou conserver le bon état écologique ou le bon potentiel des eaux de surface ;
- Prendre en compte la biologie des espèces migratrices ;
- Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvage ;
- Améliorer la qualité et la diversité des paysages ;
- Permettre le déplacement des aires de répartition des espèces sauvages et des habitats naturels dans le contexte du changement climatique.

Le SRCE de Lorraine a été adopté le 20 novembre 2015 par arrêté préfectoral.

Le site d'étude est inclus au sein d'un corridor thermophile et dans une zone à perméabilité forte des milieux naturels.

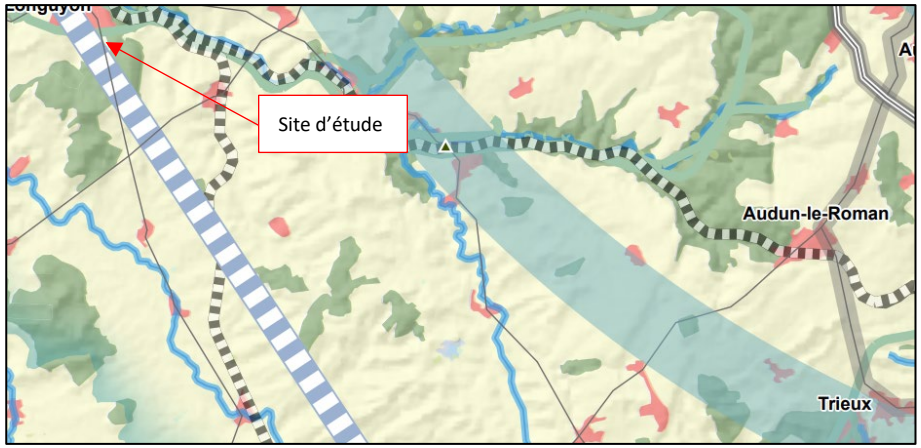
4.2.9 Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires

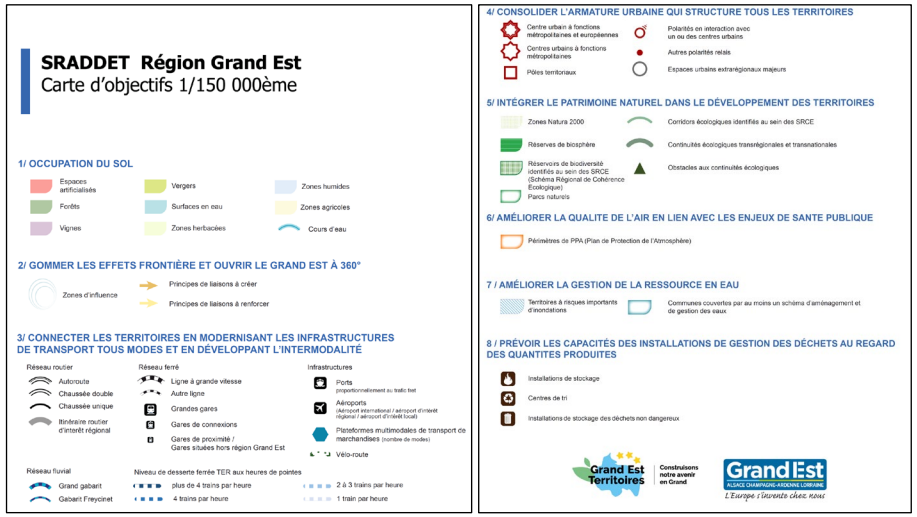
La démarche collective et intégratrice du SRADDET est une opportunité pour fabriquer des approches plus efficaces, plus simples, plus lisibles. Les questions posées appellent en effet des réponses plurielles, mobilisant plusieurs politiques publiques. A titre d'exemple, l'attractivité d'un centre-ville ou d'un cœur de bourg doit être appréhendée de manière globale pour être efficace : commerces, logements, infrastructures et offres de transports, équipements, connectivité, etc.

Outre sa capacité à mettre la biodiversité en lien avec les autres enjeux régionaux qu'il aborde (habitat, transports et déplacements, gestion économe de l'espace, climat, etc.), le SRADDET propose plusieurs outils d'information, de diagnostic et d'action en matière de protection et de restauration de la biodiversité.

Pour cela, le SRADDET intègre le précédent schéma sectoriel régional sur la biodiversité : le schéma régional de cohérence écologique (SRCE).

La zone d'étude n'est concernée par aucun élément du SRADDET.





Carte 16 : SRADDET région Grand Est

Zonages écologiques

Le projet n'est pas concerné par un enjeu ZNIEFF, zone Natura 2000, sites RAMSAR, PNR, RNR, APB, etc.

Le site est localisé au sein d'une trame thermophile du SRADDET

Il s'agit d'un site agricole, aucun enjeu biodiversité n'est à envisager

Enjeu faible

4.3 Milieu humain

Source : données INSEE 2022.

4.3.1 Evolution démographique

La population de Longuyon est en baisse depuis 1975.

Population et densité	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2006	2011	2016	2022
Population	6 460	7 404	6 993	6 064	5 876	5 754	5 559	5 386	5 141
Densité moyenne (hab/km²)	217,5	249,3	235,5	204,2	197,8	193,7	187,2	181,3	173,1

Figure 35 : Population de Longuyon – Source : INSEE

4.3.1.1 La structure par âge

L'analyse de la structure des âges à Longuyon affiche une tendance nette sur l'augmentation du nombre de 45 à 75 et + et une diminution des 0 à 44 ans.

La moyenne d'âge est en augmentation sur la commune.

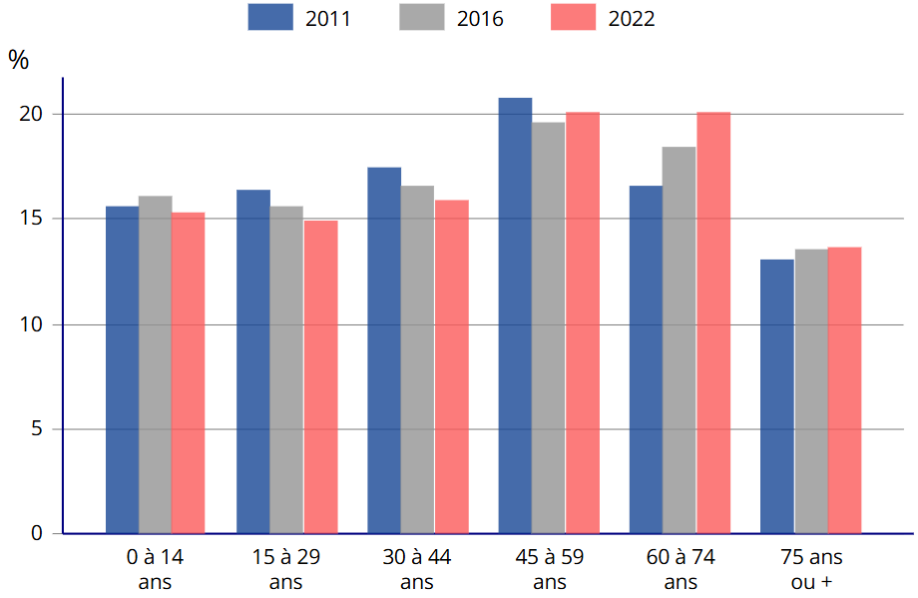


Figure 36 : Population par grandes tranches d'âges à Longuyon – Source : INSEE

4.3.1.2 Naissances et décès

La part de naissances domiciliées sur la commune de Longuyon est inférieure à la part de décès domiciliés depuis 2015 jusqu'à aujourd'hui. L'écart entre les naissances et décès est en augmentation.

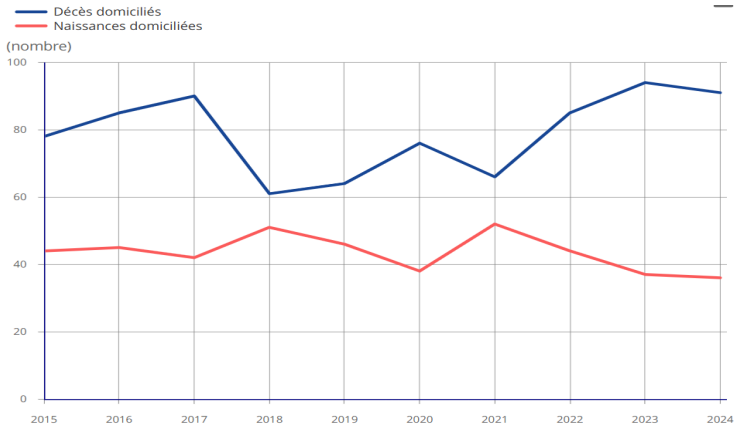


Figure 37 : Naissances et décès domiciliés à Longuyon – Source : INSEE 2025

4.3.1.3 Naissances et décès

Avec le vieillissement de la population, le pourcentage d'actifs sur la commune augmente depuis 2011.

Le taux de chômage entre 2011 et 2022 oscille entre 10 et 13%.

Type d'activité	2011	2016	2022
Ensemble	**3 408**	**3 179**	**2 983**
Actifs en %	**68,1**	**70,1**	**71,2**
Actifs ayant un emploi en %	58,0	57,3	59,5
Chômeurs en %	10,1	12,8	11,7
Inactifs en %	**31,9**	**29,9**	**28,8**
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	7,4	8,2	7,3
Retraités ou préretraités en %	10,3	9,7	8,1
Autres inactifs en %	14,2	11,9	13,5

Figure 38 : Population de 15 à 64 ans par type d'activité à Longuyon – Source : INSEE

4.3.2 Les équipements et services

Les commerces recensés à Longuyon en 2024 sont listés dans le tableau suivant :

Commerces	Nombre
Grande surface (hypermarché, supermarché)	4
Épicerie, supérette	0
Boulangerie-pâtisserie	4
Station-service	1
Station de recharge de véhicules électriques	4
Coiffure	13

Tableau 5 : Commerces recensés sur la commune de Longuyon en 2024

La commune est bien pourvue en professionnels de la santé : médecins, dentistes, infirmiers, etc. Les professionnels de la santé sont listés dans le tableau suivant :

Professionnels de santé ou pharmacies	Nombre
Médecin généraliste	6
Chirurgien-dentiste	3
Masseur-kinésithérapeute	5
Infirmier	15
Psychologue	1
Pharmacie	2

Tableau 6 : Professionnels de santé recensés sur la commune de Longuyon en 2024

La commune dispose d'établissements - écoles et collèges – mais pas de lycée.

Établissements scolaires ou culturels	Nombre
École	5
Collège	2
Lycée d'enseignement général et/ou technologique	0
Lycée d'enseignement professionnel ou agricole	0
Bibliothèque	0

Tableau 7 : Etablissements scolaires et culturels recensés sur la commune de Longuyon en 2024

Environnement humain et équipements :

Nous observons une baisse globale de la population communale

Vieillissement de la population et donc la nécessité de la création de commerces de proximité

Présence des principales commodités et infrastructures sur la commune

Création d'emploi

Enjeu faible

4.3.3 Santé, risques et pollutions

Source : Géorisques et ATMO consultés en décembre 2025

La commune de Longuyon n'est pas concernée par aucun Plan de Prévention contre les risques Technologiques prescrits ou approuvés.

4.3.3.1 Installations classées pour la Protection de l'Environnement

Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat.

13 ICPE sont recensées sur la commune de Longuyon.

Nom de l'établissement	Adresse	Régime en vigueur	Statut SEVESO	Date de dernière inspection
chanet peinture	rue ardant du picq	Non ICPE		04/03/2021
DEMANET Anthony	rue Ardant du Picq	Non ICPE		01/06/2021
DEMANET DANIEL	RUE ARDANT DU PICQ ZONE ARTISANALE	Enregistrement	Non Seveso	01/06/2021
ENVIRECO	36 route de sorbey	Autres régimes		12/09/2025
GAEC DES GRANDS MONTS	3 ROUTE DE SAINT LAURENT NOERS	Enregistrement	Non Seveso	
GAEC DU SOLEIL LEVANT	33 ROUTE NATIONALE NOERS VILLANCY	Autres régimes		23/01/2007
JCT PRESSING	16, rue de Sète	Autres régimes		16/11/2023
KAISER SA	Route de Sorbey BP 9	Enregistrement	Non Seveso	07/02/2023
LE PNEU LONGUYONNAIS	chemin du Limaçon	Non ICPE		06/08/2020
PNEUS EUROPE (SOW DENIS)		Autres régimes		10/05/1996
SCEL DE NOERS	3 ROUTE DE SAINT LAURENT NOERS	Non ICPE		01/12/2011
SLPV	ZA Lamy	Autres régimes		11/04/2011
VIGNALEST	9, rue du HAC ZI Kaiser	Autres régimes		20/12/2023

Tableau 8 : ICPE de la commune de Longuyon – Source : Géorisques



Carte 17 : Localisation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

4.3.3.2 SEVESO

Le statut SEVESO des ICPE est introduit par la directive n° 2012/18/UE du 04/07/12 dite "SEVESO 3" entrée en vigueur en France le 1er juin 2015. Cette directive, dont l'application relève de l'Inspection des installations classées, impose de nouvelles exigences aux établissements afin de prévenir et de mieux gérer les accidents majeurs impliquant des produits chimiques dangereux.

Le statut SEVESO distingue deux types d'établissements, selon la quantité totale de matières dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation :

- Les établissements Seveso seuil haut ;
- Les établissements Seveso seuil bas.

A chacun de ces statuts correspondent des mesures de sécurité et des procédures particulières définies dans la directive Seveso III.

Aucune ICPE n'a le statut SEVESO sur la commune.

Le site SEVESO seuil haut le plus proche est l'entreprise Vitherm France à Etain, à 24 km au sud du site d'étude.

4.3.3.3 Etablissements polluants

La Direction Générale de la Prévention des Risques du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires recense les principaux rejets et transferts de polluants dans l'eau, l'air déclarés par certains établissements à savoir :

- Les principales installations industrielles,
- Les stations d'épuration urbaines de plus de 100 000 équivalents habitants,
- Certains élevages.

Deux établissements sur la commune de Longuyon sont au registre des émissions polluantes. Ces deux établissements sont aujourd'hui arrêtés.

Identifiant	Nom établissement	État
SSP553127	LORCA Longuyon (Noërs)	En arrêt
SSP553124	ESSO longuyon	En arrêt

Tableau 9 : Etablissements polluants sur la commune de Longuyon – Source : Géorisques

4.3.3.4 Sites et sols pollués

La pollution du sol présente un risque direct pour les personnes et un risque indirect par pollution de la nappe phréatique. Les sites pour lesquels une pollution des sols ou des eaux est avérée, faisant appel à une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif, sont inventoriés dans la base de données BASOL, réalisée par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable. La carte de données BASIAS, accessible au public, répertorie les anciens sites industriels et activités de services potentiellement pollués. Il s'agit d'un inventaire historique régional, réalisé par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

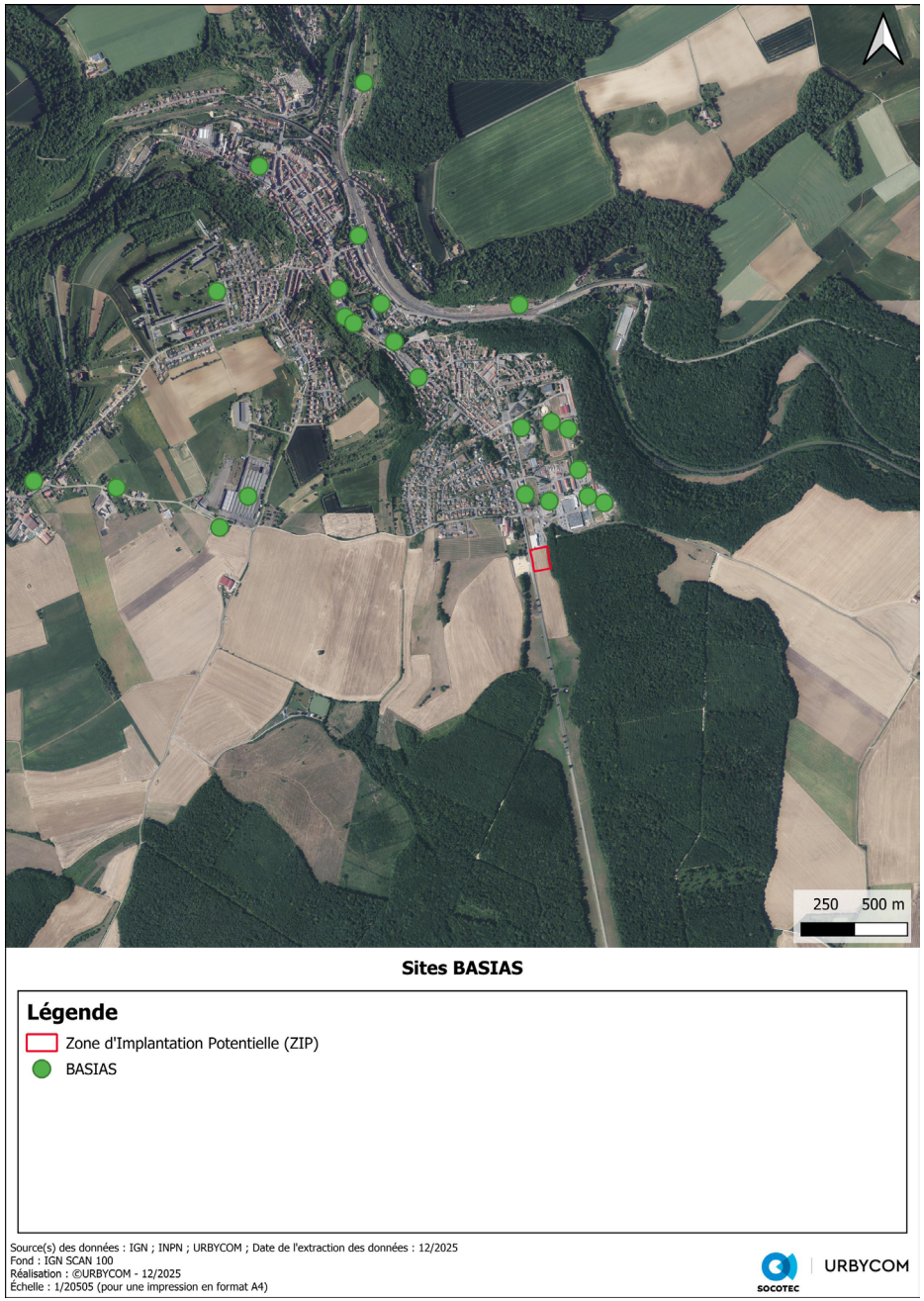
4.3.3.4.1 Sites BASIAS

BASIAS est l'acronyme de « Base de données des anciens sites industriels et activités de services ». C'est une base de données française diffusée publiquement depuis 1999. Elle rassemble les données issues des inventaires historiques régionaux (IHR) qui recensaient des sites ayant pu mettre en œuvre des substances polluantes pour les sols et les nappes en France. L'inscription d'un site dans Basias ne préjuge pas de la présence ou non d'une pollution des sols : les sites inscrits ne sont pas nécessairement pollués, mais les activités s'y étant déroulées ont pu donner lieu à la présence de polluants dans le sol et les eaux souterraines. L'acronyme BASIAS a été remplacé par l'acronyme CASIAS pour « Carte des anciens sites industriels et activités de services ». **59 sites BASIAS sont recensés à Longuyon. Parmi eux, 42 sont fermés, 17 sont indéterminés.**

N° Identifiant SSP	N° Identifiant BASIAS	Dernière raison sociale de l'entreprise	Nom usuel	Adresse	Etat d'occupation de l'établissement
SSP3910892	LOR5405272	Cie Générale des Eaux - Station de pompage	Station de pompage avec transformateur	route Pierrepont (de) (RN 403) 54260 LONGUYON	Indéterminé
SSP3910893	LOR5405273	Sté Coopérative Agricole de blé de la Vallée de la Chiers - SCAVC -	Silo, Dépôt d'engrais liquide	lieu dit Au chemin de Sorbey 54260 LONGUYON	Indéterminé
SSP3910873	LOR5405250	Kléber Environnement (SA)	Déchetterie	Zone d'activité Ardant du Picq 54260 LONGUYON	Indéterminé
SSP3910890	LOR5405270	Perceval Jean	Station-service, Dépôt de liquides inflammables	avenue Libération (de la) 54260 LONGUYON	Indéterminé
SSP3909403	LOR5403562	SNCF Région Est	Dépôt de liquides inflammables,	Gare de Longuyon 54260 LONGUYON	Indéterminé

N° Identifiant SSP	N° Identifiant BASIAS	Dernière raison sociale de l'entreprise	Nom usuel	Adresse	Etat d'occupation de l'établissement
			Transformateurs pyralène		
SSP3910888	LOR5405268	Sté Cise (SNC), (ex S.A.E.N.O.M.M.)	Station Dorlon avec transformateur	lieu dit Villancy 54260 LONGUYON	Indéterminé
SSP3908890	LOR5402969	DOITEAUX André	Station-service	route Sorbey (de) 54260 LONGUYON	Indéterminé
SSP3910886	LOR5405265	Garage Michez, (ex Garage Mme Veuve Schlick)	Garage - Station-service	rue Abattoir (de l') 54260 LONGUYON	Indéterminé
SSP3910877	LOR5405254	This Louis	Dépôt de gaz	29 rue Sète (de) 54260 LONGUYON	Indéterminé
SSP3910885	LOR5405263	Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, Collège Paul Verlaine	Collège avec transformateur	18 avenue Gaulle (du Général de) 54260 LONGUYON	Indéterminé
SSP3910874	LOR5405251	Nonnon Roger	Dégraissage de vêtements	25 rue Deauville (de) 54260 LONGUYON	Indéterminé
SSP3910884	LOR5405262	Commune - Stade Municipal	Stade avec dépôt de gaz		Indéterminé
SSP3908823	LOR5402888	Saillet Michel	Horticulteur-Pépiniériste avec stockage de gaz	5 rue de la IVe République 54260 LONGUYON	Indéterminé
SSP3909362	LOR5403517	Sté Lorraine de vernis et peintures (SLVP)	Dépôt de peintures	lieu dit "Les Allondières" 54260 LONGUYON	Indéterminé
SSP3909541	LOR5403711	Société Distribution Nationale Moderne - Sté Dinamo SA Europrix	Supermaché - Station Service	23 rue de Sète 54260 LONGUYON	Indéterminé
SSP3910878	LOR5405255	EDF-GDF - Poste HT/MT	Poste électrique	2 avenue O'Gormann 54260 LONGUYON	Indéterminé
SSP3910889	LOR5405269	Sté KAISER (SA), ex Sté Soveron (SA)	Entreprise de construction de véhicules Industriels, travail des métaux, chaudronnerie tôlerie	route Sorbey (de) 54260 LONGUYON	Indéterminé

Tableau 10 : Basisas non fermés et indéterminés sur la commune de Longuyon – Source : Géorisques



Carte 18 : Localisation des sites BASIAS

4.3.3.4.2 Sites BASOL

BASOL est une base constituée par le MTES, recensant les sites et sols pollués (potentiellement) nécessitant une intervention des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif.

Voici la définition d'un site pollué disponible sur le site de BASOL :

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement.

Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies.

La pollution présente un caractère concentré, à savoir des teneurs souvent élevées et sur une surface réduite (quelques dizaines d'hectares au maximum). Elle se différencie des pollutions diffuses, comme celles dues à certaines pratiques agricoles ou aux retombées de la pollution automobile près des grands axes routiers. Par l'origine industrielle de la pollution, la législation relative aux installations classées est la réglementation la plus souvent utilisée pour traiter les situations correspondantes.

Aucun site BASOL n'est recensé sur la commune de Longuyon.

4.3.3.4.3 Secteurs d'information sur les sols

L'article L.125-6 du code de l'Environnement prévoit que l'État élabore, au regard des informations dont il dispose, des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS). Ceux-ci comprennent les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, **notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement.**

Le décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols prévus par l'article L.125-6 du code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers précise les modalités d'application, notamment les modalités de création et de diffusion des SIS. L'arrêté du 19/12/2018 fixant les modalités de la certification prévue aux articles L. 556-1 et L. 556-2 du code de l'environnement et le modèle d'attestation mentionné à l'article R. 556-3 du code de l'environnement fixe la norme de référence pour la certification des bureaux d'études délivrant les attestations garantissant la prise en compte des mesures de gestion de la pollution dans la conception du projet de construction ou d'aménagement. Il définit également le contenu du modèle d'attestation.

Les dispositions juridiques détaillées ci-dessus permettent d'améliorer l'information du public sur les sites et sols pollués par la création de ces SIS, et notamment via leur mise en ligne sur le Géoportail du ministère en charge de l'environnement sur les risques naturels et technologique, et de garantir l'absence de risque sanitaire et environnemental par l'encadrement des constructions sur de tels sites. En effet, sur un terrain répertorié sur un SIS, le maître d'ouvrage fournit dans le dossier de demande de permis de construire ou d'aménager une attestation, réalisée par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent, garantissant la réalisation d'une étude des sols et de sa prise en compte dans la conception du projet de construction ou de lotissement (cf. L.556-2 du code de l'environnement).

Le principe général d'intégration d'un terrain dans le dispositif des SIS est "qu'en l'état des connaissances à disposition de l'administration, l'état des sols apparait comme dégradés par la présence de déchets ou de substances polluantes" (rapport BRGM RP-64025-FR). Ne peuvent être considérés comme SIS que les terrains où une pollution des sols est avérée par un ou plusieurs diagnostics.

La commune de Longuyon n'est concernée par aucun Secteurs d'Information sur les Sols (SIS).

4.3.3.5 Canalisations de matières dangereuses

Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales de sites de stockage ou de chargement.

Une canalisation de matières dangereuses de type gaz naturel au sud de la zone d'étude. Le projet n'empiète pas sur la servitude de cette canalisation.

Risques technologiques

Aucun site Basias, Basol ou SIS n'est recensé sur la zone d'étude

Aucun site SEVESO à proximité de la zone d'étude

Aucun PPRT sur la commune

Présence d'une canalisation de transports de gaz naturel limitrophe du site

Enjeu faible



Carte 19 : Canalisation de transport de gaz naturel

4.3.4 Bruit

Les plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) sont des documents réglementaires imposés par l'Union européenne. Les PPBE doivent être actualisés tous les cinq ans.

Le préfet, par arrêté, procède au classement sonore des infrastructures, après avoir pris l'avis des communes concernées.

Les infrastructures concernées sont :

- Les routes et rues écoulant plus de 5000 véhicules par jour ;
- Les voies de chemin de fer interurbaines de plus de 50 trains par jour ; les voies de chemin de fer urbaines de plus de 100 trains par jour ;
- Les voies de transports en commun en site propre de plus de 100 autobus ou rames par jour ;
- Les infrastructures en projet sont également concernées (dès publication de l'acte d'ouverture d'enquête publique ou inscription en emplacement réservé dans le PLUi ou institution d'un projet d'intérêt général).

Le classement a pour effet de définir des secteurs affectés par le bruit et d'y affecter des normes d'isolement acoustique de façade à toute construction érigée.



Le classement aboutit à la détermination du secteur de part et d'autre de la voir, où une isolation acoustique renforcée des bâtiments est nécessaire.

Les secteurs affectés par le bruit par catégorie sont les suivants :

	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Catégorie 4	Catégorie 5
Largeur affectée par le bruit	300 m	250 m	100 m	30 m	10 m

NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE LAeq (6 heures-22 heures) en dB(A)	NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE LAeq (22 heures-6 heures) en dB(A)	CATÉGORIE de l'infrastructure	LARGEUR MAXIMALE DES SECTEURS affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1)
L > 81	L > 76	1	d = 300 m
76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	2	d = 250 m
70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	3	d = 100 m
65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	4	d = 30 m
60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	5	d = 10 m
(1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2, comptée de part et d'autre de l'infrastructure.			

La Métropole de Lille a élaboré les Cartes Stratégiques de Bruit (CSB) et le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE).

<u>Les cartes stratégiques du bruit :</u>

Elles permettent d'obtenir une vision globale de la situation sonore sur l'ensemble du territoire, avec pour objectifs principaux d'informer et sensibiliser la population sur les niveaux d'exposition, d'inciter à la mise en place de politiques de prévention ou de réduction du bruit et de préserver des zones de calme.

Ces cartes aident ainsi les collectivités à améliorer le cadre de vie des habitants.

Les cartes du bruit ont une visée informative avant tout. Obtenues par le calcul (modèles numériques), les cartes de bruit sont basées sur :

- Les données de trafics (débit, vitesse, répartition Véhicules Légers / Poids Lourds, type de matériel roulant, …),
- Les données relatives au bruit déclarées par les ICPE-A,
- La topographie,
- La nature des revêtements de sol,
- La nature des voies,
- L'implantation du bâti résidentiel, du bâti non résidentiel, des établissements sensibles…

La mise à jour des cartes est réalisée tous les 5 ans.

La commune de Longuyon est concernée par une voie bruyante de type route et par une voie bruyante de type voie ferrée.

Le site d'étude est concerné par la zone d'effet d'une voie bruyante.

Bruit

Le projet est concerné par la zone d'effet d'une voie bruyante.

Enjeu modéré

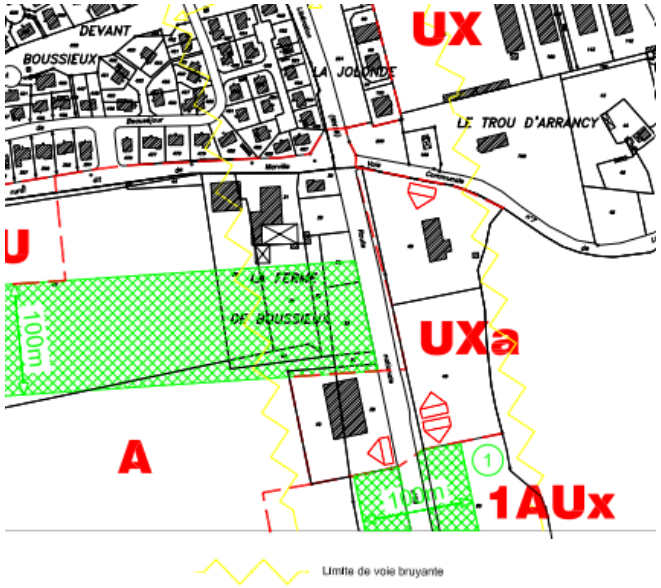


Figure 39 : Voies bruyantes infrastructures routières

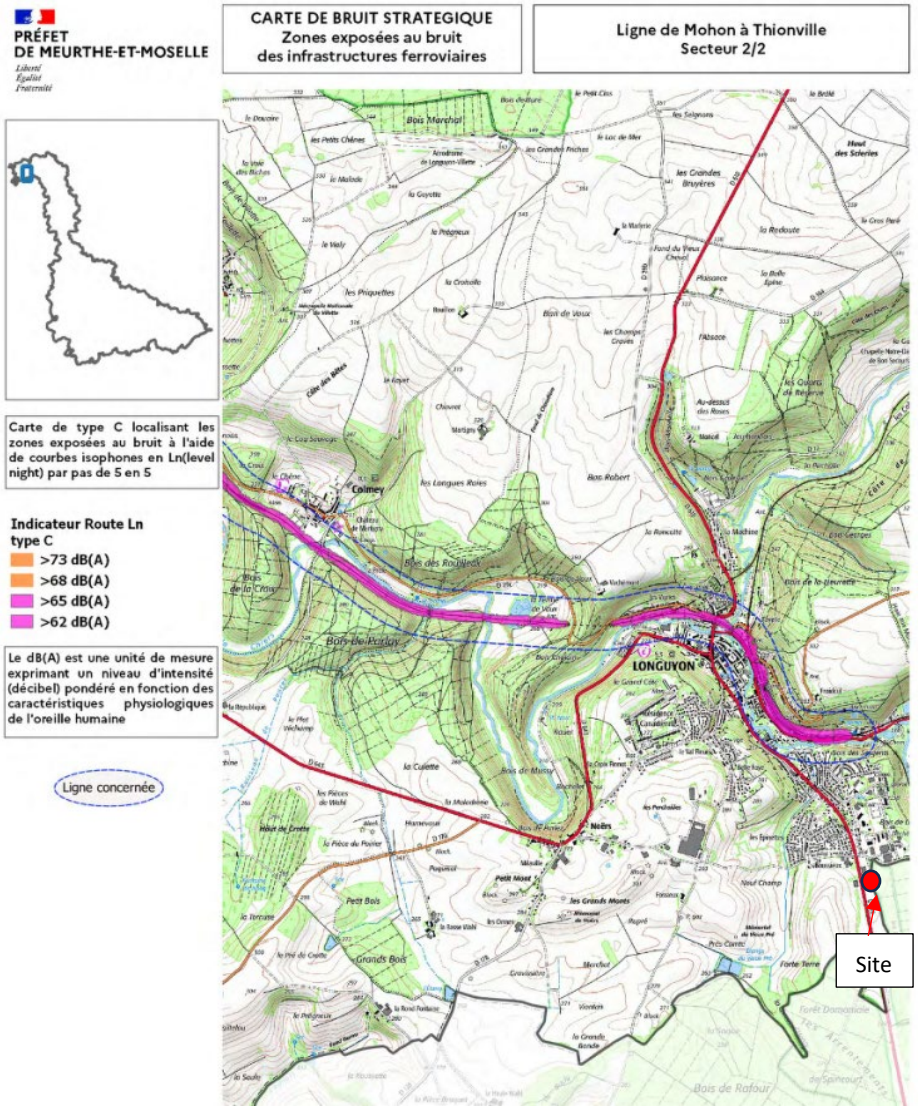


Figure 40 : Voies bruyantes infrastructures ferroviaires

4.3.5 Servitudes

La zone d'étude n'est concernée par aucune servitude inscrite au PLU.

Servitude d'Utilité Publique

Le site d'étude n'est concerné par aucune servitude

Enjeu très faible

Concernant les servitudes, le projet est concerné par plusieurs servitudes AC1 – protection de monuments historiques et la ZPPAUP.

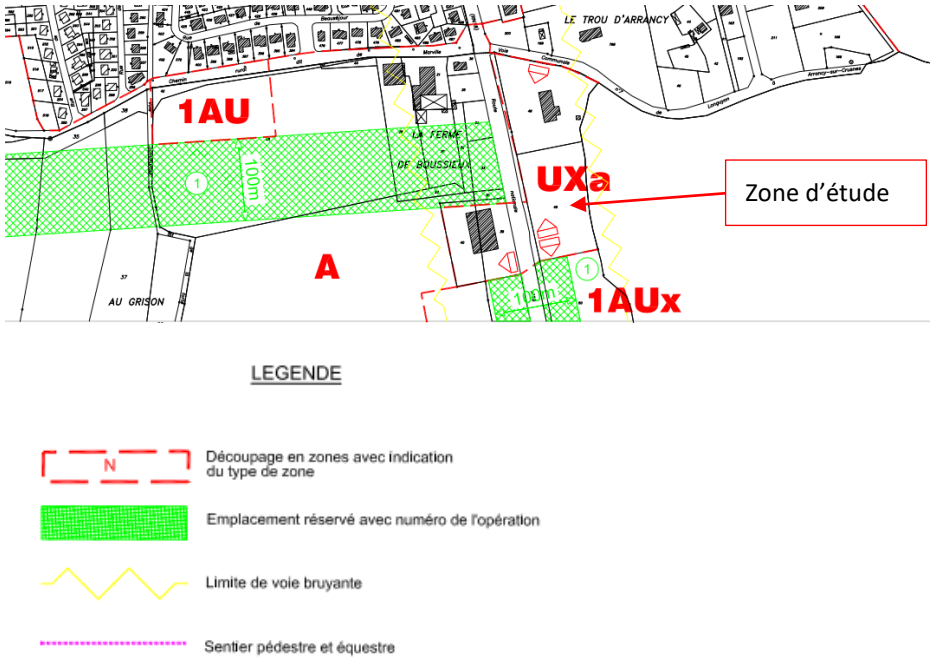


Figure 41 : Zonage des servitudes– Source : PLU Longuyon

4.3.6 Assainissement

4.3.6.1 Eaux usées

La commune de Longuyon est dotée d'un dispositif d'assainissement collectif (collecte et épuration), le raccordement aux réseaux de collecte est obligatoire.

4.3.6.2 Eaux pluviales

Lorsque le réseau existe, les aménagements réalisés sur tout terrain doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectant ces eaux. En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété) doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain dans les limites de la réglementation correspondante.

4.3.7 Eau potable

Toute construction qui requiert l'alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau collectif de distribution d'eau potable.

4.3.7.1 Gestion des déchets

Le ramassage des déchets est géré par la Communauté de Communes Terre Lorraine du Longuyonnais (CC T2L).

La commune possède sa propre déchèterie, située rue Ardant du Picq à Longuyon.

4.3.8 Transport et déplacement

4.3.8.1 Accessibilité et positionnement

La zone d'étude se trouve à l'entrée de la commune, en limite sud, le long de l'avenue de la libération qui est l'axe routier principal de Longuyon.

La gare de Longuyon se trouve à 2 km au nord du site.

L'arrêt de bus le plus proche est celui du collège Paul Verlaine à 900 m de la zone d'étude.

Transport et déplacement

Proximité avec le réseau viaire

Site d'étude bien desservi

Trafic routier fluide aux abords du projet

Absence de trottoirs le long de l'avenue de la libération

Enjeu modéré

4.4 Patrimoine et paysage

4.4.1 Contexte paysager élargi

La zone d'étude se situe au nord du département de la Meurthe et Moselle et plus particulièrement au sein de l'unité paysagère du Pays-Haut. Elle subit l'influence de la Plaine de la Woëvre parcourant le département de la Meuse à l'ouest et subit l'influence des Côtes de Moselle à l'est. La Meurthe et Moselle présente une grande diversité de paysages qui sont regroupés au sein de quatre grandes familles : les plateaux (dans lequel s'inscrit notre zone d'étude), les zones urbaines, les vallées et la montagne. Les limites des différentes unités paysagères du territoire sont parfois franches comme à la limite d'une côte ou sont parfois représentées par une évolution progressive des caractéristiques du paysage.

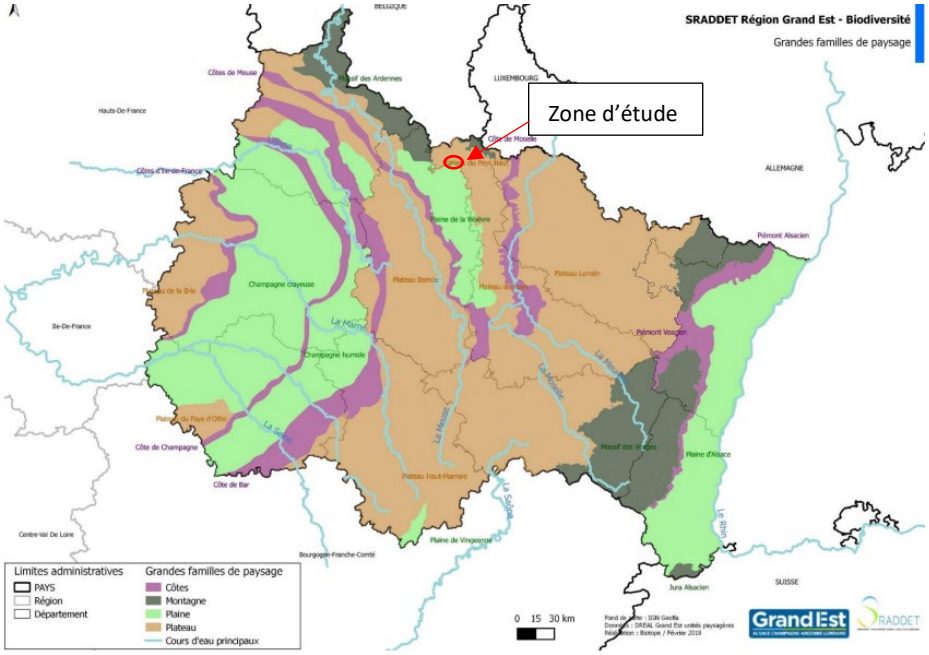


Figure 42 : Grandes familles de paysages– Source : SRADDET

4.4.2 Paysage autour du site

Les photographies su site de projet montre que le site se trouve en entrée de ville. Les parcelles voisines sont occupées par des surfaces de vente : Aldi et Lidl ; et des parcelles agricoles.







Figure 43 : Photographies du site de projet Avenue de la Libération – source : Google map

4.4.3 Patrimoine

4.4.3.1 Monuments historiques

La loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords de monuments historiques. Ce dispositif est codifié dans le code du patrimoine (articles L.621-30 à L.621-32 et R.621-92 à R.621-96-17). À défaut de périmètre délimité, la protection au titre des abords **s'applique aux immeubles situés dans le champ de visibilité d'un monument historique à moins de 500 mètres de celui-ci**. Ces périmètres ont vocation à être transformés en périmètres délimités des abords.

Aucun monument historique présent sur ou à proximité de la zone d'étude.

4.4.3.2 Sites inscrits et sites classés

La Loi du 2 Mai 1930 codifiée par les articles L. 341-1 à 22 du code de l'environnement permet de préserver des sites, paysages et monuments naturels dès lors qu'ils représentent un intérêt du point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. Les sites sont inscrits ou classés par arrêtés et décrets. Sur environ 2500 sites classés au titre de la loi du 2 mai 1930 de protection des sites et des paysages, une centaine sont emblématiques et peuvent potentiellement être des Grands Sites de France.

La commune compte :

- un monument historique inscrit : le haut fourneau à 9 km au nord du site d'étude ;
- un monument historique classé : l'église Sainte-Agathe à 2,7 km au nord du site d'étude

Aucun monument historique présent sur ou à proximité de la zone d'étude.

4.4.3.3 Biens inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO

La France compte 43 biens inscrits au patrimoine mondial : 39 biens culturels, 3 biens naturels et un bien mixte. L'inscription d'un bien sur la Liste du patrimoine mondial et les obligations qui lui sont attachées découlent d'une convention internationale de l'UNESCO, la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972, ratifiée par la France en 1975. Cette convention ne porte que sur des éléments bâtis par l'homme ou constituant naturellement un paysage. Elle est donc distincte de la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003.

La commune de Longuyon n'est pas concernée par un bien inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco.

4.4.3.4 Sites patrimoniaux remarquables

Selon l'article L631-1 du code du Patrimoine, sont classés au titre des sites patrimoniaux remarquables les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public. Peuvent être classés, au même titre, les espaces ruraux et les paysages qui forment avec ces villes, villages ou quartiers un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à leur conservation ou à leur mise en valeur.

Le classement au titre des sites patrimoniaux remarquables au caractère de servitude d'utilité publique affecte l'utilisation des sols dans un but de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel. Les sites patrimoniaux remarquables se substituent aux anciens dispositifs de protection : secteurs sauvegardés, zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) et aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP). Plus de 800 sites patrimoniaux remarquables ont été créés dès le 8 juillet 2016.

Aucune ZPPAUP n'est présente sur la commune de Longuyon.

4.4.4 Archéologie préventive

L'archéologie préventive a pour vocation de préserver et d'étudier les éléments significatifs du patrimoine archéologique menacés par les travaux d'aménagement. Elle peut impliquer la mise en œuvre de diagnostics archéologiques, de fouilles et dans certains cas, des mesures de sauvegarde.

Créés par la loi du 1er août 2003 relative à l'archéologie préventive, les zones de présomption de prescription archéologique (ZPPA) se substituent aux zones de saisine instituées par la loi de 2001 qui elles-mêmes succédaient aux périmètres de protection archéologique pris dans le cadre du décret 86-192.

Les zones de présomption de prescription archéologique (ZPPA) sont des zones dans lesquelles les travaux d'aménagement soumis à autorisation d'urbanisme (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir) et les zones d'aménagement concertées (ZAC) de moins de trois hectares peuvent faire l'objet de prescriptions d'archéologie préventive. Hors des ZPPA, la liste des dossiers d'aménagement qui peuvent faire l'objet de prescriptions d'archéologie préventive est définie par le code du patrimoine. Ces dossiers sont transmis à la DRAC pour instruction au titre de l'archéologie préventive.

Les ZPPA ne sont pas une servitude d'urbanisme mais elles figurent dans le porter à connaissance réalisé par les services de l'État pour la conception des documents de planification du territoire (PLU, SCOT).

Le site d'étude n'est pas concerné par une étude archéologique préventive.

Patrimoine et paysage

Projet non concerné par une servitude

Projet non concerné par la proximité d'un monument historique, un site classé ou inscrit

Aucun bien inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO au sein de la commune

Enjeu faible

5 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET AUTRES DOCUMENTS REGLEMENTAIRES

5.1 SCOT

Le Schéma de Cohérence Territoriale pose le cadre d'une réflexion à caractère stratégique et prospectif, intégrateur des normes supérieures, qu'il doit prendre en compte, principalement le SRADDET, les SDAGE, les SAGE et les plans de gestion des risques d'inondation. Il doit permettre d'identifier les possibilités de développement et d'accueil des projets sur votre territoire en respectant les objectifs fixés aux articles L101-1 et 2 du code de l'urbanisme. Le SCoT est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'organisation de l'espace et d'urbanisme, d'habitat, de mobilités, d'aménagement commercial et d'environnement.

Il se doit de respecter les principes du développement durable :

- Principe d'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement maîtrisé, et la préservation des espaces naturels et des paysages ;
- Principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale ;
- Principe de respect de l'environnement.

Il permet d'établir un projet de territoire qui anticipe les conséquences du dérèglement climatique et les transitions écologique, énergétique, démographique et numérique.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) nord meurthe-et-mosellan a été approuvé par délibération du comité syndical du syndicat mixte le 11 juin 2015. Il est opposable depuis septembre 2015.

Le territoire du SCoT est situé au nord du département de la Meurthe-et-Moselle, en position frontalière avec la Belgique et le Luxembourg et limitrophe avec les départements de la Meuse à l'ouest et la Moselle à l'est.

A son approbation, le périmètre du SCoT était constitué de 116 communes réparties en 2 Pays, 7 communautés de communes et une commune isolée. D'une superficie totale de plus de 1 000 km², ce territoire comptait plus de 150 000 habitants, 63 000 ménages, 60 000 actifs occupés et 38 500 emplois.

Le territoire du SCoT a évolué avec la fusion de certaines intercommunalités, la transformation d'une communauté de communes en communauté d'agglomération et la création d'une commune nouvelle.

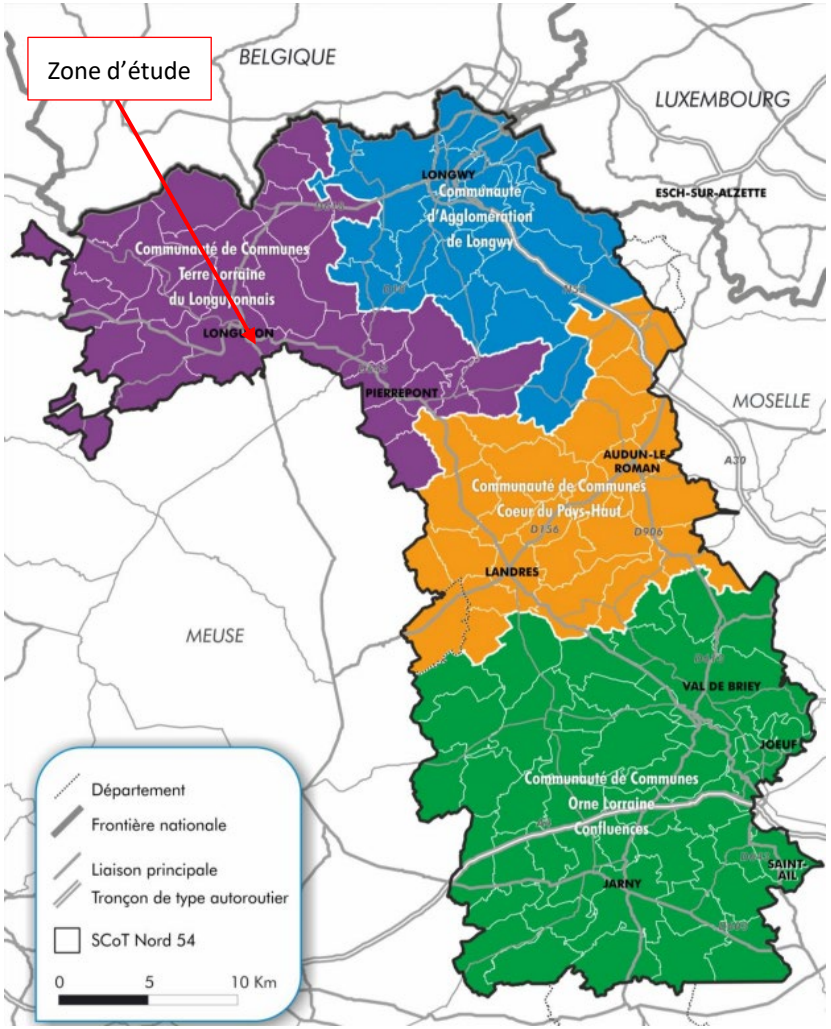


Figure 44 : Périmètre du SCOT – Source : SCOT nord Meurthe-et-Mosellan

5.2 Plan Local d'Urbanisme

La commune de Longuyon dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2005.

La zone d'étude se trouve en zone UXa, il s'agit d'une zone réservée aux activités industrielles, artisanales et commerciales.

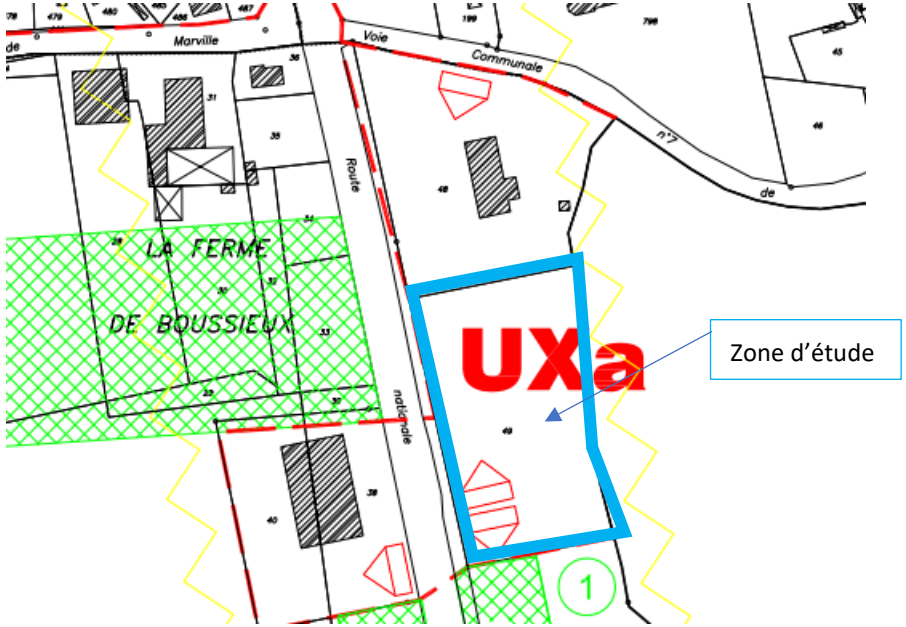


Figure 45 : Zonage du PLU

Le règlement du zonage UX est repris ci-après :

CHAPITRE II - REGLEMENT APPLICABLE A LA ZONE UX

Il s'agit d'une zone réservée aux activités industrielles, artisanales et commerciales.

Un secteur UXa est noté en bordure de la RN18.

SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

I - SONT SOUMIS A AUTORISATION EN RAISON DE L'EXISTENCE DU PLU.

- les clôtures sauf celles nécessaires à l'activité agricole ou forestière (article L.441.1 et suivants du code de l'urbanisme)
- les installations et travaux divers (article R.442.1 et suivants du code de l'urbanisme)

II - PERMIS DE DEMOLIR

Néant

III - ZONE DE BRUIT

Application de l'arrêté préfectoral du 31 août 1998
Application de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 1998

voir arrêté joint en annexe

ARTICLE 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1. Les constructions à usage :
- agricole
- les abris de pêche, de chasse

2. Les installations classées
- les carrières

3. Camping et stationnement de caravanes
- les caravanes isolées
- les terrains aménagés de camping et caravanage
- les terrains destinés uniquement à la réception des caravanes

4. Constructions de loisirs
- les habitations légères de loisirs
- les parcs résidentiels de loisirs

5. Les installations et travaux divers suivants :
- les parcs d'attraction
- les dépôts de véhicules (véhicules neufs ou usagés) susceptibles de contenir au moins dix unités

ARTICLE 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Les constructions à usage d'habitation exclusivement destinée au logement des personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la direction, la surveillance, la sécurité ou l'entretien des établissements (et services généraux de la zone)

Ces constructions seront autorisées uniquement si elles sont édifiées simultanément ou postérieurement aux bâtiments abritant les activités.

Les transformations, extensions et adaptations des constructions existantes

SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE 3 - ACCES ET VOIRIE

- ACCES

Toute occupation et utilisation du sol nécessitant un accès sont interdites sur les terrains non desservis par une voie publique, une voie privée dans les conditions répondant à l'importance et à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficiles la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Les accès des riverains sur la RN18 sont subordonnés à la réalisation d'aménagements particuliers tenant compte de l'intensité du trafic et de la sécurité de la circulation.

Pour le secteur UXa, les accès des riverains sur la RN18 sont interdits sur les côtés gauche et droit en sortant de l'agglomération. Du côté droit, l'accès existant sera conservé. Afin de permettre la desserte du côté gauche, une voie de desserte parallèle à la RN18 sera aménagée avec un accès rue d'Arrancy sur CRUSNES.

- VOIRIE

Les voies nouvelles ouvertes à la circulation automobile doivent avoir au moins 10 m d'emprise.

Les voies automobiles en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre aux véhicules privés et aux véhicules des services publics (lutte contre l'incendie, enlèvement des ordures ménagères) de faire aisément demi-tour.

- PROTECTION DES SENTIERS ET DES CHEMINS

En application de l'article L 123.1.6° du code de l'urbanisme, une mesure de protection des sentiers et chemins est mise en oeuvre afin de conserver ces tracés et de maintenir la découverte des sites et des paysages.

ARTICLE 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

- EAU POTABLE

Toute construction ou installation qui requiert l'alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau collectif de distribution d'eau potable.

- ASSAINISSEMENT

Eaux usées

La commune étant dotée d'un dispositif d'assainissement collectif (collecte et épuration), le raccordement aux réseaux de collecte est obligatoire.

Eaux pluviales

Lorsque le réseau existe, les aménagements réalisés sur tout terrain doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectant ces eaux. En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété) doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain dans les limites de la réglementation correspondante.

Eaux résiduaires industrielles

Sans préjudice de la réglementation applicable aux installations classées, l'évacuation des eaux résiduaires industrielles est soumise aux prescriptions de qualité définies par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Pas de prescription.

ARTICLE 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.1. Les constructions devront être édifiées en recul ou en limite des plans d'alignement approuvé

6.2. Les constructions devront être édifiées en recul de l'alignement des voies automobiles avec un minimum de 5 mètres.

Pour le secteur UXa, les constructions devront être édifiées en recul de l'axe de la RN18 avec un minimum de 21 mètres.

6.3. En cas de transformation, d'extension sur une construction existante et ne respectant pas les règles précédentes, l'implantation peut se faire dans la continuité de la construction pour assurer un raccordement correct et ne doit pas aggraver la situation existante.

6.4. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.1. Les constructions devront être édifiées en limite ou en recul des limites séparatives de l'unité foncière.

7.2. Toute construction en recul par rapport à une limite séparative doit être en tout point à une distance de cette limite au moins égale à 5 mètres. Lorsqu'une unité foncière est limitrophe d'une zone urbaine ou à urbaniser, le recul de 5 mètres minimum est obligatoire.

7.3. Les constructions devront être édifiées en recul de 30 m des forêts soumises au régime forestier.

7.4. En cas de transformation, d'extension sur une construction existante et ne respectant pas les règles précédentes, l'implantation peut se faire dans la continuité de la construction pour assurer un raccordement correct et ne doit pas aggraver la situation existante.

7.5. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME UNITE FONCIERE

Les bâtiments doivent être implantés de telle manière que les baies éclairant les pièces principales ne soient masquées par aucune partie d'immeuble qui, à l'appui de ces baies, serait vue sous un angle de plus de 45° au-dessus du plan horizontal.

ARTICLE 9 - EMPRISE AU SOL

L'emprise au sol des constructions de toute nature ne doit pas excéder 50% de la superficie de l'unité foncière.

Pour le secteur UXa, l'emprise au sol des constructions de toute nature ne doit pas excéder 40% de la superficie de l'unité foncière.

ARTICLE 10 - HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

10.1. La hauteur des constructions ne devra pas excéder 10 mètres à la faîtière toutes superstructures comprises à l'exclusion des ouvrages indispensables de faible emprise (souches de cheminée, local technique, ...).

Cette hauteur sera prise au point le plus haut du terrain naturel au droit du polygone d'implantation.

10.2. En cas de transformation d'extensions sur une construction existante et ne respectant pas les règles précédentes, la hauteur pourra être supérieure à celle autorisée dans la limite de la hauteur préexistante.

10.3. Ces règles ne s'appliquent pas pour les édifices d'intérêt général monumentaux tels que les églises, clochers, réservoirs ainsi que les équipements collectifs lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent.

ARTICLE 11 - ASPECT EXTERIEUR

Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les imitations de matériaux (faux moellons, fausses briques, faux bois, ...) ainsi que l'emploi à nu en parement extérieur de matériaux destinés à être recouverts tels que carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérés sont interdits.

Les dépendances et les extensions devront être traitées en harmonie avec les constructions existantes.

Les constructions à caractère provisoire sont interdites.

Pour le secteur UXa :

- l'éclairage des enseignes et des façades en bordure de la RN18 se fera par des projecteurs situés entre la route et les façades des constructions,
- les enseignes seront intégrées aux façades des constructions dans dépasser l'acrotère,
- les aires de stockage sont interdites dans la marge de reculement de la RN18,
- la marge de reculement par rapport à la RN18 devra avoir un traitement végétal uniforme (type pelouse).

ARTICLE 12 - STATIONNEMENT

12.1. Pour les bâtiments à caractère industriel, artisanal ou commercial, sur chaque parcelle, des surfaces suffisantes doivent être réservées :

- pour l'évolution, le chargement, le déchargement et le stationnement de la totalité des véhicules de livraison et de service,
- pour le stationnement des véhicules du personnel et des visiteurs.

12.2. Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques sur des emplacements aménagés.

Pour le secteur UXa, les aires de stationnement sont interdites dans la marge de reculement par rapport à la RN18.

ARTICLE 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS, ESPACES BOISES CLASSES

13.1. Les surfaces libres de toutes constructions doivent être aménagées et convenablement entretenues. Une superficie minimum de 10 % du terrain doit être aménagée en espaces verts. Les surfaces occupées par des parcs de matériaux, des stocks ou des dépôts de plein air, ainsi que celles réservées aux circulations internes et au stationnement des véhicules, ne sont pas considérées comme espaces verts. Cette superficie est portée à 20% dans le secteur UXa.

13.2. Les marges de recul par rapport aux voies et aux limites séparatives devront comporter des espaces verts.

13.3. Des écrans boisés seront aménagés autour des parkings de plus de 1 000 m^2. Lorsque la surface excédera 2 000 m^2, ils seront divisés par des rangées d'arbres ou de haies vives. Les nouvelles plantations seront d'essences locales variées.

SECTION III - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (C.O.S.)

Pas de prescription.

Le projet d'aménagement respecte l'ensemble des prescriptions relatives à la zone UXa.

5.3 SDAGE Rhin-Meuse

Le comité de bassin Rhin-Meuse a adopté le 18 mars 2022 son Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

Le SDAGE fixe pour six ans les orientations de la politique de l'eau afin d'atteindre le bon état de chaque masse d'eau. La date limite pour cet objectif avait été initialement fixée par la directive-cadre sur l'eau (DCE) en 2015, avec toutefois des possibilités de report jusqu'en 2027 ou de dérogations. « Les orientations fondamentales ont été actualisées en tenant compte de deux marqueurs forts : le changement climatique et la gestion quantitative. En effet, la multiplication des alertes liées au changement climatique sont aujourd'hui visibles sur le bassin Rhin-Meuse, note dans un communiqué de presse le comité de bassin. Par exemple, en septembre 2019, les débits les plus bas jamais observés pour la Moselle, à Uckange (57), illustrent très nettement l'impact du phénomène sur les disponibilités quantitatives des ressources en eau. Les conséquences en découlant sont multiples : moindre dilution, fragilisation du fonctionnement des cours d'eau, remise en cause d'activités consommatrices d'eau ».

L'ensemble des milieux aquatiques, superficiels (rivières, lacs, eaux de transition (estuaires) et eaux côtières) et souterrains est concerné. Chacun de ces milieux est subdivisé en « masses d'eau cohérentes sur le plan de leurs caractéristiques naturelles et socio-économiques ». La masse d'eau correspond à un volume d'eau sur lequel les objectifs de qualité et de quantité doivent être atteints. C'est l'unité de base pour l'élaboration du SDAGE et du programme de mesures.

Les objectifs sont définis à l'article L.212-1 du code de l'environnement et correspondent à :

- un bon état écologique et chimique, pour les eaux de surface, à l'exception des masses d'eau artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines ;
- un bon potentiel écologique et à un bon état chimique pour les masses d'eau de surface artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines ;
- un bon état chimique et à un équilibre entre les prélèvements et la capacité de renouvellement pour les masses d'eau souterraine ;
- la prévention de la détérioration de la qualité des eaux ;
- des exigences particulières pour les zones protégées (baignade, conchyliculture et alimentation en eau potable), afin de réduire le traitement nécessaire à la production d'eau destinée à la consommation humaine ;
- la réduction des émissions de substances prioritaires et la suppression des émissions de substances dangereuses prioritaires (R212-9 CE) ;
- l'inversion des tendances à la dégradation de l'état des eaux souterraines (R212-21-1 CE) ;
- La prévention et de limitation de l'introduction de polluants dans les eaux souterraines.

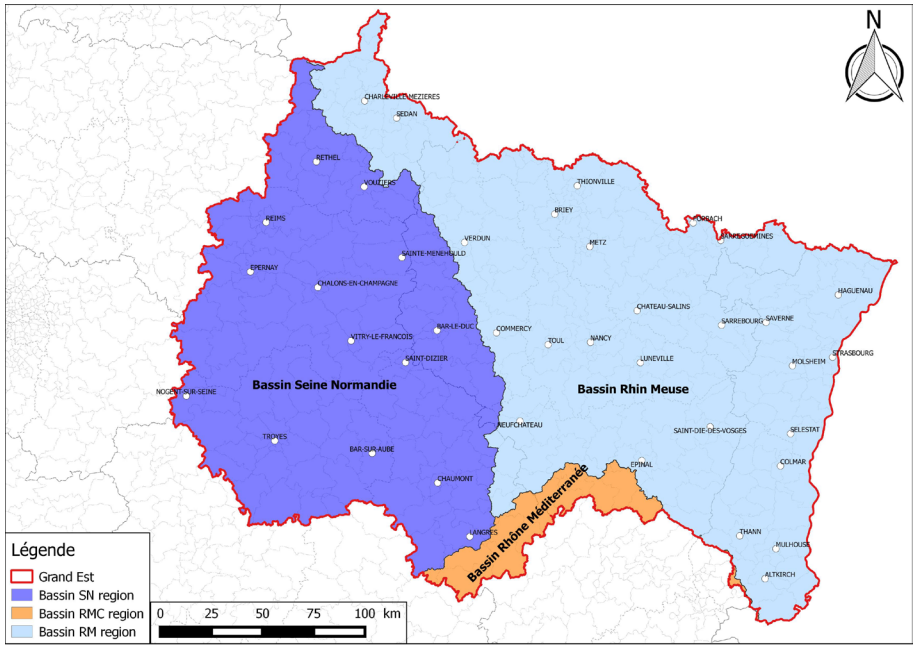


Figure 46 : Périmètre du SDAGE

Tableau 11 : tableau de compatibilité avec le SDAGE Rhin-Meuse

SDAGE Rhin Meuse 2022-2027	Intitulé	Rapport au projet Aménagement de surfaces commerciales pour les enseignes Action et McDonald's à Longuyon	Compatibilité avec le SDAGE
Enjeu 1 : Améliorer la qualité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine et à la baignade			
Orientation T1-O1	**Assurer à la population, de façon continue, la distribution d'une eau potable de qualité.**		
T1-O1.1	**Prendre, en amont des captages d'eau destinée à la consommation humaine, des mesures préventives permettant de limiter et de réduire significativement les traitements ainsi que les substitutions de ressources.**		-
T1 - O1.1 - D1 à T1 - O1.1 - D10		Non concerné. La zone de projet n'est pas concernée par un périmètre de captage d'eau potable.	-
Orientation T1 - O1.2	**Sécuriser les installations de production et de distribution d'eau potable.**		
T1 - O1.2 - D1 à T1 - O1.2 - D8		Non concerné	-
Orientation T1 - O1.3	**Informer les consommateurs sur les enjeux sanitaires liés à l'eau.**		
T1 - O1.3 - D2	Les services et établissements publics de l'État et l'Agence de l'eau identifieront les collectivités susceptibles d'être confrontées à des situations de crise pour leur ressource en eau de surface et définiront, si possible, des procédures appropriées pour faire face à ces situations. Cela peut notamment passer par un Plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE)	Non concerné	-
T1 - 01.3 - D3	Continuer à informer pleinement les usagers pour maintenir leur confiance en la qualité de l'eau distribuée.		
T1 - 01.3 - D4	Dans un contexte de changement climatique, sensibiliser les usagers à l'intérêt du recours aux ressources alternatives, pour certains usages, en valorisant les pratiques vertueuses et en précisant le cadre sanitaire adapté.	Le pétitionnaire sensibilisera les acquéreur de lots à utiliser des des procédés permettant de réduire ses consommations en eau potable (sensibilisation du personnels, équipements performant limitant les consommations, citerne de récupération)	Compatible
T1 - 01.3 - D5	Sensibiliser les exploitants des réseaux publics à la prise en compte des recours aux ressources alternatives par les usagers pouvant impacter leurs installations.	Non concerné	-
Orientation T1 - O2	**Favoriser la baignade en toute sécurité sanitaire, notamment en fiabilisant prioritairement les sites de baignade aménagés et en encourageant leur fréquentation.**		
T1 - O2 - D1 à T1 - O2 – D4		Non concerné	-
Enjeu 2 : Garantir la bonne qualité de toutes les eaux, tant superficielles que souterraines			
Orientation 2.1.	**Garantir la bonne qualité de toutes les eaux, tant superficielles que souterraines**		
Orientation T2 - O1	Réduire les pollutions responsables de la non-atteinte du bon état des eaux.		
Orientation T2 - O1.1	Poursuivre les efforts de réduction des pollutions d'origines industrielle, domestique ou encore issues du ruissellement pluvial pour atteindre au moins les objectifs de qualité des eaux fixés par le SDAGE		
T2 - O1.1 - D1	Toute opération soumise à autorisation environnementale au titre des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et toute opération soumise à autorisation environnementale ou déclaration au titre de la Loi sur l'eau (Installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) (opération nouvelle ou modification notable d'une installation existante) susceptible d'impacter l'état d'une masse d'eau doit être compatible avec les objectifs fixés dans le tome 2 (concernant les objectifs environnementaux) du SDAGE au regard de l'ensemble des éléments de	Le projet met en œuvre des mesures conformes aux exigences du SDAGE :	Compatible

SDAGE Rhin Meuse 2022-2027	Intitulé	Rapport au projet Aménagement de surfaces commerciales pour les enseignes Action et McDonald's à Longuyon	Compatibilité avec le SDAGE
	qualité définissant le bon état des masses d'eau au sens de la DCE et de ses annexes et tels que précisés, le cas échéant, dans les textes de transposition de cette directive et notamment les éléments de qualité biologique.	Gestion quantitative : Rétention des eaux pluviales dimensionnée pour un événement centennal (100 ans) avant infiltration totale in situ Gestion qualitative : Traitement en deux étapes (décantation puis filtration par système Adopta et géotextile anti-contaminant) garantissant l'abattement des pollutions avant infiltration Zéro rejet vers le milieu hydraulique superficiel Absence de captage : Le site n'est concerné par aucun périmètre de protection de captage (AAC) ni zone à enjeu eau potable identifiée par le SDAGE Assainissement séparatif : Réseau EU raccordé au réseau public avec accord du gestionnaire ; réseau EP avec traitement avant infiltration Dispositifs spécifiques McDonald's : Bac à récupération d'huile et séparateur débourbeur-déshuileur".	
T2 - O1.1 - D2	Tout dossier de demande relative à une opération soumise à autorisation environnementale au titre des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE*) et toute opération soumise à autorisation environnementale ou déclaration au titre de la Loi sur l'eau (Installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA*)) (opération nouvelle ou modification notable d'une installation existante) susceptible d'impacter l'état d'une masse d'eau en dérogation à l'objectif de bon état pour cause de pollution de l'eau examinera les solutions alternatives au rejet direct dans le cours d'eau notamment en période d'étiage. L'étude de la solution, proportionnée aux enjeux, se fondera sur l'état des connaissances du milieu et les meilleures techniques disponibles.		
T2 - O1.1 - D3	Les rejets de pollution dans les milieux stagnants (milieux à faible renouvellement de l'eau) doivent être limités. Toute opération soumise à autorisation environnementale au titre des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et toute opération soumise à autorisation environnementale ou déclaration au titre de la Loi sur l'eau (Installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) susceptible de relever de ce contexte doit clairement démontrer sa prise en compte pour la vérification de l'acceptabilité des rejets. En particulier, la demande doit démontrer l'absence de solution alternative en se fondant sur l'état des connaissances du milieu et les meilleures techniques disponibles		
T2 - O1.1 - D4	Toute opération de construction ou d'aménagement, publique ou privée, y compris celles soumises à autorisation environnementale, enregistrement, déclaration au titre des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ou au titre de la Loi sur l'eau (Installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA), présente les solutions visant à réduire les risques de pollutions liées au ruissellement des eaux de pluie, en tenant compte des effets potentiels du changement climatique.		
Orientation T2 - O1.2	**Limiter les dégradations des masses d'eau par les pollutions intermittentes et accidentelles**		
T2 - 01.2 - D3	Toute opération de construction ou d'aménagement, publique ou privée, y compris celles soumise à autorisation environnementale, enregistrement, déclaration au titre des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ou au titre de la Loi sur l'eau (Installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA), doit prévoir des solutions pour limiter les conséquences des phénomènes climatiques exceptionnels sur les milieux aquatiques. Il en va de même en ce qui concerne les phénomènes accidentels (dispositifs de confinement et de stockage des fuites de produits polluants et des eaux d'extinction d'incendie, protection des forages, etc.). Ces décisions doivent être proportionnées pour tenir également compte de l'intérêt d'infiltrer au maximum les pluies courantes (exclusion des parkings ne présentant pas de risque par exemple).	Le projet prévoit une gestion quantitative (pluie contraignante d'occurrence 100 ans) et qualitative (traitement optimal des eaux pluviales avant infiltration in situ en sol superficiel, zéro rejet vers le milieu hydraulique superficiel) permettant la recharge des nappes souterraines et en privilégiant des solutions fondées sur la nature Avant infiltration, toutes les eaux pluviales collectées seront traitées par décantation et filtration avant infiltration en sol superficiel. Aussi, des mesures aussi bien en phase chantier qu'en phase exploitation seront prises pour éviter toute incidences négatives sur la ressource en eaux souterraine. Mesures préventives en phase chantier : - Mise en place d'un système provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier - Installation de dispositifs de prévention contre les pollutions accidentelles (kit antipollution, bacs de rétention pour produits dangereux) - Zones de stockage des matériaux et engins imperméabilisées avec dispositifs de collecte - Plan d'intervention en cas de pollution accidentelle	Compatible

SDAGE Rhin Meuse 2022-2027	Intitulé	Rapport au projet Aménagement de surfaces commerciales pour les enseignes Action et McDonald's à Longuyon	Compatibilité avec le SDAGE
		• Mesures préventives en phase exploitation : - Contrôle et essais d'étanchéité des réseaux EU à la réception - Entretien régulier et rigoureux des ouvrages d'assainissement pluvial - Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires - Formation du personnel aux bonnes pratiques environnementales"	
T2 - 01.2 - D4 T2 -01.2 - D5		Non concerné	-
Orientation T2 - O1.3	**Adapter les concentrations en sels minéraux dans le milieu pour atteindre le meilleur état possible des eaux superficielles et souterraines en préservant le développement économique et social de la région et en confortant les usages en aval.**		
T2 - O1.3 - D2 à T2 - O1.3 – D9		Non concerné	-
Orientation T2 - O1.4	**Limiter l'impact des sites et sols pollués sur les eaux superficielles et les eaux souterraines.**		
T2 - O1.4 - D1	Prévenir toute pollution des eaux souterraines et des eaux de surface durant la phase d'exploitation de toute activité, réglementée ou non, par la mise en place de dispositions techniques et organisationnelles adaptées (rétentions, doubles enveloppes, systèmes de détections, etc.).	Les équipements de traitement mise en place par le pétitionnaire permettant le traitement des eaux pluviales garantissent un traitement optimal des eaux de voirie	**Compatible**
T2 - O1.4 - D2 à T2 - O1.4 - D4		Non concerné	-
Orientation T2 - O1.5	**Limiter la contamination sédimentaire par les PCB (Polychlorobiphényles).**		
T2 - O1.5 - D1	Il est préconisé d'appliquer à l'ensemble des cours d'eau et plans d'eau du bassin Rhin-Meuse la recommandation de la Commission internationale pour la protection du Rhin (CIPR) relative aux critères sur le déplacement des matériaux de dragage dans le Rhin et ses affluents en ce qu'elle concerne les PCB. Le déplacement des matériaux de dragage (remise en suspension) n'est possible que si la concentration moyenne de la somme des PCB indicateurs18 contenus dans ces matériaux est inférieure au triple des teneurs actuelles en PCB indicateurs constatées dans les matières en suspension.	Non concerné	-
Orientation T2 - O2.	**Connaître et réduire les émissions de substances toxiques.**		
T2 - O2 - D1	Les décisions administratives nécessaires et des dispositions incitatives dans le domaine de l'eau seront prises pour mettre en œuvre les mesures concourant à l'atteinte des objectifs de réduction des apports de substances toxiques pertinentes définis dans le présent SDAGE, en favorisant la réduction à la source.	Non concerné Le site ne sera pas utilisateur de produits toxiques	-
Orientation T2 - O2.1.	**Améliorer les connaissances sur les nouveaux polluants et sur la présence, les origines et les effets des substances toxiques.**		
T2 - O2.1.1	Poursuivre la recherche des substances toxiques dans les milieux aquatiques et dans les rejets, afin d'améliorer la définition des actions de suppression ou de réduction des rejets. Cette recherche doit viser l'ensemble des sources potentielles (industries, y compris petites et moyennes entreprises, très petites entreprises/industries, collectivités et particuliers, ruissellement pluvial, exploitants agricoles). Concernant les substances phytosanitaires, les résultats de ces suivis seront transmis à l'ANSES en vue de participer au dispositif de phytopharmacovigilance (mis en place	Non concerné	-

SDAGE Rhin Meuse 2022-2027	Intitulé	Rapport au projet Aménagement de surfaces commerciales pour les enseignes Action et McDonald's à Longuyon	Compatibilité avec le SDAGE
	par la Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014). Ils permettront ainsi de faire évoluer, si nécessaire, les conditions d'utilisation ou d'autorisation de ces produits		
T2 - O2.1.2	Poursuivre et soutenir la recherche concernant les substances toxiques et en particulier : - L'impact combiné de différentes substances présentes dans l'eau et les milieux ; - Les méthodes de détection bio-indicatrices ; - Les nouveaux polluants.		
T2 - O2.2	**Connaître et maîtriser les déversements de substances toxiques dans les réseaux publics et privés d'assainissement en favorisant la réduction à la source.**		
T2 - O2.2 - D1	Pour les activités économiques identifiées comme utilisatrices de substances prioritaires* ou de Polluants spécifiques de l'état écologique (PSEE), et raccordées à un réseau public d'assainissement, les collectivités gestionnaires de réseau doivent tenir compte des objectifs de réduction fixés par le SDAGE pour ces substances et polluants dans les autorisations de déversement qu'elles délivrent.	Non concerné	-
T2 - O2.2 - D4	Les règlements d'assainissement des collectivités seront adaptés pour définir les conditions de base des raccordements par type d'activité. Il est fortement recommandé que des prescriptions techniques préalables au raccordement et des conventions spéciales-types simplifiées de déversement pour les commerçants, artisans, etc. rejetant des eaux usées assimilées domestiques ou autres que domestiques soient jointes à ces documents.		
Orientation T2 - O2.6.	**Connaître et maîtriser les stocks de substances toxiques en place résultant d'activités présentes ou passées**		
Orientation T2 - O2.6.2.	**Améliorer la connaissance des niveaux de contamination et des phénomènes de relargage liés aux sédiments contaminés pour décider les règles de gestion à adopter au cas par cas à des coûts économiquement acceptables**		
T2 - O2.6.2 – D1		Non concerné	-
Orientation T2 - O3.	**Veiller à une bonne gestion des systèmes d'assainissement, publics et privés, et des boues d'épuration**		
T2 - O3.1 à T2 - O3.1 - D2		Non concerné	-
Orientation T2 - O3.2.	**Améliorer la gestion des systèmes d'assainissement, publics et privés, et maîtriser la pollution déversée dans ces systèmes**		
T2 - O3.2 - D1 à T2 - O3.2 - D5		Non concerné	-
T2 - 03.2 - D6	Lors de la construction de tout nouvel ouvrage d'assainissement public ou privé, il est recommandé d'étudier les potentialités de déraccordement de surfaces imperméabilisées (ou surfaces actives) par des techniques alternatives et préférentiellement des solutions fondées sur la nature. Cette disposition s'applique également lors du constat d'un dysfonctionnement d'un ouvrage existant.	Installation d'un réseau d'assainissement séparatif. Raccordement des EU au réseau public avec accord du gestionnaire assainissement Gestion quantitative et qualitative des EP avant infiltration pour un événement pluviométrique contraignant centennal.	Compatible
T2 - 03.2 - D7 et T2 - O3.2 - D8		Non concerné	-
Orientation T2 – O3.3	**Améliorer la prise en compte des eaux pluviales dans les zones urbanisées et à urbaniser, en privilégiant, si possible, les techniques alternatives (préférentiellement fondées sur la nature). Ces zones doivent pouvoir être entretenues sans l'usage de produits phytosanitaires.**		

SDAGE Rhin Meuse 2022-2027	Intitulé	Rapport au projet Aménagement de surfaces commerciales pour les enseignes Action et McDonald's à Longuyon	Compatibilité avec le SDAGE
Orientation T2 - O3.3.1	Rechercher la diminution des volumes à traiter en limitant l'imperméabilisation des surfaces et en déconnectant des réseaux urbains, les apports d'eau pluviale de bassins versants extérieurs aux agglomérations.		
T2 - O3.3.1 - D1	Rechercher, lors des travaux d'extension urbaine et plus généralement à l'occasion de tout renouvellement de structure de chaussées, la limitation de l'imperméabilisation effective des surfaces par la mise en œuvre de techniques appropriées : techniques de stockage, d'infiltration. Il s'agit de viser comme minima l'infiltration des pluies les plus fréquentes également appelées « pluies courantes » qui représentent en moyenne sur le bassin Rhin-Meuse, 80 % des volumes pluviométriques annuel. Les pluies courantes correspondent au niveau de pluie N1 du rapport « La ville et son assainissement – Principes, méthodes et outils pour une meilleure intégration dans le cycle de l'eau - L'essentiel ; Centre d'études sur les réseaux, les transports l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU ; Ministère chargé de l'écologie ; juin 2003 – 15 pages »). Pour le bassin Rhin-Meuse, cette valeur sera au minimum de 10 mm /j de hauteur cumulée.	La nature du sous-sol superficiel autorise l'infiltration totale des eaux pluviales sur le site en sol naturel. Tamponnement des eaux pluviales dans des ouvrages de stockage dimensionnés pour reprendre un évènement pluviométrique contraignant d'occurrence 100 ans avant infiltration.	Compatible
Orientation T2 - O3.3.2	**Gérer les flux de façon cohérente entre ce qui est admis dans les réseaux d'assainissement d'une part et ce qu'acceptent les ouvrages d'épuration d'autre part.**		
T2 - O3.3.2 - D1	Encourager la réalisation de modélisations des réseaux d'assainissement permettant de mesurer d'une part l'impact des nouveaux raccordements sur le fonctionnement des installations de traitement et d'autre part, de s'assurer que tous les effluents raccordés arriveront bien à l'installation de traitement.	Non concerné	-
Orientation T2 - O3.3.3	**Améliorer la connaissance du fonctionnement des réseaux et la gestion d'ensemble des équipements afin de pouvoir stocker/traiter les eaux les plus chargées notamment liées à un épisode pluvieux. Les solutions techniques seront adaptées à la taille des ouvrages et aux enjeux de protection des milieux récepteurs.**		
T2 - 03.3.3 - D.1	Inciter les maîtres d'ouvrage à engager des études diagnostiques des réseaux et des installations de traitement intégrant la prise en compte de solutions préventives et curatives, et à construire un programme de travaux hiérarchisés pour atteindre et améliorer en continu les performances du système d'assainissement, notamment au regard des effluents en temps de pluie	Installation d'un réseau d'assainissement séparatif. Rejet des eaux usées du projet vers les réseaux d'assainissement public unitaires existant en accord avec le gestionnaire Installation d'un bac à récupération d'huile et un séparateur débourbeur pour le McDonald's Des essais et contrôle des réseaux d'eaux usées sont prévues à l'issus des travaux pour s'assurer de l'étanchéité de ces derniers. Epuration des eaux pluviales par décantation et filtration (BE avec décantation et filtre « Adopta » et géotextile anti-contaminant) avant infiltration dans les sols superficiels via des techniques alternatives (massif drainant infiltrants et noues). Mise place de dispositifs préventifs de lutte contre une pollution et dispositifs d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier.	-
Orientation T2 - O3.4 à Orientation T2 - 03.6	**ANC : non concerné, raccordement des EU au réseau apublic desservant le site**		
Orientation T2 - O4.1 à Orientation T2 - O4.5	**Réduire la pollution par les nitrates et les produits phytosanitaires d'origine agricole.** **non concerné,**		

SDAGE Rhin Meuse 2022-2027	Intitulé	Rapport au projet Aménagement de surfaces commerciales pour les enseignes Action et McDonald's à Longuyon	Compatibilité avec le SDAGE
Orientation T2 - O5	**Réduire la pollution par les produits phytosanitaires d'origine non agricole**		
Orientation T2 - O5.1	**Promouvoir les méthodes d'entretien des espaces sans phytosanitaires dans les villes et sur les infrastructures privées.**		
T2 - O5.1 - D1	L'élaboration des Plans de désherbage ou des Plans de gestion différenciés des espaces verts communaux ou tout autre outil précisant la place laissée aux techniques sans produits phytosanitaires et incitant à l'utilisation de techniques alternatives dans les communes, doit être encouragée.	- Le site ne sera pas utilisateur de produits toxiques - Limitation des produits d'entretien des voies, des stationnements et de la végétation. - Interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires nuisible aux milieux aquatiques. - Prise de précautions en phases chantier. Entretien et suivi régulier et rigoureux des ouvrages d'assainissement pluviaux (phase travaux et phase exploitation). - Mise en place d'un plan d'intervention en cas d'accident.	Compatible
T2 - O5.1 – D3	Encourager toutes les initiatives visant à diffuser les alternatives à l'utilisation de produits phytosanitaires auprès des acteurs concernés afin de lever les différents blocages identifiés. Utiliser ces outils pour avoir une action proactive vis-à-vis des gestionnaires d'espaces où l'usage des produits phytosanitaires est encore autorisé		
Orientation T2 - O5.2	**Améliorer la connaissance sur la présence de phytosanitaires dans l'environnement et les pratiques des différents utilisateurs.**		
T2 - O5.2 - D1	Utiliser les différentes données disponibles (ventes de produits phytosanitaires, analyses des eaux, etc.) afin de cibler au mieux les actions de sensibilisation à engager auprès des utilisateurs de produits phytosanitaires à destination non agricole.	Non concerné	-
T2 - O5.2 - D2	Un bilan spécifique régulier du suivi des produits phytosanitaires dans les eaux sera mis à disposition du public sur le site internet de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse.		
Orientation T2 - O6	**Réduire la pollution de la ressource en eau afin d'assurer à la population la distribution d'une eau de qualité.**		
Orientation T2 - O6.1	**Les SAGE pourront identifier des zones de protection qualitative des Aires d'alimentation des captages (AAC) d'eau potable d'une importance particulière pour l'approvisionnement.** **Non concerné (site hors AAC)**		
Orientation T2 - O6.3	**Encourager les actions préventives permettant de limiter les traitements ainsi que les substitutions de ressources.** **Non concerné**		
Orientation T2 - O7	**Protéger le milieu marin en agissant à la source sur les eaux continentales** **Non concerné, aucun rejet EP vers le milieu hydraulique superficiel**		
Enjeu 3 : Retrouver les équilibres écologiques fondamentaux des milieux aquatiques			
Orientation T3 - O1 à Orientation T3 - O6	Aucun travaux au droit d'un cours d'eau ou d'une voie d'eau. L'incidence des travaux réalisés sur les cours d'eau est nulle.		
Orientation T3 - O7	**Préserver les milieux naturels et notamment les zones humides.**		
Orientation T3 - O7.1	**Développer la sensibilisation et la culture d'acceptation des zones humides.**		
T3 - O7.1 - D1	Un effort de sensibilisation sur les nombreux services rendus par les zones humides et sur les moyens de les préserver est nécessaire. Le développement d'une telle sensibilisation devra passer par la mise en place d'un plan de communication ambitieux mettant l'accent sur l'intérêt de ces milieux et sur l'ensemble des possibilités d'actions de préservation ou de restauration.	Non concerné	-

SDAGE Rhin Meuse 2022-2027	Intitulé	Rapport au projet Aménagement de surfaces commerciales pour les enseignes Action et McDonald's à Longuyon	Compatibilité avec le SDAGE
T3 - O7.1 – D2	Une attention et un programme de communication particulier sera développé sur les prairies en mettant en avant l'intérêt de leurs multiples fonctions (filtration, biodiversité, prévention des crues et des coulées de boue, etc.), mais aussi l'ensemble des leviers permettant de les protéger, intégrant la valorisation des productions agricoles issues de ces espaces.	Non concerné	-
Orientation T3 - O7.2	**Assurer la convergence des politiques publiques en matière de zones humides**		
T3 - O7.2 - D1	Tenir compte des zones humides et de l'intérêt qu'elles présentent dans les politiques et les financements de l'ensemble des acteurs (tant en termes de préservation que de non-dégradation des milieux humides).	Le projet n'est pas concerné par les zones humides remarquables du SDAGE ni du SAGE Absence de zone humide confirmée par études terrain : • Critère pédologique : Investigations pédologiques selon l'arrêté du 24 juin 2008 modifié (sondages à la tarière) démontrant l'absence de traits d'hydromorphie caractéristiques • Critère botanique : Relevés floristiques ne révélant pas d'espèces hygrophiles caractéristiques des zones humides • Conclusion réglementaire : Conformément à l'arrêté du 24 juin 2008 modifié, le site ne constitue pas une zone humide au sens de la réglementation.	Compatible
Orientation T3 - O7.3	**Améliorer la connaissance des zones humides.**		
T3 - O7.3 - D1	Pour les zones humides remarquables*, les actions suivantes doivent être engagées, selon les méthodologies validées ou à valider : - La réalisation d'inventaires sur les secteurs aujourd'hui non couverts par des inventaires départementaux des Espaces naturels sensibles (ENS)*, en veillant à déterminer les fonctionnalités écologiques, hydrologiques et biogéochimiques des zones humides inventoriées ; - La réactualisation des inventaires existants selon les mêmes principes ; - La délimitation plus précise des zones humides remarquables identifiées.	Le projet n'est pas concerné par les zones humides remarquables du SDAGE ni du SAGE.	-
T3 - O7.3 - D2	Pour les zones humides ordinaires, leur identification et leur suivi dans le temps constituent une priorité, notamment au regard de la nécessité de les préserver, et des préconisations de la Loi sur l'Eau, de la Loi Risques et de celle relative au développement des territoires ruraux.		
T3 - O7.3 - D2bis	Le guide méthodologique pour la réalisation d'inventaires de zones humides sur le bassin Rhin-Meuse, validé par le Conseil scientifique du Comité de bassin, fournit un cadre méthodologique pour l'identification, la délimitation, la description et la hiérarchisation des zones humides. Ce document propose des méthodologies d'inventaires qui diffèrent selon le niveau de précision recherché, depuis la cartographie de signalement jusqu'à l'inventaire opérationnel détaillé. Les maîtres d'ouvrage veilleront à se baser sur ces éléments pour la réalisation de nouveaux inventaires de zones humides.	Les investigations pédologiques et botaniques confirment le caractère non humide du site. Conformément aux critères pédologiques et botaniques décrits dans l'arrêté du 24 juin 2008, modifié en 2009, l'ensemble de la zone d'étude n'est pas une zone humide.	Compatible
T3 - O7.3 - D3 à T3 - O7.3 - D4		Non concerné	-
Orientation T3 - O7.4	**Zone Humide**		

SDAGE Rhin Meuse 2022-2027	Intitulé	Rapport au projet Aménagement de surfaces commerciales pour les enseignes Action et McDonald's à Longuyon	Compatibilité avec le SDAGE
à Orientation T3 - O7.5			
Orientation T3 - O8	**Trame verte et bleue (TVB)** **Non concerné**		
Orientation T3 – O9	**Respecter les bonnes pratiques en matière de gestion des milieux aquatiques.** **Non concerné**		
Enjeu 4 : Utiliser plus sobrement la ressource en eau sur l'ensemble des bassins du Rhin et de la Meuse			
Orientation T4 - O1	**Prévenir les situations de surexploitation et de déséquilibre quantitatif de la ressource en eau.**		
Orientation T4 - O1.1	**Pour l'alimentation en eau potable, repenser l'organisation des prélèvements pour éviter les manques d'eau.**		
T4 - O1.1 - D1	Tout nouveau prélèvement pour l'adduction en eau potable dans les eaux superficielles ou dans la nappe d'accompagnement dans les secteurs de tête de bassin et dans les bassins amont de masses d'eau de surface dont l'état est dégradé par des rejets polluants et tout particulièrement celles soumises à des objectifs moins stricts, faisant l'objet d'une autorisation ou d'une déclaration au titre du Code de l'environnement, ne peut être accordé que s'il n'existe pas de solution alternative techniquement possible et à un coût économiquement raisonnable.	Non concerné Aucun prélèvement temporaire ou permanent d'eau de nappe n'est envisagé en phase travaux ou en phase exploitation. Alimentaiton en eau potable des deux batiments via le réseau d'adduction en eau potable publique	Compatible
T4 - O1.1 - D2	Face aux conséquences du changement climatique, notamment les risques de pénuries d'eau potable, il est nécessaire d'engager une réflexion sur les modalités d'anticipation, ou de résorption, du manque d'eau, et de sécurisation. Ceci concerne l'ensemble des collectivités territoriales, mais prioritairement celles devant élaborer ou mettre à jour un SAGE et celles inscrites sur les listes départementales des collectivités sujettes à risque de pénurie d'eau récurrente.		
T4 - O1.1 - D3	Sur la base des listes départementales de signalement des collectivités sujettes à risque de pénurie d'eau récurrente, ou des territoires des SAGE (notamment du Bassin ferrifère) ayant un schéma de sécurisation de l'alimentation en eau potable, les services de l'État et l'Agence de l'eau inciteront ces collectivités à réaliser les opérations de sécurisation de l'approvisionnement en eau et de réductions des fuites dans les réseaux d'Alimentation en eau potable (AEP).		
Orientation T4 - O1.2	**Respecter le principe d'équilibre entre les prélèvements d'eau et la capacité de renouvellement de chaque masse d'eau souterraine.**		
Orientation T4 - O1.2.1	**Dans l'ensemble des masses d'eau souterraine, maintenir l'équilibre entre les prélèvements et leur capacité de renouvellement.**		
T4 - O1.2.1 - D1 à T4 - O1.2.1 - D3		Non concerné Aucun prélèvement temporaire ou permanent d'eau de nappe n'est envisagé en phase travaux ou en phase exploitation.	-
Orientation T4 - O1.2.2	**Sur le périmètre du SAGE* GTI60, rétablir l'équilibre entre les prélèvements et la capacité de renouvellement de la nappe pour stabiliser puis reconstituer son potentiel face au changement climatique*. Par rapport aux prélèvements annuels figurant dans l'étude diagnostique du SAGE* GTI (BRGM/RP-62392-FR de 2013), le volume prélevé annuellement devra être réduit, en ordre de grandeur, de 1 million de m3 pour atteindre cet équilibre. Audelà de l'équilibre, l'effort sera poursuivi dans l'optique de donner une capacité de régénération à la nappe actuellement en déficit.**		
T4 - O1.2.2 - D1 à T4 - O1.2.2 - D5		Non concerné	-
Orientation T4 - O1.3	**Prévenir les conséquences négatives sur l'état des masses d'eau et des milieux associés des transferts de débits entre bassins versants ou masses d'eau souterraine, ou au sein d'un même bassin versant**		

SDAGE Rhin Meuse 2022-2027	Intitulé	Rapport au projet Aménagement de surfaces commerciales pour les enseignes Action et McDonald's à Longuyon	Compatibilité avec le SDAGE
T4 - O1.3 - D1 à T4 - O1.3 - D3		Non concerné	-
Orientation T4 - O1.4	**Sensibiliser les consommateurs et encourager les économies d'eau par catégorie d'usagers, tant pour les eaux de surface que souterraines, tout en respectant les impératifs liés à la qualité sanitaire de l'eau.**		
T4 - O1.4 - D1 T4 - O1.4 - D2		Non concerné	-
T4 - O1.4 – D3	Des campagnes de sensibilisation et des actions locales pourront être définies à l'échelle adaptée pour sensibiliser les usagers aux économies, notamment les particuliers. Ces actions locales pourront aussi porter également sur la réutilisation des eaux de pluie et des eaux usées (non conventionnelles*). Ces actions de communications pourront se réaliser de manière coordonnée avec d'autres actions de même nature portant sur la qualité de l'eau	Le pétitionnaire sensibilisera ales enseigne à mettre en place, des procédés permettant de réduire ses consommations en eau potable.	Compatible
Orientation T4 – O1.5	**Respecter le principe d'équilibre entre les prélèvements d'eau et la qualité et l'intégrité de chaque masse d'eau de surface.**		
T4 - O1.5 - D1 àT4 - O1.5 – D5		Non concerné	-
Orientation T4 – O1.6	**Gérer de manière économe les ressources en eau à l'échelle du territoire approprié, y compris la réutilisation des eaux non conventionnelles**		
T4 - O1.6 - D1 à T4 - O1.6 - D5	-	Non concerné	-
Orientation T4 - O2	**Evaluer l'impact du changement climatique* et des activités humaines sur la disponibilité des ressources en assurant les suivis des eaux de surface et des eaux souterraines**		
T4 - O2 - D1 à T4 - O2 – D7		Non concerné	-
Enjeu 5 : Gestion équilibrée* de la ressource en eau dans le développement et l'aménagement des territoires			
Orientation T5A – O4	**Préserver et reconstituer les capacités d'écoulement et d'expansion des crues**		
T5A - O4 - D1 à T5A - O4 - D4		L'emprise du projet n'est pas concernée par les aléas ou enjeux d'un PPRI, TRI ou autre document liés au risque d'inondation. L'emprise du projet ne se situe pas dans le lit majeur d'un cours d'eau (hors zone inondable, plus haute crue connue ou crue centennale)	Compatible
Orientation T5A – O5	**Maîtriser le ruissellement pluvial sur les bassins versants en favorisant, selon une gestion intégrée des eaux pluviales, la préservation des zones humides, des prairies et le développement d'infrastructures agro-écologiques.**		
T5A - O5 - D1	Sur l'ensemble du territoire, l'infiltration des eaux pluviales, au maximum de ce qu'il est techniquement et économiquement soutenable, le stockage et la réutilisation des eaux pluviales et in fine, pour la partie des écoulements qu'il n'aura pas été possible d'infiltrer, stocker ou réutiliser, la limitation des débits de rejet dans les cours d'eau sont des objectifs à intégrer par toutes les collectivités locales et tous les porteurs de projet dans une logique de gestion intégrée des eaux pluviales.	Le projet va au-delà des exigences minimales du SDAGE en adoptant une stratégie de gestion intégrée des eaux pluviales à zéro rejet : Infiltration totale : La nature perméable des sols superficiels (coefficient de perméabilité > 10^{-6} m/s) permet l'infiltration intégrale des eaux pluviales, favorisant la recharge naturelle des nappes souterraines	Compatible
T5A - O5 – D2	Les Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ou les communes dont le territoire est concerné par l'enjeu de maîtrise du ruissellement pluvial sont encouragés à réaliser des schémas directeurs de gestion des		-

SDAGE Rhin Meuse 2022-2027	Intitulé	Rapport au projet Aménagement de surfaces commerciales pour les enseignes Action et McDonald's à Longuyon	Compatibilité avec le SDAGE
à	eaux pluviales et, en application de l'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales, des zonages pluviaux intégrant les principes de gestion intégrée des eaux pluviales, en prenant en compte le contexte pédologique et géologique.	Tamponnement optimal : Ouvrages de stockage (massifs drainants, noues paysagères) dimensionnés pour gérer un événement pluviométrique d'occurrence centennale, bien au-delà des "pluies courantes" (10 mm/j) exigées par le SDAGE Solutions fondées sur la nature : Privilégiation de techniques alternatives (massifs infiltrants, noues végétalisées) conformément aux orientations du SDAGE Bénéfices environnementaux : - Préservation du cycle naturel de l'eau - Prévention des inondations en aval - Amélioration de la qualité des eaux souterraines par filtration naturelle - Contribution à la résilience climatique du territoire"	
T5A - O5 – D3	Dans les bassins versants caractérisés par des risques forts et répétés d'inondations par ruissellement ou coulées d'eau boueuse, les SCOT* devront comporter des orientations visant à préserver le territoire de ces risques. Ces orientations du SCOT* s'imposeront aux PLUi, PLU* ou cartes communales* ainsi qu'aux plans, programmes, opérations foncières ou d'aménagement, autorisations et permis de construire mentionnés aux articles L.142-1 et R.142-1 du Code de l'urbanisme A défaut de SCOT*, les PLU* / PLUi et cartes communales* seront compatibles avec les objectifs et dispositions du PGRI en application des articles L.131-6 et L.131-1-10° du Code de l'urbanisme. Cela pourra se traduire par des règles visant à favoriser l'infiltration, le stockage et à limiter le débit des eaux pluviales rejetées directement ou indirectement dans les cours d'eau de manière renforcée par rapport aux objectifs généraux édictés à la disposition 34 du PGRI. A cet effet, les SCOT*, ou à défaut les PLUi, PLU* ou cartes communales*, sont fortement encouragés à intégrer des zonages pluviaux dans leur règlement. Les nouvelles ouvertures à l'urbanisation sont assorties de dispositions visant à favoriser l'infiltration et à limiter le débit des eaux pluviales rejetées dans les cours d'eau.		
T5A - O5 - D4	Les collectivités et porteurs de projets sont encouragés à mettre en œuvre une gestion intégrée des eaux pluviales dans le cadre des projets et opérations d'aménagement selon les dispositions du paragraphe suivant. Les projets nécessitant déclaration ou autorisation au titre du Code de l'environnement sont assortis de dispositions visant : - À gérer les pluies faibles et moyennes (période de retour jusqu'à 10 ans) de manière à éviter tout rejet final vers le milieu, soit en favorisant l'infiltration sur le périmètre de projet soit en conduisant les écoulements vers une zone d'infiltration qui peut être extérieure au périmètre de projet (espaces verts par exemple), soit en combinant ces deux approches ; - À limiter le débit de fuite pour les pluies d'intensité supérieure. Il s'agit de réduire les impacts des pluies d'intensité forte (période de retour jusqu'à 30 ans) en mettant en place des dispositifs de contrôle, stockage temporaire, tamponnement des eaux pluviales et ruisselées ; - À appréhender l'écoulement des eaux pluviales pour les pluies d'intensité exceptionnelle (période de retour supérieure à 30 ans). Des doctrines à destination des porteurs de projet et des services instructeurs viendront préciser les modalités pratiques et techniques attendues pour une bonne prise en compte des dispositions ci-dessus dans les dossiers de déclaration et d'autorisation au titre du Code de l'environnement. Parmi l'ensemble des solutions envisageables, les solutions fondées sur la nature* seront prioritairement à mettre en œuvre.		
T5A - O5 - D5	Les décisions administratives dans le domaine de l'eau relatives à des opérations d'aménagement foncier doivent prendre en compte les principes suivants : - Préserver les capacités de rétention existantes et améliorer la rétention des eaux sur l'ensemble du bassin versant par la préservation des prairies, la restauration des réseaux de haies et par la mise en valeur et le maintien des zones humides ; - Développer la mise en place d'aménagements permettant de limiter et ralentir les ruissellements.		
T5A - O5 - D6	Les documents d'urbanisme (SCOT*, et PLU*(i) en l'absence de SCOT) exposeront, dans leurs documents de présentation, de quelle manière les principes d'une gestion intégrée des eaux pluviales sont traduits dans leurs différentes orientations et dans leurs partis d'aménagement. Il s'agira notamment de préciser de quelle manière ces documents prévoient de compenser les surfaces imperméabilisées qui seront générées par l'ouverture de		

SDAGE Rhin Meuse 2022-2027	Intitulé	Rapport au projet Aménagement de surfaces commerciales pour les enseignes Action et McDonald's à Longuyon	Compatibilité avec le SDAGE
	nouvelles zones à l'urbanisation en vue d'atteindre une compensation à hauteur de 150% des surfaces imperméabilisées en milieu urbain, et de 100 % en milieu rural. Une capitalisation des expériences de la traduction dans les documents d'urbanisme de mesures d'évitement de nouvelles surfaces imperméabilisées et des modalités de compensation de l'imperméabilisation qui n'a pu être évitée sera recherchée en synergie avec les outils mis en place pour suivre la mise en œuvre du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Grand Est. Des outils (guides, fiches techniques) partagés avec la Région Grand Est seront mis à disposition des collectivités, des bureaux d'études afin d'accompagner la mise en œuvre de cette disposition. Ces outils aborderont notamment les différentes solutions entrant dans le champ de la compensation des surfaces imperméabilisées.		
Orientation T5A – O7	**Prévenir le risque de coulées d'eaux boueuses.**		
T5A - O7 – D1	Les études accompagnant les nouveaux projets d'infrastructure visant à protéger les biens et les personnes des coulées d'eau boueuse, notamment les ouvrages pouvant jouer un rôle de stockage temporaire des eaux de crues ou de ruissellement : - Intègrent des mesures permettant de réduire à la source les problèmes liés au ruissellement (notamment érosion et transport de pollutions) ; - Proposent des mesures naturelles de ralentissement des écoulements ; - Démontrent, le cas échéant, que ces nouveaux projets sont nécessaires pour protéger les biens et les personnes des impacts résiduels qui n'ont pu être évités ou réduits au regard de l'objectif de protection recherché ; Elles sont conduites en associant, au travers de comités de pilotage réguliers, l'ensemble des parties prenantes concernées par la gestion de ces risques (population, agriculteurs notamment).	Les mesures correctrices prises par le pétitionnaire permettent de ne pas aggraver et même de réduire le risque d'inondation du bassin versant dans lequel s'inscrit le projet, le projet n'aura donc aucun d'impact négatif sur le régime d'écoulement des réseaux d'assainissement et des cours d'eaux en aval.	Compatible
T5A - O7 – D2	Face à l'augmentation des phénomènes de coulées d'eau boueuse et à leur extension sur les bassins, une meilleure connaissance de celles-ci est indispensable. Dans les zones à enjeux, une cartographie pourra être établie. Les bonnes pratiques de lutte contre les coulées d'eau boueuse, anciennes, actuelles et futures, seront recensées.		
Orientation T5B - O1	**Limiter l'impact des urbanisations nouvelles et des projets nouveaux pour préserver les ressources en eau et les milieux et limiter les rejets.**		
Orientation T5B - O1.1	Dans les zones caractérisées par un risque de déséquilibre entre les prélèvements effectués dans une nappe souterraine et les conditions de recharge de cette même nappe, les projets nécessitant déclaration ou autorisation soumise au Code de l'environnement* doivent être accompagnés de dispositions visant à assurer au maximum l'infiltration des eaux pluviales ou des eaux résiduaires ne nécessitant pas ou plus d'épuration. Dans ces zones, les SCOT*, ou à défaut les Plans locaux d'urbanisme (PLU) ou intercommunaux (PLUi)*, devront être compatibles avec l'objectif de non aggravation de la situation. A ce titre, ils pourront prévoir des orientations et prescriptions correspondantes comme par exemple en assortissant les documents opposables (Document d'orientation et d'objectifs (DOO) des SCOT*, règlement des PLU* ou PLUi) de dispositions visant à assurer au maximum l'infiltration des eaux pluviales ou des eaux résiduaires ne nécessitant pas ou plus d'épuration. Dans les zones caractérisées par un déséquilibre avéré entre les prélèvements effectués dans une nappe souterraine et les conditions de recharge de cette même nappe, les nouvelles ouvertures à l'urbanisation et les projets nécessitant déclaration ou autorisation soumise au Code de l'environnement doivent être accompagnés de dispositions visant à assurer au maximum le recueil et la réutilisation des eaux pluviales ou les eaux de process industriel, afin de limiter les prélèvements dans les ressources surexploitées. Pour les territoires en déficit ou en tension forte, ces dispositions peuvent se réfléchir dans le cadre d'une gestion quantitative globale de l'eau avec la mise en œuvre de projet pour la gestion économe de la ressource en eau, à l'échelle du territoire approprié (orientation T4 - O1.6). Pour assurer l'infiltration des eaux pluviales, il est nécessaire	La nature du sous-sol superficiel autorise l'infiltration totale des eaux pluviales sur le site en sol naturel. Le projet prévoit une gestion quantitative (pluie contraignante d'occurrence 100 ans) et qualitative (traitement optimal des eaux pluviales avant infiltration in situ en sol superficiel, zéro rejet vers le milieu hydraulique superficiel)	Compatible

SDAGE Rhin Meuse 2022-2027	Intitulé	Rapport au projet Aménagement de surfaces commerciales pour les enseignes Action et McDonald's à Longuyon	Compatibilité avec le SDAGE
	que les capacités d'infiltration du sol soient étudiées. Il est précisé qu'en général, à partir d'un coefficient de perméabilité de 10-6 et/ou en l'absence de nappe affleurante et/ou en présence d'un projet de densité faible à moyennement forte, l'infiltration des eaux pluviales peut être réalisée sans grande difficulté. La réutilisation des eaux s'effectue notamment dans le cadre de process industriels, ou dans les habitations, pour des usages extérieurs (arrosage des jardins, etc.)67.		
Orientation T5B - O1.2	Dans les bassins versants caractérisés par un déséquilibre important entre les volumes d'eaux pluviales interceptées et les volumes rejetés (prélèvement des eaux pluviales dans un bassin versant et rejet dans un autre bassin versant), les projets nécessitant déclaration ou autorisation soumise au Code de l'environnement doivent être accompagnés de dispositions visant à assurer le maintien des eaux pluviales dans le bassin versant où elles ont été recueillies. Dans ces zones, les Schémas de cohérence territoriale (SCOT*), ou à défaut les Plans locaux d'urbanisme (PLU)* ou les Plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi) ainsi que les cartes communales*, devront prévoir respectivement des orientations et objectifs, des prescriptions et devront être compatibles avec l'objectif de non aggravation du déséquilibre dans les bassins versants concernés. La non aggravation de la situation pourra être atteinte en assortissant, par exemple les documents opposables (Document d'orientation et d'objectifs (DOO) des SCOT*, règlement des PLU* ou PLUi) de dispositions visant à assurer au maximum le maintien des eaux pluviales dans le bassin versant où elles ont été recueillies.		
Orientation T5B - O1.3	Sur l'ensemble du territoire, l'infiltration le plus en amont possible des eaux pluviales, la récupération et la réutilisation des eaux pluviales et/ou la limitation des débits de rejet dans les cours d'eau et dans les réseaux doivent être privilégiées, auprès de toutes les collectivités et de tous les porteurs de projet.		
Orientation T5B - O2	**Préserver de toute urbanisation les parties de territoire à fort intérêt naturel notamment ceux constituant des éléments essentiels de la Trame verte et bleue (TVB)**		
Orientation T5B - O2.1 à Orientation T5B - O2.4		Non concerné	-
Enjeu 6 : Développer, dans une démarche intégrée à l'échelle des bassins du Rhin et de la Meuse, une gestion de l'eau participative, solidaire et transfrontalière, et des principes d'adaptation* et d'atténuation* du changement climatique			
Orientation T6 - O1	**Développer, dans une démarche intégrée à l'échelle des bassins versants du Rhin et de la Meuse, une gestion de l'eau participative, solidaire, transfrontalière et résiliente aux impacts du changement climatique**		
Orientation T6 – O1.1	**Développer les collaborations transfrontalières.**		
T6 – O1.1 – D1 à T6 - O1.1 - D6		Non concerné	-
Orientation T6 - O1.2	**Développer et renforcer la gouvernance locale de l'eau à l'échelle de bassins versants.**		
T6 - O1.2 - D1 à T6 - O1.2 - D9		Non concerné	-
Orientation T6 - O1.3	**Favoriser l'articulation entre les acteurs afin de relever, avec une vision globale, partagée et avec efficience, les défis de la gestion des eaux.**		
T6 - O1.3 - D1 à T6 - O1.3 - D8		Non concerné	-

SDAGE Rhin Meuse 2022-2027	Intitulé	Rapport au projet Aménagement de surfaces commerciales pour les enseignes Action et McDonald's à Longuyon	Compatibilité avec le SDAGE
Orientation T6 - O2	**Assurer la prise en compte des enjeux de l'eau et du changement climatique* dans les projets des territoires**		
T6 - O2.1 - D1 à T6 - O2.1 - D5		Le projet fait l'objet de réflexions pour réduire sa vulnérabilité au réchauffement climatique (dimensionnement des chaussées/stationnement, dimensionnement de la gestion des eaux pluviales, nouveaux bâtiments à basse consommation, disponibilité de la circulation des modes actifs et collectifs, réduction de la vitesse, favorisation et incitation au mode de déplacement doux, …).	Compatible
Orientation T6 - O2.2	**Intégrer les enjeux de long terme dans la planification et la contractualisation.**		
T6 - O2.2 - D1 à T6 - O2.2 - D4		Non concerné	-
Orientation T6 - O2.3	**Concevoir des dispositifs d'aides encourageant la prise en charge des enjeux de long terme**		
T6 - O2.3 - D1 à T6 - O2.3 - D4		Non concerné	-
Orientation T6 - O3	**Informer, sensibiliser, toutes générations confondues, aux questions liées à l'eau, aux milieux naturels et au changement climatique*, et à la solidarité transgénérationnelle et susciter l'engagement.**		
T6 - O3.1 - D1 à T6 - O3.2 - D9		Non concerné	-
Orientation T6 - O3.3	**Rendre des comptes sur les politiques publiques en lien avec l'eau**		
T6 - O3.3 - D1 à T6 - O3.3 - D14		Non concerné	-

5.4 SAGE Bassin Ferrifère

Le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) est un outil de planification, institué par la loi sur l'eau de 1992, visant la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Déclinaison du SDAGE à une échelle plus locale, il vise à concilier la satisfaction et le développement des différents usages (eau potable, industrie, agriculture, ...) et la protection des milieux aquatiques, en tenant compte des spécificités d'un territoire. Délimité selon des critères naturels, il concerne un bassin versant hydrographique ou une nappe. Il repose sur une démarche volontaire de concertation avec les acteurs locaux.

La commune de Longuyon est concernée par le SAGE Bassin Ferrifère.

La Commission Locale de l'Eau a validé le projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux le 03 septembre 2012. Les consultations des organismes publics et l'enquête publique se sont déroulées durant la fin de l'année 2012. Le 15 mars 2013, le projet de SAGE a été adopté par la CLE à la suite de ces consultations publiques.



Figure 47 : Périmètre du SAGE du Bassin ferrifère

Conformité du projet avec les règles du SAGE Bassin Ferrifère

SAGE FERRIFERE	Intitulé	Rapport au projet Aménagement de surfaces commerciales pour les enseignes Action et McDonald's à Longuyon	Situation vis-à-vis de la disposition du SAGE
Objectif n°1	**Préserver la qualité et l'équilibre quantitatif des ressources en eau à long terme**		
R1	Veiller à l'équilibre entre prélèvement et renouvellement des ressources en eau	Non concerné Aucun prélèvement d'eau souterraine ou superficielle prévu	Compatible
R2	Prendre en compte la gestion globale des ressources en eau dans la politique d'urbanisme des collectivités		
R3	Prendre en compte les normes existantes pour la réalisation et la déclaration des puits et forages		
R4	Les acteurs concernés transmettent les données à la CLE concernant la connaissance et le suivi des ressources en eau, des ouvrages et des prélèvements		
A1	Améliorer la connaissance et le suivi des ressources en eau, des ouvrages et des prélèvements		
A2	Informer et sensibiliser les particuliers et les professionnels sur les impacts des forages privés sur la qualité de la ressource en eau		
Objectif n°2	**Sécuriser l'AEP à long terme**		
R1	Mettre en œuvre une politique globale de sécurisation de l'AEP (volets quantitatif et qualitatif), sur tout le territoire, à long terme	Non concerné. Projet non concerné par l'alimentation en eau potable	Compatible
A1	Réaliser un bilan de la restructuration de l'AEP issue de la ressource en eau des réservoirs miniers		
A2	Définir une politique globale de sécurisation de l'AEP (volets quantitatif et qualitatif) sur tout le territoire, à long terme		
Objectif n°3	**Protéger les captages AEP**		
R1	Achever les procédures de DUP et mettre en œuvre les prescriptions	Non concerné Aucun prélèvement dans les réservoirs miniers	Compatible
R2	L'ARS informe et le cas échéant recueille les observations de la CLE, sur les procédures de DUP en cours, pour la détermination des périmètres de protection des captages AEP		
R3	La DREAL et/ou la DDPP porte(nt) à la connaissance de la CLE les dossiers ICPE susceptibles d'impacter la ressource en eau et recueillent le cas échéant ses observations		
R4	Les services instructeurs (DREAL, DDPP) prennent l'attache, et le cas échéant, en fonction des risques pour la ressource en eau, recueillent les observations, d'un hydrogéologue agréé, pour ceux des dossiers ICPE qui sont situés dans un périmètre de protection des captages AEP		
A1	Mettre en place une procédure d'enregistrement et de suivi des abandons des captages AEP		
Objectif n°4	**Organiser une gestion durable et concertée de la ressource en eau des réservoirs miniers**		
R1	Maintenir un réseau de surveillance spécifique à la ressource en eau des réservoirs miniers	Non concernée	-
R2	Les collectivités compétentes en AEP et autres utilisateurs concernés captant la ressource en eau des réservoirs miniers associent la CLE et/ou l'organe de concertation et de gestion de la ressource en eau des réservoirs miniers à leurs projets		
A1	Réaliser un bilan annuel des prélèvements, de la recharge, des niveaux piézométriques et de la qualité des eaux prélevées dans les réservoirs miniers		

A2	Organiser la concertation et la gestion durable de la ressource en eau des réservoirs miniers		
Objectif n°5	**Améliorer la qualité physique des cours d'eau et rétablir leurs fonctionnalités**		
R1	Engager et poursuivre des actions de restauration des cours d'eau	Non concerné Aucun cours d'eau sur ou à proximité du projet	-
R2	Préserver et créer des zones tampons pour protéger les milieux aquatiques		
R3	Pérenniser l'entretien des cours d'eau restaurés		
R4	Aménager, araser ou supprimer les ouvrages sur cours d'eau, et améliorer leur gestion		
R5	Réaliser un suivi de l'impact des travaux sur les cours d'eau		
A1	Inciter à la maîtrise d'ouvrage de travaux sur cours d'eau pour l'ensemble des cours d'eau du SAGE		
A2	Inciter à la programmation globale et intégrée (restauration de cours d'eau, assainissement, lutte contre les inondations) à l'échelle du bassin versant	Tamponnement de l'ensemble des eaux pluviales dans des ouvrages de stockage dimensionnées pour un évènement pluviométrique contraignant d'occurrence 100 ans. Infiltration totale des eaux pluviales dans le sol superficiel	Compatible
A3	Capitaliser et mutualiser les retours d'expérience des maîtres d'ouvrage de restauration de cours d'eau	Non concerné	-
Objectif n°6	**Adopter une gestion intégrée et concertée des bassins versants des cours d'eau dont le débit d'étiage a diminué significativement et durablement après l'ennoyage**		
R1	Concilier les différents usages de l'eau (eaux superficielles et eaux souterraines) avec la qualité et le débit des cours d'eau dont le débit d'étiage a diminué significativement et durablement après l'ennoyage	Non concernée	-
A1	Organiser une gestion concertée et durable des bassins versants des cours d'eau dont le débit d'étiage a diminué significativement et durablement après l'ennoyage		
Objectif n°7	**Préserver, restaurer et gérer les zones humide**		
R1	Préserver, restaurer et gérer de facon adéquate les zones humides	Les investigations pédologiques et botaniques confirment le caractère non humide du site projet.	Compatible
R2	Développer les pratiques agricoles de bonne gestion dans les zones humides	Non concerné	-
R3	Mettre en place une protection règlementaire des zones humides		
R4	Mettre en œuvre une gestion pérenne des zones humides		
A1	Communiquer et sensibiliser sur les zones humides		
Objectif n°8	**Améliorer la gestion des plans d'eau**		
R1	Limiter strictement la création des plans d'eau, voire l'interdire dans les zones les plus fragiles	Non concerné	-
R2	Limiter l'impact négatif des plans d'eau existants		
R3	Les maires informent la CLE des dossiers de création des mares (<10ares) relevant du règlement sanitaire départemental		
A1	Réaliser un inventaire des plans d'eau et une étude de leur fonctionnement		
A2	Favoriser la mise en œuvre d'une gestion adaptée des plans d'eau		
Objectif n°9	**Fiabiliser la gestion des systèmes d'assainissement existants et optimiser l'assainissement des communes rurales**		

R1	Prendre en compte les eaux pluviales dans la gestion de l'assainissement collectif en privilégiant les techniques alternatives	La nature géologique des terrains autorise l'infiltration des eaux pluviales sur le site en sol superficiel. Tamponnement de l'ensemble des eaux pluviales dans des ouvrages de stockage dimensionnées pour un évènement pluviométrique contraignant d'occurrence 100 ans. Infiltration totale des eaux pluviales dans le sol superficiel Avant leur infiltration, les eaux pluviales collectées sur le site feront l'objet d'un traitement préalable afin de garantir leur qualité. Des mesures aussi bien en phase chantier qu'en phase exploitation seront prises pour éviter toute incidences négatives sur la ressource en eaux souterraine (entretien régulier et rigoureux, mesures spécifiques en cas de déversements accidentels).	Compatible
R2	Adapter le système de traitement aux enjeux présents en aval du rejet de la STEP	Les installations et équipements liés aux eaux usées du site qui seront mis en place seront conformes aux exigences du gestionnaire assainissement.	Compatible
R3	Fiabiliser l'élimination et la valorisation des boues d'épuration, des matières de vidange et autres sous-produits de l'assainissement collectif et non-collectif	Non concernée	-
R4	Assurer une gestion efficace, durable et patrimoniale des systèmes d'assainissement collectif		
R5	Mettre en œuvre des démarches globales de maîtrise des rejets d'eaux usées non domestiques par les collectivités		
R6	Mettre en place des systèmes de traitement adaptés aux collectivités rurales		
R7	Assurer la conformité des systèmes d'assainissement non collectif neufs ou réhabilités et le bon fonctionnement des dispositifs existants		
R8	Les collectivités, dans le cadre de la mise en œuvre de leurs compétences en matière d'urbanisme, se rapprochent et le cas échéant consultent les services, organismes et collectivités compétentes en matière d'assainissement, d'AEP et de restauration de cours d'eau		
R9	Les collectivités compétentes en assainissement et en AEP envoient le RPQS (rapport sur le prix et la qualité du service) à la CLE		
R10	Les services instructeurs, dans le cadre de l'instruction des projets ICPE entrainant l'infiltration des eaux traitées au droit des réservoirs miniers, en fonction des risques potentiels pour la ressource en eau, interrogent le cas échéant un hydrogéologue agréé sur les incidences susceptibles d'être générées et sur les suggestions de mesures correctives	Non concernée	-
A1	Sensibiliser les maîtres d'ouvrage sur la définition et l'application des règlements d'assainissement	Les installations et équipement liés aux eaux usées du site qui seront mis en place seront conforme aux exigences du gestionnaire assainissement	Compatible
A2	Inciter à engager et achever les procédures de zonages d'assainissement (eaux usées et eaux pluviales) dans une démarche de planification en lien avec l'urbanisme	Non concernée	-
A3	Inciter à l'équipement de matériel de surveillance des déversoirs d'orage		
A4	Informer et sensibiliser les acteurs concernés sur la réalisation des branchements privés au réseau public		
Objectif n°10	**Limiter les pollutions d'origine industrielle et les pollutions diffuses d'origine agricole et non agricole**		
R1	Etendre l'inventaire des anciennes décharges réalisé sur le département de la Moselle à la Meuse et à la Meurthe et Moselle et réhabiliter les anciennes décharges, en fonction des risques engendrés sur les eaux de surface et les eaux souterraines.	Non concernée	-

R2	Améliorer la connaissance sur les sédiments pollués et définir des orientations de gestion des sédiments pollués, en fonction des risques engendrés		
R3	Réhabiliter les sites et sols pollués, en fonction des risques engendrés dans les eaux de surface et les eaux souterraines		
R4	Surveiller la qualité de l'eau au droit des sites et sols pollués (sites à responsable défaillant) en priorité dans les aires d'alimentation de captages AEP.		
R5	Maintenir les prairies naturelles existantes		
R6	Modifier les pratiques agricoles pour réduire leur impact sur l'eau		
R7	Améliorer le stockage, la collecte, le traitement et l'élimination des déchets dangereux pour l'eau		
R8	Utiliser des techniques alternatives aux phytosanitaires pour l'entretien des espaces publics	Limitation des produits d'entretien de la voirie et de la végétation. Interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires nuisible aux milieux aquatiques sur toute l'emprise du projet	Compatible
A1	Exploiter l'inventaire historique régional BASIAS, en hiérarchisant les risques, en priorité par rapport aux captages AEP	Non concernée	-
A2	Informer et sensibiliser les acteurs concernés sur la qualité des ressources en eau et l'impact des phytosanitaires, des fertilisants et des déchets, sur l'eau et la santé		
A3	Inciter à la réduction à la source des rejets de substances toxiques, notamment la réduction des substances toxiques dans les eaux usées non domestiques rejetées dans les réseaux publics		

6 IMPACTS ET MESURES

Tableau 12 : Synthèse des enjeux, impacts et mesures

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
Topographie	**Enjeu modéré** Relief moyennement marqué L'altimétrie du site d'étude oscille de +256,4 à 255,7 m Enjeu pour le projet : Respecter la topographie initiale afin de limiter les déblais et remblais éventuels Intégrer la topographie au choix de l'écoulement préférentiel des eaux pluviales de ruissellement	**Impacts** Un terrassement du site est prévu. **Mesures** **Mesure de réduction technique R2.1.c :** Réutilisation des terres lors des opérations de décapage des terrains pour les aménagements d'espaces verts **Mesures de réduction technique R2.1a et géographique R1.1a :** Eviter les mouvements de terres et les passages répétés et inconsidérés des engins de travaux pouvant entraîner des modifications sur le ruissellement des eaux notamment au droit des ouvrages de gestion des eaux pluviales. Logique de bassins versants à prendre en compte dans la conception des ouvrages hydrauliques du projet, assurer la transparence hydraulique du projet. La gestion des matériaux sera optimisée en cherchant à avoir un équilibre déblais-remblais
Géologie	**Enjeu faible** Le sous-sol est constitué de calcaires, marnes et caillasses. La perméabilité mesurée sur site est de l'ordre de 10^{-6} m/s. Enjeu pour le projet : Les eaux pluviales seront gérées à la parcelle via une chaussée réservoir.	**Impacts** Aucun impact négatif. **Mesures** Un diagnostic de gestion des déchets de démolition sera réalisé.
Climat	**Enjeu faible** Climat océanique altéré. Les hivers sont relativement doux et pluvieux et les étés sont frais. Les amplitudes thermiques saisonnières sont faibles. Les précipitations sont bien réparties sur l'ensemble de l'année. Le total annuel des précipitations est relativement fort.	**Impacts** Artificialisation d'une parcelle agricole cultivée **Mesures favorables du projet** Nouveau bâtiment économe en consommation énergétique : panneaux solaires en toiture Consommation faible du bâtiment et émission faible de GES Plantation de 20 arbres au sein du projet Création de 1106 m² d'espaces verts Mise en place d'arceaux à vélo sous l'auvent à l'entrée du magasin
Masse d'eau souterraine	**Enjeu faible** Le site n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage, ni par une AAC, ni par une zone à enjeu eau potable. Les travaux VRD et bâtiment ne nécessiteront pas de rabattement de nappe temporaire en phase chantier (nappe suffisamment profonde). Enjeu pour le projet : Rendre le projet compatible avec les documents « Cadre sur l'eau » Assurer/pérenniser la gestion des eaux usées et des eaux pluviales sur le site Ne pas dégrader la qualité des eaux souterraines	**Impacts eaux souterraines** Pollution chronique, saisonnière et accidentelle possible **Impacts eaux superficielles** Aucun impact direct quantitatif ou qualitatif sur la masse d'eau superficielle (hors du lit mineur et majeur de cours d'eau) **Mesures** Interdire le déversement de liquides polluants (eaux de lavage, huiles, solvants, détergents…) dans le réseau pluvial **Mesure d'évitement technique E3.2a** : Le pétitionnaire s'engage à proscrire l'utilisation des produits phytosanitaires nuisibles aux milieux aquatiques. **Mesure d'accompagnement A6.1a :** Organisation administrative du chantier **Mesure d'évitement technique en phase travaux E3.1.a :** Absence de rejet dans le milieu naturel

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
Masse d'eau superficielle	**Enjeu faible** Aucun cours d'eau, ni fossé ou autre voie d'eau n'est identifié au droit du site projet ou à proximité	**Mesure de réduction R2.1d :** Dispositif préventif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier Conception des ouvrages pluviaux : Les eaux pluviales du projet (eaux de toiture et de parking) seront récoltées dans les aménagements réalisés sur le terrain tels qu'ils garantiront le bon écoulement direct vers la chaussée-réservoir à créer sous la zone de stationnement. Ces eaux pluviales provenant des toitures et des voiries seront gérées à la parcelle par infiltration. Cette chaussée sera dimensionnée suivant étude et la réglementation en vigueur. Un traitement des eaux de pluie avant infiltration sera prévu avant rejet dans ces chaussées (Avaloirs équipés de filtre ADOPTA).
Zone humide	**Enjeu très faible** Aucune Zone à Dominante Humide du SDAGE et aucune Zone Humide du SAGE Diagnostic pédologique montre l'absence de zone humide	**Aucun impact** Aucun impact significatif car le site est non humide
Qualité de l'air	**Enjeu très faible** Aucun des polluants atmosphériques faisant l'objet d'une surveillance à proximité du site d'étude ne dépasse les valeurs limites ou les objectifs. Enjeu pour le projet : ne pas générer des activités entrainant une dégradation de la qualité de l'air	**Aucun impact** Aucun impact significatif car le site est artificialisé et aménagé en secteur urbain Augmentation potentiel du trafic routier et donc légère dégradation de la qualité de l'air. **Mesures favorables du projet** Proximité des transports en commun : bus + gare Nouveau bâtiment plus économe en consommation énergétique : panneaux solaires en toiture. Consommation faible du bâtiment et émission faible de GES Plantation de 20 arbres au sein du stationnement Création de 1106 m² d'espaces verts Mise en place d'arceaux à vélo sous l'auvent à l'entrée du magasin
Zonages écologiques	**Enjeu faible** Le projet n'est pas concerné par un enjeu ZNIEFF, zone Natura 2000, sites RAMSAR, PNR, RNR, APB, etc. Aucun élément du SRADDET n'est présent à proximité du projet Il s'agit d'une parcelle agricole cultivée, aucun enjeu biodiversité n'est à envisager	**Impacts** Perturbation faune par bruit (phase travaux et exploitation) Aucun impact sur les zonages écologiques réglementaires **Mesures** 20 arbres plantés Espaces verts du projet représentent 1106 m² sont composés de végétation prairiale et de couvre-sol et graminées Les essences seront locales Aménagement d'espaces verts entre les places de stationnement **Mesures d'évitement et de réduction du projet :** Mesure E3.2a : Absence totale d'utilisation de produits phytosanitaires et de tout produit polluant ou susceptible d'impacter négativement le milieu Mesure R3.2a : Adaptation de la période d'entretien des espaces enherbés et des haies/arbres L'entretien de l'ensemble des arbres et arbustes des espaces verts du projet devra être réalisé en dehors des périodes de nidification et de l'élevage des jeunes pour l'avifaune (taille entre octobre et février) La fauche exportatrice des espaces enherbés doit être réalisée une fois par an à la fin de l'été ou au début de l'automne (septembre-octobre) Mesure R2.2o : Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet. Une fauche annuelle à la fin de l'été ou au début de l'automne (septembre-octobre) avec exportation du produit et entretien par taille plus régulière mais moins sévère des haies et arbres

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
		Mesure R2.2c : Dispositif de limitation des nuisances envers la faune, ajuster l'orientation, l'intensité et la périodicité des luminaires sur l'ensemble du projet
Nuisances sonores	**Enjeu modéré** Présence d'une zone d'effet voie bruyante sur le site d'après le PLU	**Impacts** Bruits liés à l'avenue de la Libération **Mesures** Respect des règles acoustiques des bâtiments Les limites de propriété seront végétalisées
Risques naturels	**Enjeu faible** Projet en dehors des zonages du PRRi et de l'AZI Aucune cavité ou mouvement de terrain sur la zone Risque faible concernant l'exposition au séisme et l'exposition au radon Le site est concerné par un aléa nul à important au retrait et gonflement des argiles	**Impacts** L'aménagement du site va conduire à un accroissement du ruissellement des eaux pluviales vers le milieu naturel récepteur **Mesures** Mise en place de techniques alternatives pour la gestion des eaux pluviales qui permet de constituer la recharge des eaux souterraines La rétention et l'infiltration des eaux pluviales de ruissellement sont privilégiés (chaussée réservoir)
Environnement humain	**Enjeu faible** Nous observons une augmentation globale de la population communale Vieillissement de la population et donc la nécessité de la création de commerces de proximité Présence de l'essentiel des commodités et infrastructures sur la commune Création d'emploi Positionnement stratégique du projet au sein d'une zone d'activité : à proximité des enseignes Aldi et Lidl **Enjeu pour le projet :** Améliorer l'accessibilité de l'enseigne	**Impacts positifs** Création d'emplois en phase travaux et en phase d'exploitation Dynamisation, conservation de l'attractivité du territoire **Mesures favorables** Amélioration de l'accessibilité piétonne et vélo
Risques technologiques et sanitaires	**Enjeu faible** Absence de CASIAS, Basias, Basol, SEVESO Aucun PPRT Présence d'une canalisation de transport de gaz naturel au sud du site, le site est en dehors de la zone de servitude de cette canalisation Aucune ICPE au sein du site d'étude	**Impacts** Aucun impact significatif **Mesure** Absence de mesure
Servitudes	**Enjeu très faible** Absence de servitude sur le site	**Impacts** Aucun impact **Mesures** Respects des préconisations et du règlement du PLU

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
Transport et déplacements	**Enjeu modéré** Proximité avec le réseau viaire Trafic routier fluide aux abords du projet Présence à proximité d'arrêts de bus Commune desservie par une gare Absence de trottoirs le long de l'avenue de la libération	**Impacts** Très légère hausse du trafic routier pendant les travaux et pendant l'exploitation du site (clients, personnel, livraison) **Mesures** Aménagement piéton matérialisé sur l'aire de stationnement L'accès au magasin répondra aux normes d'accessibilité PMR L'accès au site par les automobilistes sera lisible et sécurisé Mise en place d'un parc à vélo sous l'auvent du magasin avec des arceaux
Paysage Patrimoine	**Enjeu faible** Absence de servitudes, de monuments historiques et de ZPPAUP Aucun bien inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO au sein de la commune La commune accueille un site inscrit à 9 km et un site classé à 2,9 km	**Impacts** Aucun impact **Mesures** Intégration visuelle et paysagère du projet Les espaces verts du projet représentent 1106 m² (21,1% du site).